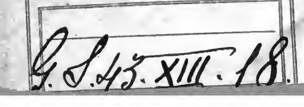


PALLI




G. S. 43. XIII. 18.

HISTOIRE
PHILOSOPHIQUE
ET POLITIQUE
DES ÉTABLISSEMENS ET DU COMMERCE
DES EUROPÉENS DANS LES DEUX INDES.

PAR GUILLAUME-THOMAS RAYNAL.

TOME SEIZIÈME.



HISTOIRE
PHILOSOPHIQUE
ET POLITIQUE
DES ÉTABLISSEMENS ET DU COMMERCE DES EUROPÉENS DANS LES DEUX INDES.

LIVRE DIX-NEUVIÈME.

NOUS avançons dans une carrière où nous ne nous sommes pas engagés, sans en connoître l'étendue, les difficultés; et que nous aurions abandonnée plusieurs fois, si nous n'avions été soutenus par des motifs qui font toujours oublier la disproportion des forces avec la tentative. On ose, et l'on exécute quelquefois dans un incendie des choses qui abattroient le courage, s'il n'étoit irrité par le péril, et qui l'étonnent quand le péril est passé. Après une bataille gagnée ou perdue, un militaire disoit,

à l'aspect d'une montagne, qu'il avoit gravie pour aller à l'ennemi: qui eût jamais fait cela, s'il n'y avoit pas eu un coup de fusil à recevoir? J'étois sans doute animé de ce sentiment, lorsque je commençai; et il faut bien qu'il m'anime encore, puisque je continue.

D'abord nous avons montré l'état de l'Europe avant la découverte des deux Indes.

Puis nous avons suivi la marche incertaine, tyrannique et sanglante des établissemens formés dans ces contrées lointaines.

Il nous reste à développer l'influence des liaisons du Nouveau-Monde sur les opinions, les gouvernemens, l'industrie, les arts, les mœurs, le bonheur de l'ancien. Commençons par la religion.

I. *Religion.*

Si l'homme avoit joui sans interruption d'une félicité pure, si la terre avoit satisfait d'elle-même à toute la variété de ses besoins, on doit présumer que l'admiration et la reconnoissance n'auroient tourné que très-tard vers les dieux les regards de cet être naturellement ingrat. Mais un sol stérile ne répondit pas toujours à ses travaux. Les torrens ravagèrent les champs qu'il avoit cultivés. Un ciel ardent brûla ses moissons. Il éprouva la disette, il connut les

maladies, et il rechercha les causes de sa misère.

Pour expliquer l'énigme de son existence, de son bonheur et de son malheur, il inventa différens systèmes également absurdes. Il peupla l'univers d'intelligences bonnes et malfaisantes; et telle fut l'origine du polythéisme, la plus ancienne et la plus générale des religions. Du polythéisme naquit le manichéisme, dont les vestiges dureront à jamais, quels que soient les progrès de la raison. Le manichéisme simplifié engendra le déisme; et au milieu de ces opinions diverses, il s'éleva une classe d'hommes médiateurs entre le ciel et la terre.

Ce fut alors que les régions se couvrirent d'autels; qu'on entendit ici l'hymne de la joie, là le gémissement de la douleur; et qu'on eut recours à la prière, aux sacrifices, les deux moyens naturels d'obtenir la faveur et de calmer le ressentiment. On offrit la gerbe; on immola l'agneau, la chèvre, le taureau. Le sang de l'homme arrosa le tertre sacré.

Cependant on voyoit souvent l'homme de bien dans la souffrance, le méchant, l'impie même dans la prospérité, et l'on imagina

la doctrine de l'immortalité. Les ames affranchies du corps, ou circulèrent dans les différens êtres de la nature, ou s'en allèrent dans un autre monde recevoir la récompense de leurs vertus, le châtiment de leurs crimes. Mais l'homme en devint-il meilleur? c'est un problême. Ce qui est sûr, c'est que depuis l'instant de sa naissance jusqu'au moment de sa mort, il fut tourmenté par la crainte des puissances invisibles, et réduit à une condition beaucoup plus fâcheuse que celle dont il avoit joui.

La plupart des législateurs se sont servis de cette disposition des esprits pour conduire les peuples, et plus encore pour les asservir. Quelques-uns ont fait descendre du ciel le droit de commander; et c'est ainsi que s'est établie la théocratie ou le despotisme sacré, la plus cruelle et la plus immorale des législations: celle où l'homme orgueilleux, malfaisant, intéressé, vicieux avec impunité, commande à l'homme de la part de Dieu; où il n'y a de juste que ce qui lui plaît, d'injuste que ce qui lui déplaît, ou à l'Etre suprême avec lequel il est en commerce, et qu'il fait parler au gré de ses passions; où c'est un crime d'examiner ses

ordres, une impiété de s'y opposer; où des révélations contradictoires sont mises à la place de la conscience et de la raison, réduites au silence par des prodiges ou par des forfaits; où les nations enfin ne peuvent avoir des idées fixes sur les droits de l'homme, sur ce qui est bien, sur ce qui est mal, parce qu'elles ne cherchent la base de leurs priviléges et de leurs devoirs que dans des livres inspirés dont l'interprétation leur est refusée.

Si ce gouvernement eut dans la Palestine une origine plus sublime, il n'y fut pas plus exempt qu'ailleurs des calamités qui en paroissent une suite inévitable.

Le christianisme succéda au judaïsme. L'asservissement d'une république, maîtresse du monde, à des monstres de tyrannie; la misère effroyable que le luxe d'une cour et la solde des armées répandirent dans un vaste empire, sous le règne des Nérons; les irruptions successives des barbares qui démembrèrent ce grand corps; la perte des provinces qui se soulevèrent ou furent envahies : tous ces maux physiques avoient préparé les esprits à une nouvelle religion, et les révolutions de la politique en devoient amener une dans le culte.

On ne voyoit plus dans le paganisme vieilli que les fables de son enfance, l'ineptie ou la méchanceté de ses dieux, l'avarice de ses prêtres, l'infamie et les vices des rois qui soutenoient ces dieux et ces prêtres. Alors le peuple qui ne connoissoit que des tyrans sur la terre, chercha son asyle dans le ciel.

Le christianisme vint le consoler, et lui apprendre à souffrir. Tandis que les vexations et les débauches du trône sappoient le paganisme avec l'empire, des sujets opprimés et dépouillés, qui avoient embrassé les nouveaux dogmes, achevoient cette ruine par l'exemple de toutes les vertus qui accompagnent toujours la ferveur du prosélytisme. Mais une religion née dans les calamités publiques, devoit donner à ceux qui la prêchoient beaucoup d'empire sur les malheureux qui se réfugioient dans son sein. Aussi le pouvoir du clergé naquit-il, pour ainsi dire, dans le berceau de l'évangile.

Du débris des superstitions païennes et des sectes philosophiques, il se forma un corps de rites et de dogmes que la simplicité des premiers chrétiens sanctifia par une piété vraie et touchante : mais qui laissèrent en même tems un germe de disputes et de débats, d'où sortit cette complication de passions qu'on voile et

qu'on honore sous le nom de zèle. Ces dissensions enfantèrent des écoles, des docteurs, un tribunal, une hiérarchie. Le christianisme avoit commencé par des pêcheurs qui ne savoient que l'évangile; il fut achevé par des évêques qui formèrent l'église. Alors il gagna de proche en proche, et parvint jusqu'à l'oreille des empereurs. Les uns le tolérèrent par mépris, par crainte, par intérêt ou par humanité; les autres le persécutèrent. La persécution hâta les progrès que la tolérance lui avoit ouverts. Le silence et la proscription, la clémence et la rigueur; tout lui devint utile. La liberté naturelle à l'esprit humain, le fit adopter à sa naissance, comme elle l'a fait souvent rejeter dans sa vieillesse. Cette indépendance, moins amoureuse de la vérité que de la nouveauté, devoit lui donner des sectateurs, quand il n'auroit pas eu tous les caractères propres à le faire respecter.

Le paganisme démasqué par la philosophie, et décrié par les pères de l'église, avec des temples assez nombreux, mais des prêtres qui n'étoient pas riches, croula de jour en jour, et céda sa place au nouveau culte. Celui-ci pénétra dans le cœur des femmes par la dévotion qui s'unit si bien à la tendresse, et dans

l'esprit des enfans qui aiment les prodiges et la morale même la plus sévère. C'est par-là qu'il entra dans les cours, où tout ce qui peut devenir passion est sûr de trouver accès. Un prince qui, baigné dans le sang de sa famille, s'étoit comme endormi dans des bras impurs; ce prince qui avoit de grands crimes et de grandes foiblesses à expier, embrassa le christianisme qui lui pardonnoit tout en faveur de son zèle, et auquel il donna tout pour être délivré de ses remords.

Constantin au lieu d'unir à sa couronne le pontificat quand il se fit chrétien, comme ils étoient unis dans la personne des empereurs païens, accorda au clergé tant de richesses et d'autorité, tant de moyens de les accroître de plus en plus, que cet aveugle abandon fut suivi d'un despotisme ecclésiastique tout-à-fait nouveau.

Une ignorance profonde étoit le plus sûr appui de cet ascendant sur les esprits. Les pontifes de Rome répandirent ces ténèbres en déclarant la guerre à toute espèce d'érudition païenne. S'il se fit de tems en tems quelques efforts pour dissiper cette obscurité, ils furent étouffés par les supplices.

Tandis que les papes désabusoient les esprits

de leur autorité par l'abus même qu'ils en faisoient, la lumière vint d'Orient en Occident. Dès que les chefs-d'œuvre de l'antiquité eurent ramené le goût des bonnes études, la raison recouvra quelques-uns des droits qu'elle avoit perdus. L'histoire de l'église fut approfondie, et l'on y découvrit les faux titres de la cour de Rome. Une partie de l'Europe en secoua le joug. Un moine lui fit perdre presque toute l'Allemagne, presque tout le Nord; un chanoine quelques provinces de France; et un roi pour une femme, l'Angleterre entière. Si d'autres souverains maintinrent avec fermeté la religion catholique dans leurs possessions, ce fut peut-être parce qu'elle étoit plus favorable à cette obéissance aveugle et passive qu'ils exigent des peuples, et que le clergé romain a toujours prêchées pour ses intérêts.

Cependant le desir de conserver d'une part l'autorité pontificale, de l'autre l'envie de la renverser, ont enfanté deux systêmes opposés. Les théologiens catholiques ont entrepris même avec succès de prouver que les livres saints ne sont point par eux-mêmes la pierre de touche de l'orthodoxie. Ils ont démontré que depuis la première prédication

de l'évangile jusqu'à nos jours, les écritures diversement entendues avoient donné naissance aux opinions les plus opposées, les plus extravagantes, les plus impies; et qu'avec cette parole divine on a pu soutenir les dogmes les plus contradictoires, tant qu'on n'a suivi que le sentiment intérieur pour interprète de la révélation.

Les écrivains de la religion réformée ont fait voir l'absurdité qu'il y auroit à croire un seul homme continuellement inspiré du ciel sur un trône ou dans une chaire qui fut le siége des vices les plus monstrueux; où la dissolution se vit assise à côté de l'inspiration; où l'adultère et le concubinage profanèrent les idoles revêtues du caractère et du nom de la sainteté; où l'esprit de mensonge et d'artifice dirigea les prétendus oracles de la vérité. Ils ont démontré que l'église assemblée en concile et composée de prélats intrigans sous les empereurs de la primitive église, ignorans et débauchés dans les tems de barbarie, ambitieux et fastueux dans les siècles de schisme; qu'une telle église ne devoit pas être plus éclairée de lumières surnaturelles que le vicaire de Jésus; que l'esprit de Dieu ne se communiquoit pas plus

visiblement à deux cents pères du concile qu'au saint père, souvent le plus méchant des hommes; que des Allemands et des Espagnols sans science, des François sans mœurs, et des Italiens sans aucune vertu, n'étoient pas aussi disposés à l'esprit de révélation qu'un simple troupeau de paysans qui cherchent Dieu de bonne foi dans la prière et le travail. Enfin s'ils n'ont pu soutenir leur nouveau système aux yeux de la raison, ils ont très-bien détruit celui de l'ancienne église.

Au milieu de ces ruines, la philosophie s'est élevée, et elle a dit: Si le texte de l'écriture n'a pas la clarté, la précision, l'authenticité nécessaire pour être l'unique règle infaillible de culte et de dogme; si la tradition de l'église depuis ses premiers siècles jusqu'au tems de Luther et de Calvin s'est corrompue elle-même avec les mœurs des prêtres et des fidèles; si les conciles ont chancelé, varié, décidé contradictoirement dans leurs assemblées; s'il est indigne de la divinité de communiquer son esprit et sa parole à un seul homme débauché quand il est jeune, imbécille quand il est vieux, sujet enfin dans tous les âges aux passions, aux erreurs, aux infirmités de l'homme: il ne reste au-

cun appui solide et constant à l'infaillibilité de la foi chrétienne. Ainsi cette religion n'est pas d'institution divine, ou Dieu n'a pas voulu qu'elle fût éternelle.

Ce dilemme est très-embarrassant. Tant que le sens des écritures demeurera susceptible des contestations qu'il a toujours éprouvées, et la tradition aussi problématique qu'elle l'a paru par les travaux immenses des théologiens de différentes communions, le christianisme ne pourra s'appuyer que sur l'autorité civile, que sur le pouvoir du magistrat. La propre force de la religion qui soumet l'esprit et retient la conscience par la persuasion, cette force lui manquera.

Aussi ces disputes ont-elles peu-à-peu conduit les nations qui avoient secoué le joug d'une autorité regardée jusqu'alors comme infaillible, plus loin qu'on ne l'avoit prévu. Elles ont assez généralement rejeté de l'ancien culte ce qui contrarioit leur raison, et n'ont conservé qu'un christianisme dégagé de tous les mystères. La révélation elle-même a été abandonnée, mais plus tard, dans ces régions, par quelques hommes plus audacieux, ou qui se croyoient plus éclairés que la multitude. Une manière de penser si fière, si

indépendante, s'est étendue avec le tems aux états qui étoient restés asservis à Rome. Comme dans ces contrées, les lumières avoient fait moins de progrès, et que les opinions étoient plus gênées, la licence y a été portée jusqu'à sa dernière limite, l'athéisme ; système ou d'un atrabilaire qui ne voit que du désordre dans la nature, ou d'un méchant qui craint un vengeur à venir ; ou d'une classe de philosophes qui ne sont ni atrabilaires ni méchans, mais qui croient trouver dans les propriétés d'une matière éternelle la cause suffisante de tous les phénomènes qui nous frappent d'admiration.

Par une impulsion fondée dans la nature même des religions, le catholicisme tend sans cesse au protestantisme ; le protestantisme au socinianisme ; le socinianisme au déisme ; le déisme au scepticisme. L'incrédulité est devenue trop générale, pour qu'on puisse espérer avec quelque fondement de redonner aux anciens dogmes l'ascendant dont ils ont joui durant tant de siècles. Qu'ils soient toujours librement suivis par ceux de leurs sectateurs que leur conscience y attache, par tous ceux qui y trouvent des consolations, et un encouragement à leurs devoirs

de citoyen : mais que toutes les sectes, dont les principes ne contrarieront pas l'ordre public, trouvent généralement la même indulgence. Il seroit de la dignité comme de la sagesse de tous les gouvernemens, d'avoir un même code moral de religion dont il ne seroit pas permis de s'écarter, et de livrer le reste à des discussions indifférentes au repos du monde. Ce seroit le plus sûr moyen d'éteindre insensiblement le fanatisme des prêtres, et l'enthousiasme des peuples.

C'est en partie à la découverte du Nouveau-Monde qu'on devra la tolérance religieuse qui doit s'introduire dans l'ancien. Elle arrivera cette tolérance. La persécution ne feroit que hâter la chûte des religions dominantes. L'industrie et la lumière ont pris chez les nations un cours, un ascendant qui doit rétablir un certain équilibre dans l'ordre moral et civil des sociétés. L'esprit humain est désabusé de l'ancienne superstition. Si l'on ne profite de cet instant pour le guider et le rendre à l'empire de la raison, il faut que la masse générale des hommes qui a besoin d'espérances et de craintes, se livre à des superstitions nouvelles.

Tout a concouru depuis deux siècles à épui-

ser cette fureur de zèle qui dévoroit la terre. Les déprédations des Espagnols dans toute l'Amérique ont éclairé le monde sur les excès du fanatisme. En établissant leur religion par le fer et par le feu dans des pays dévastés et dépeuplés, ils l'ont rendue odieuse en Europe ; et leurs cruautés ont détaché plus de catholiques de la communion Romaine, qu'elles n'ont fait de chrétiens parmi les Indiens. L'abord de toutes les sectes dans l'Amérique Septentrionale, a nécessairement étendu l'esprit de tolérance au loin, et soulagé nos contrées de guerres de religion. Les missions nous ont délivrés de ces esprits inquiets, qui pouvoient incendier leur patrie, et qui sont allés porter les torches et les glaives de l'évangile au-delà des mers. La navigation et les longs voyages ont insensiblement détourné une grande partie du peuple des folles idées de la superstition. La différence des cultes et des nations, a familiarisé les esprits les plus grossiers avec une sorte d'indifférence pour l'objet qui avoit le plus frappé leur imagination. Le commerce entre les sectes les plus opposées, a refroidi la haine religieuse qui les divisoit. On a vu qu'il y avoit par-tout de la morale et de la

bonne foi dans les opinions, par-tout du déréglement dans les mœurs, et de l'avarice dans les ames; et l'on en a conclu que c'étoit le climat, le gouvernement et l'intérêt social ou national, qui modifioient les hommes.

Depuis que la communication est établie entre les deux hémisphères de ce monde, on parle et l'on s'occupe moins de cet autre monde, qui faisoit l'espérance du petit nombre, et le tourment de la multitude. La variété, la multiplicité des objets que l'industrie a présentés à l'esprit et aux sens, a partagé les affections de l'homme et affoibli l'énergie de tous les sentimens. Les caractères se sont émoussés; et le fanatisme a dû s'éteindre comme la chevalerie, comme toutes les grandes manies des peuples désœuvrés. Les causes de cette révolution dans les mœurs, ont influé encore plus rapidement sur les gouvernemens.

II. *Gouvernement.*

La société vient naturellement de la population, et le gouvernement tient à l'état social. En considérant le peu de besoins que la nature donne à l'homme, en proportion des ressources qu'elle lui présente; le peu de

secours et de biens qu'il trouve dans l'état civil, en comparaison des peines et des maux qu'il y entasse; son instinct commun à tous les êtres vivans, pour l'indépendance et la liberté; une multitude de raisons prises de sa constitution physique: on a voulu douter si la sociabilité étoit aussi naturelle à l'espèce humaine qu'on le pense ordinairement.

On a comparé les hommes isolés à des ressorts épars. Si dans l'état de nature, sans législation, sans gouvernement, sans chefs, sans magistrats, sans tribunaux, sans loix, un de ces ressorts en choquoit un autre, ou celui-ci brisoit le premier, ou il en étoit brisé, ou ils se brisoient tous deux. Mais lorsqu'en les rassemblant et les ordonnant, on en eut formé ces énormes machines qu'on appelle sociétés, où, bandés les uns contre les autres, ils agissent et réagissent avec toute la violence de leur énergie particulière, on créa artificiellement un véritable état de guerre, et d'une guerre variée par une multitude innombrable d'intérêts et d'opinions. Ce fut bien un autre désordre, lorsque deux, trois, quatre ou cinq de ces terribles machines vinrent à se heurter en même tems. C'est alors qu'on vit dans la durée de quelques heures, plus de

ressorts brisés, mis en pièces, qu'il n'y en auroit eu pendant la durée de vingt siècles, avant ou sans cette sublime institution. C'est ainsi qu'on fait la satyre des premiers fondateurs des nations, par la supposition d'un état sauvage, idéal et chimérique. Jamais les hommes ne furent isolés, comme on les montre ici. Ils portèrent en eux un germe de sociabilité qui tendoit sans cesse à se développer. Ils auroient voulu se séparer, qu'ils ne l'auroient pas pu ; ils l'auroient pu, qu'ils ne l'auroient pas dû, les vices de leur association se compensant par de plus grands avantages.

La foiblesse et la langueur de l'enfance de l'homme ; la nudité de son corps sans poil et sans plume ; la perfectibilité de son esprit, suite nécessaire de la durée de sa vie ; l'amour maternel qui croît avec les soins et les peines, qui, après avoir porté son fruit neuf mois dans ses entrailles, l'allaite et le porte des années entières dans ses bras ; l'attachement réciproque, né de cette habitude entre deux êtres qui se soulagent et se caressent ; la multiplication des signes communicatifs dans une organisation, qui joint aux accens de la voix, communs à tant d'animaux, le langage des

doigts et des gestes particuliers à l'espèce humaine ; les événemens naturels qui peuvent rapprocher de cent façons, et réunir des individus errans et libres ; les accidens et les besoins imprévus qui les forcent à se rencontrer pour la chasse, la pêche, ou même pour leur défense ; enfin l'exemple de tant d'espèces qui vivent en troupes, telles que les amphibies et les monstres marins, les vols de grues et d'autres animaux, les insectes même qu'on trouve en bandes et en essaims : tous ces faits et ces raisonnemens semblent prouver que l'homme tend de sa nature à la sociabilité, et qu'il y arrive d'autant plus promptement, qu'il ne sauroit beaucoup peupler sous la Zone-Torride, sans se former en hordes errantes ou sédentaires, ni se répandre sous les autres Zones, sans s'associer à ses semblables, pour la proie et le butin qu'exige le besoin de se nourrir et de se vêtir.

De la nécessité de s'associer, dérive celle d'avoir des loix relatives à cet état : c'est-à-dire, de former, par la combinaison de tous les instincts communs et particuliers, une combinaison générale, qui maintienne la masse et la pluralité des individus. Car si la

nature pousse l'homme vers l'homme, c'est sans doute par une suite de cette attraction universelle, qui tend à la reproduction et à la conservation. Tous les penchans que l'homme porte dans la société, tous les plis qu'il y prend, devroient être subordonnés à cette première impulsion. Vivre et peupler étant la destination de toutes les espèces vivantes, il semble que la sociabilité, si c'est une des premières facultés de l'homme, devroit concourir à cette double fin de la nature, et que l'instinct qui le conduit à l'état social, devroit diriger nécessairement toutes les loix morales et politiques, au résultat d'une existence plus longue et plus heureuse pour la pluralité des hommes. Cependant, à ne considérer que l'effet, on diroit que toutes les sociétés n'ont pour principe ou pour suprême loi que la *sûreté de la puissance dominante*. D'où vient ce contraste singulier, entre la fin et les moyens, entre les loix de la nature et celles de la politique ?

C'est une question à laquelle il est difficile de répondre solidement, sans se former des notions justes de la nature, de la succession des différens gouvernemens ; et l'histoire ne nous est presque d'aucun secours sur

ce grand objet. Tous les fondemens de la société actuelle se perdent dans les ruines de quelque catastrophe ou révolution physique. Par-tout, on voit les hommes chassés par les incendies de la terre ou par les feux de la guerre, par les débordemens des eaux ou par des insectes dévorans, par la disette ou par la famine, se réunir dans un coin du monde inhabité ; ou se disperser, se répandre dans des lieux déjà peuplés. Toujours la police commence par le brigandage, et l'ordre par l'anarchie. Mais pour parvenir à quelque résultat qui satisfasse la raison, il faut négliger ces secousses momentanées, et considérer les nations dans un état stationaire et tranquille, qui laisse un libre cours à la production des phénomènes.

On a dit qu'il y avoit deux mondes, le physique et le moral. Plus on aura d'étendue dans l'esprit et d'expérience, plus on sera convaincu qu'il n'y en a qu'un, le physique qui mène tout, lorsqu'il n'est pas contrarié par des causes fortuites, sans lesquelles on eût constamment remarqué le même enchaînement dans les événemens moraux les plus surprenans, tels que l'origine des idées religieuses, les progrès de l'esprit humain, les

découvertes des vérités, la naissance et la succession des erreurs, le commencement et la fin des préjugés, la formation des sociétés et l'ordre périodique des différens gouvernemens.

Tous les peuples policés ont été sauvages; et tous les peuples sauvages, abandonnés à leur impulsion naturelle, étoient destinés à devenir policés. La famille fut la première société; et le premier gouvernement fut le gouvernement patriarcal, fondé sur l'amour, l'obéissance et le respect. La famille s'étend et se divise. Des intérêts opposés suscitent la guerre entre des frères qui se méconnoissent. Un peuple fond les armes à la main sur un autre. Le vaincu devient l'esclave du vainqueur, qui se partage ses campagnes, ses enfans, ses femmes. La contrée est gouvernée par un chef, par ses lieutenans et par ses soldats, qui représentent la partie libre de la nation, tandis que tout le reste est soumis aux atrocités, aux humiliations de la servitude. Dans cette anarchie, mêlée de jalousie et de férocité, la paix est bientôt troublée. Ces hommes inquiets marchent les uns contre les autres; ils s'exterminent. Avec le tems, il ne reste qu'un monarque ou un despote. Sous le monarque, il est une ombre de jus-

tice : la législation fait quelques pas ; des idées de propriété se développent ; le nom d'esclave est changé en celui de sujet. Sous la suprême volonté du despote, ce n'est que terreur, bassesse, flatterie, stupidité, superstition. Cette situation intolérable cesse, ou par l'assassinat du tyran, ou par la dissolution de l'empire ; et la démocratie s'élève sur ce cadavre. Alors pour la première fois, le nom sacré de patrie se fait entendre. Alors l'homme courbé relève sa tête, et se montre dans toute sa dignité. Alors les fastes se remplissent de faits héroïques. Alors, il y a des pères, des mères, des enfans, des amis, des concitoyens, des vertus publiques et domestiques. Alors les loix règnent, le génie prend son essor, les sciences naissent, les travaux utiles ne sont plus avilis.

Malheureusement cet état de bonheur n'est que momentané. Par-tout les révolutions dans le gouvernement, se succèdent avec une rapidité qu'on a peine à suivre. Il y a peu de contrées qui ne les ayent toutes essuyées, et il n'en est aucune qui, avec le tems, n'achève ce mouvement périodique. Toutes suivront plus ou moins souvent, un cercle réglé de malheurs et de prospérités, de liberté et

d'esclavage, de mœurs et de corruption, de lumière et d'ignorance, de grandeur et de foiblesse ; toutes parcourront tous les points de ce funeste horizon. La loi de la nature, qui veut que toutes les sociétés gravitent vers le despotisme et la dissolution, que les empires naissent et meurent, ne sera suspendue pour aucune. Tandis que semblables à l'aiguille, qui marque la direction constante des vents, elles avancent ou rétrogradent, voyons comment l'Europe est arrivée à l'état de police où nous la voyons.

Un homme d'un profond génie et d'un caractère implacable, quoiqu'il soit appelé dans l'histoire le plus doux des humains, affranchit les Hébreux de l'esclavage, par des prodiges, et se sert de l'autorité du ciel, au nom duquel il les opère, pour étouffer en eux tout sentiment de commisération. Les peuples sont impitoyablement exterminés. Les hommes, les femmes, les enfans, les nouveaux nés, ceux qui sont encore dans le sein de leur mère, les animaux même sont massacrés. Les fautes de la nation qu'il conduit, sont cruellement châtiées. Le moindre signe de révolte, le plus léger murmure enfonce le glaive dans la gorge du coupable,

ou entr'ouvre des gouffres sous ses pieds. Ce n'est jamais lui, c'est toujours Dieu qui se venge. Il plonge le peuple dans la misère, en le dépouillant du peu d'or qu'il possède. Il laisse en mourant des chefs animés de son esprit. Il avoit préparé par la terreur et par la stupidité, le gouvernement théocratique, auquel succéda le gouvernement monarchique; si l'on peut donner ce nom à une constitution, sous laquelle des rois tyrans de leurs sujets, sont les esclaves du sacerdoce. Cette singulière nation garde son caractère primitif, sous les vicissitudes de sa destinée. Le Juif vaincu, subjugué, dispersé, haï, méprisé, reste Juif. Avec ses annales sous son bras, il promène la Palestine dans tous les climats. Quelle que soit la région qu'il habite, il vit dans l'attente d'un libérateur, et meurt les regards attachés sur son ancien temple.

La Grèce vit ses états fondés par des brigands, qui détruisirent quelques monstres et beaucoup d'hommes, afin d'être rois. C'est là que pendant une assez courte durée, du moins à dater des tems héroïques, et dans une enceinte assez étroite, on a le spectacle présent de toutes les espèces de gouvernemens, de l'aristocratie, de la démocratie, de la mo-

narchie, du despotisme, et d'une anarchie que l'approche de l'ennemi commun suspend, sans l'éteindre. C'est-là que la menace imminente de la servitude fait éclorre et perpétue le patriotisme, qui amène à sa suite la naissance de tous les grands talens; des modèles sublimes de tous les vices et de toutes les vertus; une multitude d'écoles de la sagesse au milieu de la débauche; et des exemples dans tous les beaux arts, que l'art imitera dans tous les siècles et n'égalera jamais. Le Grec fut un peuple frivole, plaisant, menteur et ingrat. Le Grec fut le seul peuple original qu'on ait vu et qu'on verra peut-être sur la terre.

Rome fut, dit-on, cimentée des débris échappés aux flammes de Troie, ou ne fut qu'une caverne de bandits de la Grèce et de l'Italie : mais de cette écume du genre humain sortit un peuple de héros, fléau de toutes les nations, vautour de lui-même; un peuple plus étonnant qu'admirable; grand par ses qualités; digne d'exécration, par l'usage qu'il en fit au tems de la république; le peuple le plus lâche, le plus corrompu sous ses empereurs; un peuple, dont un des hommes les plus vertueux de son siècle disoit :

Si les rois sont des bêtes féroces, qui dévorent les nations, quelle bête est-ce donc que le peuple Romain qui dévore les rois?

La guerre, qui, des grands peuples de l'Europe, n'avoit fait que l'empire des Romains, fit redevenir barbares ces Romains si nombreux. Le caractère et les mœurs des conquérans, passant presque toujours dans l'ame des vaincus, ceux qui s'étoient éclairés à la lumière de Rome savante, retombèrent dans les ténèbres des Scythes stupides et féroces. Durant des siècles d'ignorance, la force faisant toujours la loi, et le hasard, ou la faim, ayant ouvert aux forces du Nord, les portes du Midi, le flux et le reflux continuel des émigrations empêchèrent les loix de se fixer nulle part. Comme une foule de petits peuples avoit détruit une grande nation, plusieurs chefs ou tyrans dépecèrent en fiefs chaque vaste monarchie. Le peuple, qui n'a rien gagné dans le gouvernement d'un seul homme ou de plusieurs, fut toujours écrasé, mutilé, foulé par ces démembremens de l'anarchie féodale. C'étoient de petites guerres continuelles entre des bourgs voisins, au lieu de nos grandes et superbes guerres de nation à nation.

Cependant, une fermentation continuelle conduisoit les nations à prendre une forme, une consistance. Les rois voulurent s'élever sur les ruines de ces hommes ou de ces corps puissans, qui perpétuoient les troubles; et ils employèrent, pour y réussir, le secours du peuple. On le mania, on le façonna, on le polit, et on lui donna des loix plus raisonnées qu'il n'en avoit eu.

La servitude avoit abattu sa vigueur naturelle; la propriété lui rendit du ressort, et le commerce, qui suivit la découverte du Nouveau-Monde, augmenta toutes ses facultés, en répandant une émulation universelle.

A ce mouvement général, s'en joignit un autre. Les monarques n'avoient pu agrandir leur pouvoir, sans diminuer celui du clergé, sans favoriser ou préparer le discrédit des opinions religieuses. Les novateurs qui osèrent attaquer l'église, furent appuyés du trône. Dès-lors l'esprit humain prit des forces, en s'exerçant contre les fantômes de l'imagination, et rentré dans le chemin de la nature et de la raison, il découvrit les véritables principes du gouvernement. Luther et Colomb étoient nés, l'Univers en trembla, toute l'Europe fut agitée: mais cet orage épura son

horizon pour des siècles. L'un de ces hommes ranima tous les esprits, l'autre tous les bras. Depuis qu'ils ont ouvert les routes de l'industrie et de la liberté, la plupart des nations de l'Europe travaillent, avec quelque succès, à corriger ou à perfectionner la législation, d'où dépend la félicité des hommes: mais cet esprit de lumière n'est pas arrivé jusqu'au Turc.

Les Turcs ne furent connus en Asie qu'au commencement du treizième siècle, tems où les Tartares, dont ils étoient une tribu, firent des incursions fréquentes sur les terres de l'empire d'Orient, comme en avoient fait autrefois les Goths dans les provinces d'Occident. C'est en 1300, qu'Ottoman fut déclaré sultan par sa nation, qui vivant jusqu'alors de butin ou vendant ses services à quelque prince d'Asie, n'avoit point encore songé à former un empire indépendant. Ottoman devint chef, parmi ces barbares, comme un sauvage distingué par sa bravoure, le devient parmi ses égaux: car les Turcs n'étoient alors qu'une horde fixée à côté de peuples demi-civilisés.

Sous ce prince et ses successeurs, la puissance Ottomane faisoit tous les jours de nou-

veaux progrès. Rien ne lui résistoit. Des princes élevés dans des camps et nés capitaines; des armées accoutumées à la victoire par des guerres continuelles, et mieux disciplinées que les Chrétiens, réparoient les vices d'un mauvais gouvernement.

Constantinople, prise en 1453 par Mahomet, devint la capitale de leur empire; et les princes de l'Europe, plongés dans l'ignorance et la barbarie, n'auroient opposé qu'une digue impuissante à ce torrent débordé, si les premiers successeurs de Mahomet, à la tête d'une nation qui conservoit encore les mœurs, le génie et la discipline de ses fondateurs, n'eussent été obligés d'interrompre leurs expéditions en Pologne, en Hongrie, ou sur les domaines de la république de Venise, pour se porter tantôt en Asie, tantôt en Afrique, ou contre des sujets rebelles, ou contre des voisins inquiets. Leur fortune commença à déchoir, aussi-tôt qu'ils divisèrent leurs forces. Des succès moins rapides et moins brillans firent perdre à leurs armées cette confiance qui étoit l'ame de leurs exploits. Le reste de l'empire écrasé sous le despotisme le plus rigoureux n'étoit rien. Les conquêtes ne lui avoient donné aucune force réelle, parce qu'on n'avoit pas su les mettre à

profit par de sages réglemens. Détruisant pour conserver, les vainqueurs n'avoient rien acquis. Ils ne régnoient que dans des provinces dévastées, et sur les débris des puissances qu'ils avoient ruinées.

Tandis qu'une prospérité trompeuse préparoit la décadence de l'empire Ottoman, une révolution contraire s'opéroit dans la Chrétienté. Les esprits commençoient à s'éclairer. Des principes moins insensés s'introduisoient dans la Pologne. Le gouvernement féodal, source féconde de tant de maux et qui duroit depuis si long-tems, faisoit place dans plusieurs états à un gouvernement plus régulier. Dans d'autres, il se dénaturoit peu-à-peu, ou par des loix, ou par des coutumes nouvelles auxquelles des circonstances heureuses le forçoient de se prêter. Enfin, il se forma dans le voisinage des Turcs, une puissance capable de leur résister. Je veux parler de l'avénement de Ferdinand au trône de Hongrie. Ce prince, maître des possessions de la maison d'Autriche en Allemagne, étoit encore assuré par sa couronne impériale, de puissans secours contre l'ennemi commun.

Un gouverment militaire tend au despotisme; et réciproquement dans tout gouvernement des-

potique, le soldat dispose tôt ou tard de l'autorité souveraine. Le prince affranchi de toute loi qui restreigne son pouvoir, ne manque pas d'en abuser, et ne commande bientôt qu'à des esclaves qui ne prennent aucun intérêt à son sort. Celui qui écrase ne trouve point de défenseur, parce qu'il n'en mérite point. Sa grandeur manque de base. Il craint, par la raison même qu'il s'est fait craindre. L'usage de la milice contre ses sujets, apprend à cette milice même ce qu'elle peut contre lui. Elle essaye ses forces; elle se mutine; elle se révolte. L'impuissance du prince la rend insolente. Son esprit devient celui de la sédition; et c'est alors qu'elle décide, et du maître et de ses ministres.

Soliman, instruit par les troubles intérieurs qui avoient agité l'empire sous les règnes de Bajazeth II et de Selim II, des dangers dont lui et ses successeurs étoient menacés, n'imagina rien de mieux qu'une loi qui ôtoit aux princes de sa maison, et le commandement des armées, et le gouvernement des provinces. Ce fut en ensevelissant dans l'obscure oisiveté d'un sérail ceux à qui leur naissance donnoit quelque prétention à l'empire, qu'il se promit d'ôter aux janissaires tout prétexte de sédition.

Il se trompa. Cette mauvaise politique ne fit qu'accroître le mal, d'un mal peut-être encore plus grand. Ses successeurs corrompus par une molle éducation, portèrent en imbécilles le glaive qui avoit fondé, qui avoit étendu l'empire. Des princes ignorans, qui n'avoient fréquenté que des femmes et conversé qu'avec des eunuques, se trouvèrent revêtus d'une autorité sans bornes, dont l'abus le plus inoui combla la haine et la misère de leurs sujets, et les précipita dans la dépendance absolue du janissaire devenu plus avare et plus indocile que jamais. Si le hasard conduisit quelquefois au trône un souverain digne de l'occuper, il en fut chassé par des ministres, ennemis d'un maître qui pouvoit restreindre leur autorité et éclairer leur conduite.

Quoique le grand-seigneur possède de vastes domaines, quoique la situation de ses états doive l'intéresser aux querelles des princes Chrétiens, il n'entre presque pour rien dans le système général de l'Europe. C'est l'effet de l'ignorance du ministère de la Porte, de ses préjugés, de l'immobilité de ses principes, des autres vices qui découlent du despotisme et qui perpétueront sa mauvaise politique: car le grand épouvantail du tyran, c'est la

nouveauté. Il croit que tout est bien; et en effet, rien ne s'avance plus rapidement à la perfection que le despotisme. Le meilleur des princes laisse toujours beaucoup de bien à faire à ses successeurs; un premier despote ne laisse presque jamais de mal à faire à un second. D'ailleurs, comment un grand-seigneur abruti dans les voluptés d'un sérail soupçonneroit-il que l'administration de ses états est détestable? comment n'admireroit-il pas la merveilleuse justesse des ressorts, l'harmonie prodigieuse des principes et des moyens qui tous concourent au but unique, au but par excellence, sa puissance la plus illimitée, et la servitude la plus profonde de ses sujets? Le sort de tant de prédécesseurs ou poignardés ou étranglés, n'en instruit aucun.

Jamais les sultans n'ont changé de principes. Le cimeterre est toujours, à Constantinople, l'interprète de l'alcoran. Si le sérail ne voit pas le grand-seigneur entrer et sortir, comme le tyran de Maroc, une tête à la main et dégouttant de sang, une nombreuse cohorte de satellites se charge d'exécuter ces meurtres féroces. Le peuple égorgé par son maître, égorge aussi son bourreau: mais satisfait de cette vengeance momentanée, il ne songe point

à la sûreté de l'avenir, au bonheur de sa postérité. C'est trop de soins pour des Orientaux, que de veiller à la sûreté publique, par des loix pénibles à concevoir, à discuter, à conserver. Si leur tyran pousse trop loin les vexations et les cruautés, on demande la tête du visir, on fait tomber celle du despote; et tout est à sa place. Cette remontrance, qui devroit être le privilége de la nation entière, n'est que celle des janissaires. Les hommes même les plus puissans de l'empire, n'ont pas la première idée du droit des nations. Comme en Turquie la sûreté personnelle est le partage d'un état abject, les familles principales tirent vanité du danger qui les menace de la part du gouvernement. Un bacha vous dira qu'un homme comme lui n'est pas fait pour terminer paisiblement sa carrière dans un lit, comme un homme obscur. On voit souvent des veuves se glorifier de ce que leurs maris, qu'on vient d'étrangler, leur ont été enlevés par un genre de mort convenable.

C'est à ce point d'extravagance que l'homme est amené, lorsque la tyrannie est consacrée par des idées religieuses; et il faut que tôt ou tard elle le soit. Quand l'homme cesse

de s'honorer de ses chaînes aux yeux de la divinité, il les regarde avec mépris et il ne tarde pas à les briser. Si l'apothéose des tyrans de Rome n'eût pas été une momerie, Tibère n'eût pas été étouffé, les meurtres commis par Néron n'auroient pas été vengés. L'oppression autorisée par le ciel inspire un tel mépris pour la vie, que l'esclave va jusqu'à tirer vanité de sa propre bassesse. Il est fier d'être devenu aux yeux de son maître un être assez important, pour qu'on ne dédaigne pas de le faire mourir. Quelle différence de l'homme à l'homme ! le Romain se tuera dans la crainte de devoir la vie à son égal ; le Musulman se glorifiera d'un arrêt de mort prononcé par son maître. L'imagination qui mesure la distance de la terre au firmament, ne mesure pas celle-ci. Mais ce qui achève de la confondre, c'est que l'assassinat d'un despote aussi profondément révéré, loin d'exciter l'horreur, ne fait pas la moindre sensation. Celui qui lui auroit, il n'y a qu'un moment, présenté sa tête avec joie, regarde froidement la sienne abattue par le cimeterre. Il semble vous dire par son indifférence : Que m'importe que ce tyran soit mort ou vivant, l'honneur d'être

étranglé

étranglé ne sauroit me manquer sous son successeur.

Les Russes et les Danois n'ont pas les mêmes préjugés, quoique soumis à un pouvoir également arbitraire. Parce que ces deux nations jouissent d'une administration plus supportable, de quelques réglemens écrits; elles osent penser ou dire que leur gouvernement est limité : mais quel homme éclairé ont-elles persuadé ? Dès que le prince institue les loix et les abolit, les étend et les restreint, en permet ou suspend l'exercice à son gré; dès que l'intérêt de ses passions est la seule règle de sa conduite; dès qu'il devient un être unique et central où tout aboutit; dès qu'il crée le juste et l'injuste; dès que son caprice devient loi, et que sa faveur est la mesure de l'estime publique : si ce n'est pas là le despotisme, qu'on nous dise quelle espèce de gouvernement ce pourroit être ?

Dans cet état de dégradation, que sont les hommes ? Leurs regards contraints n'osent se lever vers la voûte des cieux. Ils manquent également, et de lumière pour voir leurs chaînes, et d'ame pour en sentir la honte. Eteint dans les entraves de la servi-

tude, leur esprit n'a pas assez d'énergie pour saisir les droits inséparables de leur être. On pourroit douter si ces esclaves ne sont pas aussi coupables que leurs tyrans ; et si la liberté a plus à se plaindre de ceux qui ont l'insolence de l'envahir, que de l'imbécillité de ceux qui ne la savent pas défendre.

Cependant, vous entendrez dire que le gouvernement le plus heureux, seroit celui d'un despote juste, ferme, éclairé. Quelle extravagance ! Ne peut-il pas arriver que la volonté de ce maître absolu, soit en contradiction avec la volonté de ses sujets ? Alors, malgré toute sa justice et toutes ses lumières, n'auroit-il pas tort de les dépouiller de leurs droits, même pour leur avantage ? Est-il jamais permis à un homme, quel qu'il soit, de traiter ses commettans comme un troupeau de bêtes ? On force celles-ci à quitter un mauvais pâturage, pour passer dans un plus gras : mais ne seroit-ce pas une tyrannie, d'employer la même violence avec une société d'hommes ? S'ils disent, nous sommes bien ici ; s'ils disent même d'accord, nous y sommes mal, mais nous voulons y rester ; il faut tâcher de les éclairer, de les détromper, de les amener à des vues saines, par la voie

de la persuasion, mais jamais par celle de la force. Le meilleur des princes, qui auroit fait le bien contre la volonté générale, seroit criminel, par la seule raison qu'il auroit outrepassé ses droits. Il seroit criminel pour le présent et pour l'avenir : car, s'il est éclairé et juste, son successeur, sans être héritier de sa raison et de sa vertu, héritera sûrement de son autorité, dont la nation sera la victime. Un premier despote juste, ferme, éclairé, est un grand mal; un second despote juste, ferme, éclairé, seroit un plus grand mal; un troisième qui leur succéderoit avec ces grandes qualités, seroit le plus terrible fléau dont une nation pourroit être frappée. On sort de l'esclavage où l'on est précipité par la violence; on ne sort point de celui où l'on a été conduit par le tems et par la justice. Si le sommeil d'un peuple est l'avant-coureur de la perte de sa liberté; quel sommeil plus doux, plus profond et plus perfide que celui qui a duré trois règnes, pendant lesquels on a été bercé par les mains de la bonté ?

Peuples, ne permettez donc pas à vos prétendus maîtres de faire, même le bien, contre votre volonté générale. Songez que

la condition de celui qui vous gouverne n'est pas autre que celle de ce cacique à qui l'on demandoit s'il avoit des esclaves, et qui répondit : *Des esclaves ! je n'en connois qu'un dans ma contrée ; et cet esclave-là, c'est moi.*

Il est d'autant plus important de prévenir l'établissement du pouvoir arbitraire et les calamités qui en sont la suite infaillible, que le remède à de si grands maux est impossible au despote lui-même. Occupât-il le trône un demi-siècle ; son administration fût-elle tout-à-fait tranquille ; eût-il les lumières les plus étendues ; quand son zèle pour le bonheur des peuples ne se ralentiroit pas un seul instant, rien ne seroit encore fait. L'affranchissement, ou ce qui est le même sous un autre nom, la civilisation d'un empire est un ouvrage long et difficile. Avant qu'une nation ait été confirmée par l'habitude dans un attachement durable pour ce nouvel ordre de choses, un prince peut par ineptie, par indolence, par préjugé, par jalousie, par prédilection pour les anciens usages, par esprit de tyrannie, anéantir ou laisser tomber tout le bien opéré pendant deux ou trois règnes. Aussi tous les monumens attestent-ils que la civilisation des états a plus été l'ou-

vrage des circonstances que de la sagesse des souverains. Les nations ont toutes oscillé de la barbarie à l'état policé, de l'état policé à la barbarie, jusqu'à ce que des causes imprévues les ayent amenées à un aplomb qu'elles ne gardent jamais parfaitement.

Ces causes concourent-elles avec les efforts qu'on fait aujourd'hui pour civiliser la Russie? qu'il nous soit permis d'en douter.

D'abord, le climat de cette région est-il bien favorable à la civilisation et à la population, qui tantôt en est la cause et tantôt l'effet? La rigueur du froid n'y exige-t-elle pas la conservation des grandes forêts et par conséquent de grands espaces déserts? Une longueur excessive des hivers suspendant les travaux sept ou huit mois de l'année, la nation, durant ce tems d'engourdissement, ne se livre-t-elle pas au jeu, au vin, à la débauche, à l'usage immodéré des liqueurs fortes? Peut-on introduire de bonnes mœurs malgré le climat? Est-il possible que des peuples barbares se civilisent sans avoir des mœurs?

L'immense étendue de l'empire, qui embrasse tous les climats depuis le plus froid jusqu'au plus chaud, n'oppose-t-elle pas un

puissant obstacle au législateur ? Un même code pourroit-il convenir à tant de régions diverses ; et la nécessité de plusieurs codes n'est-elle pas la même chose que l'impossibilité d'un seul ? Conçoit-on le moyen d'assujettir à une même règle des peuples qui ne s'entendent pas, qui parlent dix-sept à dix-huit langues différentes, et qui gardent de tems immémorial des coutumes et des superstitions auxquelles ils sont plus attachés qu'à leur vie même ?

L'autorité s'affoiblissant à mesure que les sujets s'éloignent du centre de la domination, se fait-on obéir à mille lieues de l'endroit d'où partent les ordres ? Si l'on me répond que la chose est possible par l'action des agens du gouvernement, je répliquerai par le mot d'un de ces préposés indiscrets, qui révéla ce qui se passoit au fond de l'ame de tous les autres : *Dieu est bien haut ; l'empereur est bien loin ; et je suis le maître ici.*

L'empire se trouvant partagé en deux classes d'hommes, celle des maîtres et celle des esclaves, comment rapprocher des intérêts si opposés ? Jamais les tyrans ne consentiront librement à l'extinction de la servitude ; et pour les amener à cet ordre de choses, il

faudra les ruiner ou les exterminer. Mais cet obstacle surmonté, comment élever de l'abrutissement de l'esclavage au sentiment et à la dignité de la liberté, des peuples qui y sont tellement étrangers, qu'ils deviennent impotens ou féroces, quand on brise leurs fers ? Ces difficultés donneront, sans doute, l'idée de créer un tiers-état : mais par quels moyens ? Ces moyens fussent-ils trouvés, combien il faudroit de siècles pour en obtenir un effet sensible !

En attendant la formation de ce tiers-état, qu'on pourroit accélérer peut-être par des colons appelés des contrées libres de l'Europe, il faudroit une sûreté entière pour les personnes et les propriétés. Or se trouve-t-elle dans un pays où les tribunaux sont occupés par les seuls seigneurs ; où ces espèces de magistrats se favorisent tous réciproquement ; où il n'y a contre eux et contre leurs créatures aucune poursuite dont l'indigène et l'étranger puissent se promettre la réparation des torts qu'on leur a faits ; où la vénalité dispose des jugemens dans toutes sortes de contestations ? Nous demanderons s'il peut y avoir de civilisation sans justice, et comment on établira la justice dans un pareil empire.

Les villes y sont éparses sur un terrein immense. Il n'y a point de chemin, et ceux qu'on y pourroit construire seroient bientôt dégradés par le climat. Aussi la désolation est-elle universelle, lorsqu'un hiver humide arrête toute communication. Parcourez toutes les contrées de la terre; et par-tout où vous ne trouverez aucune facilité de commerce d'une cité à un bourg, d'un bourg à un village, d'un village à un hameau, prononcez que les peuples sont barbares, et vous ne vous tromperez que du plus au moins. Dans cet état de choses, le plus grand bonheur qui pût arriver à une contrée énormément étendue, ne seroit-ce pas d'être démembrée par quelque grande révolution, et d'être partagée en plusieurs petites souverainetés contiguës, d'où l'ordre introduit dans quelques-unes, se répandroit dans les autres? S'il est très-difficile de bien gouverner un grand empire civilisé, ne l'est-il pas davantage de civiliser un grand empire barbare?

La tolérance, il est vrai, subsiste à Pétersbourg, et y subsiste presque sans limites. Le judaïsme en est seul exclus. On a jugé ses sectateurs trop adroits ou trop faux dans le commerce, pour livrer à leurs piéges un

peuple qui n'étoit pas assez exercé pour s'en garantir. Cette tolérance dans la capitale, seroit un grand acheminement à la civilisation, si dans le reste de l'empire les peuples ne croupissoient pas dans les plus grossières superstitions, si ces superstitions n'étoient pas fomentées par un clergé nombreux, plongé dans la crapule et dans l'ignorance, sans en être moins respecté. Comment civilise-t-on un état sans l'intervention des prêtres, qui sont nécessairement nuisibles s'ils ne sont utiles ?

La haute opinion qu'à l'exemple des Chinois, les Russes ont d'eux-mêmes, est un nouvel obstacle à la réformation. Ils se regardent de bonne foi comme le peuple le plus sensé de la terre, et sont confirmés dans ce fol orgueil par ceux d'entr'eux qui ont visité le reste de l'Europe. Ces voyageurs rapportent ou feignent de rapporter dans leur patrie le préjugé de sa supériorité, et ne l'enrichissent que des vices qu'ils ont ramassés dans les diverses régions où le hasard les a conduits. Aussi un observateur étranger qui avoit parcouru la plus grande partie de l'empire, disoit-il que *le Russe étoit pourri avant d'avoir été mûr*.

On pourroit s'étendre davantage sur les difficultés que la nature et les habitudes opposent opiniâtrément à la civilisation de la Russie. Examinons les moyens imaginés pour y parvenir.

Il est impossible d'en douter, Catherine a très-bien senti que la liberté étoit l'unique source du bonheur public. Cependant a-t-elle véritablement abdiqué l'autorité despotique? En lisant avec attention ses instructions aux députés de l'empire, chargés en apparence de la confection des loix, y reconnoît-on quelque chose de plus que le desir de changer les dénominations, d'être appelée monarque au lieu d'autocratice, d'appeler ses peuples sujets au lieu d'esclaves! Les Russes, tout aveugles qu'ils sont, prendront-ils long-tems le nom pour la chose, et leur caractère sera-t-il élevé par cette comédie à cette grande énergie qu'on s'étoit proposé de lui donner?

Un souverain, quel que soit son génie, fait seul rarement des changemens de quelque importance, et plus rarement encore leur donne-t-il de la stabilité. Il lui faut des secours, et la Russie n'en offre que pour les combats. Le soldat y est dur, sobre, infati-

gable. L'esclavage qui lui a inspiré le mépris de la vie, s'est réuni à la superstition qui lui a inspiré le mépris de la mort. Il est persuadé que, quelques forfaits qu'il aît commis, son ame s'élévera au ciel, d'un champ de bataille. Mais les gens de guerre, s'ils défendent des provinces, ne les civilisent pas. On cherche autour de Catherine des hommes d'état, et l'on n'en trouve point. Ce qu'elle a fait seule peut étonner; mais quand elle ne sera plus, qui la remplacera?

Cette princesse fait élever dans des maisons qu'elle a fondées, de jeunes enfans des deux sexes avec le sentiment de la liberté. Il en sortira sans doute une race différente de la race présente. Mais ces établissemens ont-ils une base solide? Se soutiennent-ils par eux-mêmes ou par les secours qu'on ne cesse de leur prodiguer? Si le règne présent les a vus naître, le règne suivant ne les verra-t-il pas tomber? Sont-ils bien agréables aux grands qui en voient la destination? Le climat qui dispose de tout, ne prévaudra-t-il pas à la longue sur les bons principes? La corruption épargnera-t-elle cette tendre jeunesse perdue dans l'immensité de l'empire, et assaillie de

tous les côtés par l'exemple des mauvaises mœurs ?

On voit dans la capitale des académies de tous les genres, et des étrangers qui les remplissent. Ne seroient-ce pas d'inutiles et ruineux etablissemens dans une région où les savans ne sont pas entendus, où il n'y a point d'occupation pour les artistes. Pour que les talens et les connoissances pussent prospérer, il faudroit qu'enfans du sol, ils fussent l'effet d'une population surabondante. Quand cette population parviendra-t-elle à ce degré d'accroissement dans un pays, où l'esclave pour se consoler de la misère de sa condition, doit à la vérité produire le plus qu'il peut d'enfans, mais se soucier peu de les conserver ?

Tous ceux qui sont reçus, qui sont élevés dans l'hôpital récemment fondé des enfans-trouvés, sortent pour toujours de la servitude. Leurs descendans ne reprendront pas des fers; et de même qu'en Espagne il y a de vieux et de nouveaux chretiens, il y aura en Russie les vieux et les nouveaux libres. Mais le produit de cette innovation n'en peut être proportionné qu'à la durée; et

peut-on compter sur quelque établissement durable là où la succession à l'empire n'est point encore inviolablement assurée, et où l'inconstance naturelle aux peuples esclaves, amène de fréquentes et subites révolutions? Si les auteurs de ces complots n'y font pas corps comme en Turquie; s'ils sont isolés, une sourde fermentation et une haine commune les rassemblent.

Il fut créé durant la dernière guerre une caisse de dépôt à l'usage de tous les membres de l'empire, même des esclaves. Par cette idée d'une politique saine et profonde, le gouvernement eut des fonds dont on avoit un besoin pressant, et il mit autant qu'il étoit possible les serfs à l'abri des vexations de leurs tyrans. Il est dans la nature des choses, que la confiance accordée à ce papier-monnoie s'altère et tombe. Un despote ne doit pas obtenir du crédit; et si quelques événemens singuliers lui en ont procuré, c'est une nécessité que les événemens qui suivent le lui fassent perdre.

Telles sont les difficultés qui nous ont paru s'opposer à la civilisation de l'empire Russe. Si Catherine II parvient à les sur-

monter, nous aurons fait de son courage et de son génie le plus magnifique éloge, et peut-être la meilleure des apologies, si elle succomboit dans ce grand projet.

Entre la Russie et le Danemarck, est la Suède. Voici son histoire; et démêlez-y, si vous pouvez, sa constitution.

Une nation pauvre est presque nécessairement belliqueuse, parce que sa pauvreté même, dont le fardeau l'importune sans cesse, lui inspire tôt ou tard le desir de s'en délivrer; et ce desir devient, avec le tems, l'esprit général de la nation, et le ressort du gouvernement.

Pour que le gouvernement d'un tel pays passe rapidement de l'état d'une monarchie tempérée à l'état du despotisme le plus illimité, il ne lui faut qu'une suite de souverains heureux à la guerre. Le maître, fier de ses triomphes, se croit tout permis, ne connoît plus de loi que sa volonté; et ses soldats, qu'il a conduits tant de fois à la victoire, prêts à le servir envers et contre tous, deviennent, par leur attachement, la terreur de leurs concitoyens. Les peuples, de leur côté, n'osent refuser leurs bras à des chaînes

qui leur sont présentées par celui qui joint à l'autorité de son rang, celle qu'il tient de l'admiration et de la reconnoissance.

Le joug imposé par le monarque victorieux des ennemis de l'état, pèse sans doute: mais on n'ose le secouer. Il s'appesantit même sous des successeurs qui n'ont pas le même droit à la patience de leurs sujets. Il ne faut alors qu'un grand revers, pour abandonner le despote à la merci de son peuple. Alors, ce peuple indigné de sa longue souffrance, ne manque guère de profiter de l'occasion, pour rentrer dans ses droits. Mais comme il n'a ni vues, ni projets, il passe en un clin d'œil, de l'esclavage à l'anarchie. Au milieu de ce tumulte général, on n'entend qu'un cri; c'est liberté. Mais comment s'assurer de ce bien précieux? On l'ignore; et voilà la nation divisée en diverses factions, mues par différens intérêts.

Entre ces factions, s'il en est une qui désespère de prévaloir sur les autres, elle se détache, elle oublie le bien général; et plus jalouse de nuire à ses rivales que de servir la patrie, elle se range autour du souverain. A l'instant il n'y a plus que deux partis dans l'état, distingués par deux noms, qui, quels

qu'ils soient, ne signifient jamais que royalistes et anti-royalistes. C'est le moment des grandes secousses ; c'est le moment des complots.

Quel est alors le rôle des puissances voisines ? Tel qu'il a été dans tous les tems et dans toutes les contrées; c'est de semer des ombrages entre les peuples et leur chef; c'est de suggérer aux sujets tous les moyens d'avilir, d'abaisser, d'anéantir la souveraineté; c'est de corrompre ceux même qui sont rassemblés autour du trône; c'est de faire adopter quelque forme d'administration également nuisible à tout le corps national, qu'elle app uvrit sous prétexte de travailler à sa liberté, et au souverain, dont elle anéantit toutes les prérogatives.

Alors le monarque trouve autant d'autorités opposées à la sienne, qu'il y a d'ordres différens dans l'état. Alors sa volonté n'est rien, sans le concours de ces différentes volontés. Alors il faut qu'il assemble, qu'il propose, qu'on délibère sur les choses de la moindre importance. Alors on lui donne des tuteurs comme à un pupille imbécille; et ces tuteurs sont des hommes, sur la malveillance desquels il peut compter.

Mais quel est alors l'état de la nation ? Qu'a produit l'influence des puissances voisines ? Elle a tout confondu, tout bouleversé, tout séduit par son argent et par ses menées. Il n'y a plus qu'un parti ; c'est le parti de l'étranger. Il n'y a plus que des factionnaires hypocrites. Le royalisme est une hypocrisie ; l'anti-royalisme est une autre hypocrisie. Ce sont deux masques divers de l'ambition et de la cupidité. La nation n'est plus qu'un amas d'ames scélérates et vénales.

Ce qui doit arriver alors n'est pas difficile à deviner. Il faut que les puissances étrangères qui ont corrompu la nation, soient trompées dans leurs espérances. Elles ne se sont pas aperçues qu'elles en faisoient trop ; que peut-être même elles faisoient tout le contraire de ce qu'une politique plus profonde leur auroit dicté ; qu'elles coupoient le nerf national, tandis que leurs efforts ne faisoient que tenir courbé le nerf de la souveraineté ; et que ce nerf venant un jour à se détendre avec toute l'impétuosité de son ressort, il ne se trouveroit aucun obstacle capable de l'arrêter ; qu'il ne falloit qu'un

homme et un instant pour produire cet effet inattendu.

Il est venu, cet instant; il s'est montré, cet homme: et tous les lâches de la création des puissances ennemies se sont prosternés devant lui. Il a dit à ces hommes qui se croyoient tout: Vous n'êtes rien; et ils ont dit, nous ne sommes rien. Il leur a dit: Je suis le maître; et ils ont dit unanimement, vous êtes le maître. Il leur a dit: Voilà les conditions sous lesquelles je veux vous soumettre; et ils ont dit, nous les acceptons. A peine s'est-il élevé une voix qui ait réclamé. Quelle sera la suite de cette révolution? On l'ignore. Si le maître veut user des circonstances, jamais la Suède n'aura été gouvernée par un despote plus absolu. S'il est sage; s'il conçoit que la souveraineté illimitée ne peut avoir des sujets, parce qu'elle ne peut avoir des propriétaires; qu'on ne commande qu'à ceux qui ont quelque chose, et que l'autorité cesse sur ceux qui ne possèdent rien, la nation reprendra peut-être son premier esprit. Quels que soient ses projets et son caractère, la Suède ne sera jamais plus malheureuse qu'elle l'étoit.

La Pologne, qui, n'ayant qu'un peuple esclave au-dedans, mérite de ne trouver au-dehors que des oppresseurs, conserve pourtant l'ombre et le nom de liberté. Elle est encore aujourd'hui ce qu'étoient tous les états de l'Europe il y a dix siècles, soumise à de grands aristocrates, qui nomment un roi pour en faire l'instrument de leurs volontés. Chaque noble y tient de son fief, qu'il conserve par son épée comme ses aïeux l'acquirent, une autorité personnelle et héréditaire sur ses vassaux. Le gouvernement féodal y domine dans toute la force de son institution primitive. C'est un empire composé d'autant d'états qu'il y a de terres. Ce n'est point à la pluralité, mais par l'unanimité des suffrages qu'on y fait les loix, qu'on y prend les résolutions. Sur de fausses idées de droit et de perfection, on a supposé qu'une loi n'étoit juste qu'autant qu'elle étoit adoptée d'un consentement unanime, parce qu'on a cru, sans doute, que tous verroient le bien, et que tous le voudroient: deux choses impossibles dans une assemblée nationale. Mais peut-on même prêter des intentions si pures à une poignée de tyrans? Car cette constitution qui s'honore du nom de répu-

blique et qui le profane, qu'est-elle autre chose qu'une ligue de petits despotes contre le peuple? Là, tout le monde a de la force pour empêcher, et personne pour agir. Là, le vœu de chacun peut s'opposer au vœu général; et là seulement, un sot, un méchant, un insensé est sûr de prévaloir sur une nation entière.

Dans cette anarchie, s'établit une lutte perpétuelle entre les grands et le monarque. Les premiers tourmentent le chef de l'état par leur avidité, leur ambition et leurs défiances; ils l'irritent contre la liberté; ils le réduisent à l'intrigue. De son côté, le prince divise pour commander, séduit pour se défendre, oppose la ruse à la ruse pour se maintenir. Les factions s'aigrissent, la discorde met par-tout le trouble, et les provinces sont livrées au fer, au feu, à la dévastation. Si la confédération triomphe, celui qui devoit conduire la nation est renversé du trône, ou réduit à la plus honteuse dépendance. Si elle succombe, le souverain ne règne que sur des cadavres. Quoi qu'il arrive, le sort de la multitude n'éprouve aucune révolution heureuse. Ceux de ces malheureux qui ont échappé à la famine et

au carnage, continuent à porter les fers qui les écrasoient.

Parcourez ces vastes régions: qu'y verrez-vous? La dignité royale avec le nom de république; le faste du trône avec l'impuissance de se faire obéir; l'amour outré de l'indépendance avec toutes les bassesses de la servitude; la liberté avec la cupidité; les loix avec l'anarchie; le luxe le plus outré avec la plus grande indigence; un sol fertile avec des campagnes en friche; le goût pour tous les arts sans aucun art. Voilà les contrastes étonnans que vous offrira la Pologne.

Vous la trouverez exposée à tous les périls. Le plus foible de ses ennemis peut impunément, et sans précaution, entrer sur son territoire, y lever des contributions, détruire ses villes, ravager ses campagnes, massacrer ses habitans ou les enlever. Sans troupes, sans forteresses, sans artillerie, sans munitions, sans argent, sans généraux, sans connoissances des principes militaires; quelle résistance pourroit-elle songer à faire? Avec une population suffisante, assez de génie et de ressources pour jouer un rôle, la Pologne est devenue l'opprobre et le jouet des nations.

Si des voisins inquiets et entreprenans n'avoient pas envahi jusqu'ici ses possessions ; s'ils s'étoient contentés de la dévaster, de lui dicter des ordres, de lui donner des rois : c'est qu'ils étoient dans une défiance continuelle les uns des autres. Des circonstances particulières les ont réunis. Il étoit réservé à nos jours de voir cet état déchiré par trois puissances rivales qui se sont approprié les provinces qui étoient le plus à leur bienséance, sans qu'aucun trône de l'Europe s'agitât pour traverser cette invasion. C'est dans la sécurité de la paix, c'est sans droits, sans prétexte, sans griefs, sans une ombre de justice, que la révolution a été opérée par le terrible principe de la force qui est malheureusement le meilleur argument des rois. Que Poniatouski se seroit montré grand, si, voyant les apprêts de déchirement, il se fût présenté au milieu de la diète, y eût abdiqué les marques de sa dignité, et dit fièrement à sa noblesse assemblée : « C'est » votre choix qui m'a fait roi. Vous en » repentez-vous ? je cesse de l'être. La cou» ronne que vous aviez mise sur ma tête, » faites-la passer sur celui que vous en ju» gerez plus digne que moi ; nommez-le,

» et je me retire. Mais si vous persistez dans » vos premiers sermens, combattons ensemble » pour sauver la patrie, ou périssons avec » elle ». J'en atteste les puissances co-partageantes, si cette généreuse démarche n'eût pas sauvé la Pologne de sa ruine, et son prince de la honte d'en avoir été le dernier souverain. Le sort en a décidé autrement. Fasse le ciel que le crime de l'ambition tourne au profit de l'humanité ; et que par un sage retour aux bons principes d'une politique saine, les usurpateurs brisent les chaînes de la partie la plus laborieuse de leurs nouveaux sujets ! Ces peuples devenus moins malheureux, seront plus intelligens, plus actifs, plus affectionnés et plus fidèles.

Dans une monarchie, toutes les forces, toutes les volontés sont au pouvoir d'un seul homme ; dans le gouvernement Germanique, chaque membre est un corps. C'est, peut-être, la nation qui ressemble le plus à ce qu'elle fut autrefois. Les anciens Germains, divisés en peuplades par d'immenses forêts, n'avoient pas besoin d'une législation bien *raffinée*. Mais à mesure que leurs descendans se sont multipliés et rapprochés, l'art a maintenu dans cette région ce qu'avoit établi la

nature : la séparation des peuples, et leur réunion politique. Les petits états qui composent cette république fédérative, y conservent l'image des premières familles. Le gouvernement particulier n'est pas toujours paternel, ou les pères des nations n'y sont pas toujours doux et humains : mais enfin la raison et la liberté qui réunissent les chefs, y tempèrent la sévérité de leur caractère et la rigueur de leur autorité. Un prince, en Allemagne, ne peut pas être un tyran avec autant d'impunité que dans les grandes monarchies.

Les Allemands, plus guerriers encore que belliqueux, parce qu'ils possèdent plus l'art de la guerre qu'ils n'en ont la passion, n'ont été conquis qu'une fois; et ce fut Charlemagne qui put les vaincre, mais non pas les soumettre. Ils obéirent à l'homme, dont l'esprit supérieur à son siècle sut dompter, ou éclairer la barbarie : mais ils secouèrent le joug de ses successeurs. Cependant ils conservèrent à leur chef le titre d'empereur : mais ce n'étoit qu'un nom, puisque la réalité de la puissance résidoit presque entière dans les seigneurs qui possédoient les terres. Le peuple qui, malheureusement, a toujours été

été par-tout asservi, dépouillé, tenu dans la misère par l'ignorance, et dans l'ignorance par la misère, n'avoit aucune part au bienfait de la législation. De ce renversement de l'équilibre social, qui tend, non à l'égalité des conditions et des fortunes, mais à la plus grande répartition des biens, se forma le gouvernement féodal, dont le caractère est l'anarchie. Chaque seigneur vécut dans une entière indépendance, et chaque peuple sous la tyrannie la plus absolue. C'étoit l'effet inévitable d'un gouvernement où la monarchie étoit élective. Dans les états où elle étoit héréditaire, les peuples avoient du moins une digue, un recours permanent contre l'oppression. L'autorité royale ne pouvoit s'étendre sans adoucir, pour quelque tems, le sort des vassaux, en affoiblissant le pouvoir des seigneurs.

Mais en Allemagne, comme les grands profitoient de chaque interrègne pour envahir et pour restreindre les droits de la puissance impériale, le gouvernement ne put que dégénérer. La force décida de tout, entre ceux qui portoient l'épée. Les terres et les hommes ne furent que des instrumens ou des sujets de guerre entre les proprié-

taires. Les crimes furent les armes de l'injustice. La rapine, le meurtre et l'incendie passèrent non-seulement en usage, mais en droit. La superstition, qui avoit consacré la tyrannie, fut obligée d'y mettre un frein. L'église qui donnoit un asyle à tous les brigands, établit une trève entr'eux. On se mit sous la protection des saints, pour se soustraire à la fureur des nobles. Les cendres des morts pouvoient seules en imposer à la férocité : tant le tombeau fait peur, même aux ames sanguinaires.

Quand les esprits, toujours effarouchés, furent disposés au calme par la frayeur, la politique, qui se sert également de la raison et des passions, des ténèbres et des lumières pour gouverner les hommes, hasarda quelque amélioration dans le gouvernement. D'un côté, l'on affranchit plusieurs habitans dans les campagnes; de l'autre, on accorda des exemptions aux villes. Il y eut par-tout plus d'hommes libres. Les empereurs, qui, pour être choisis même par des princes ignorans et féroces, devoient montrer des talens et des vertus, préparèrent les voies à la réforme de la législation.

Maximilien profita de tous les germes de

bonheur que le tems et les événemens avoient amenés dans son siècle. Il abattit l'anarchie des grands. En France, en Espagne, on les avoit soumis aux rois ; en Allemagne, un empereur les soumit aux loix. Sous le nom de paix publique, tout prince peut être cité en justice. A la vérité, ces loix établies entre des lions ne sauvent point les agneaux. Le peuple est toujours à la merci de ses maîtres, qui ne se sont obligés que les uns envers les autres. Mais comme on ne peut ni violer la paix publique, ni faire la guerre, sans encourir les peines d'un tribunal toujours ouvert, et appuyé de toutes les forces de l'empire, les peuples sont moins sujets à ces irruptions subites, à ces hostilités imprévues, qui, troublant la propriété des souverains, menaçoient continuellement la vie et la sûreté des sujets.

Pourquoi l'Europe entière ne seroit-elle pas un jour soumise à la même forme de gouvernement ? Pourquoi n'y auroit-il pas le banc de l'Europe, comme il y a le banc de l'empire ? Pourquoi les princes composant un pareil tribunal, dont l'autorité seroit consentie par tous, et maintenue par l'universalité contre un seul rebelle, le beau rêve

de l'abbé de Saint-Pierre ne se réaliseroit-il pas? Pourquoi les plaintes des sujets contre leurs souverains n'y seroient-elles pas portées, ainsi que les plaintes d'un souverain contre un autre? C'est alors que la sagesse régneroit sur la terre.

En attendant cette paix perpétuelle, si desirée et si éloignée, la guerre, qui faisoit le droit, a été soumise à des conditions qui tempèrent le carnage. Les cris de l'humanité ont percé jusque dans l'effusion du sang. C'est à l'Allemagne que l'Europe doit les progrès de la législation dans tous les états; des règles et des procédés dans la vengeance des nations; une certaine équité dans l'abus de la force; la modération au sein de la victoire; un frein à l'ambition de tous les potentats; enfin, de nouveaux obstacles à la guerre, et de nouvelles facilités à la paix.

Cette heureuse constitution de l'empire Germanique s'est perfectionnée avec la raison depuis le règne de Maximilien. Cependant les Allemands eux-mêmes se plaignent, de ce que formant un corps de nation, ayant le même nom, parlant la même langue, vivant sous un même chef, jouissant des mêmes droits, étant liés par le même intérêt,

leur empire ne jouit ni de la tranquillité, ni de la force, ni de la considération qu'il devroit avoir.

Les causes de ce malheur se présentent d'elles-mêmes. La première est l'obscurité des loix. Les écrits sur le droit public de l'Allemagne sont sans nombre ; et il n'y a que peu d'Allemands qui connoissent la constitution de leur patrie. Les membres de l'empire se font tous représenter dans l'assemblée nationale, au lieu qu'ils y siégeoient autrefois eux-mêmes. L'esprit militaire, qui est devenu général, a banni toute application des affaires, tout sentiment généreux de patriotisme, tout amour de ses concitoyens. Il n'y a pas de prince qui n'ait monté la magnificence de sa cour sur un ton plus grand que ses moyens, et qui ne se permette les vexations les plus criantes pour soutenir ce faste insensé. Après tout, rien ne contribue à la décadence de l'empire, autant que l'agrandissement démesuré de quelques-uns de ses membres. Ces souverains, devenus trop puissans, détachent leur intérêt particulier de l'intérêt général. Cette désunion mutuelle des états fait que dans les dangers communs, chaque province reste abandonnée

et suivie, en se réservant exclusivement le droit de la chasse et de la guerre, le pouvoir d'imposer des taxes, l'avantage d'une cour de justice, où les causes civiles, où les causes criminelles de tous les ordres de l'état, étoient jugées en dernier ressort, par lui et par les grands officiers de sa couronne, qu'il choisissoit et qu'il destituoit à sa volonté.

Tant que le tyran vécut, les peuples assujettis, et les étrangers dont il s'étoit servi pour les subjuguer, se soumirent comme de concert et sans murmurer trop ouvertement, à un joug si dur. Dans la suite, les uns et les autres accoutumés à une autorité plus tempérée, voulurent recouvrer quelques-uns de leurs premiers droits. Le despotisme étoit si bien affermi, qu'il eût été impossible de l'ébranler, sans le plus grand concert. Aussi se forma-t-il une ligue où tous les citoyens, sans distinction de noble et de roturier, d'habitans de la ville et de la campagne, unirent leurs ressentimens et leurs intérêts. Cette confédération universelle adoucit un peu le sort de la nation sous les deux premiers Henri; mais ce ne fut que durant

le règne de Jean-sans-Terre, qu'elle recouvra véritablement sa liberté. A ce monarque inquiet, cruel, mal-habile et dissipateur, fut heureusement arrachée, les armes à la main, cette fameuse charte qui abolissoit les loix féodales les plus onéreuses, et assuroit aux vassaux, vis-à-vis de leurs seigneurs, les mêmes droits qu'aux seigneurs vis-à-vis des rois; qui mettoit toutes les personnes, toutes les propriétés, sous la protection des pairs et des jurés; qui même en faveur des serfs, diminuoit l'oppression de la servitude.

Cet arrangement suspendit pour un peu de tems les jalousies des barons et des princes, sans en étouffer entièrement le germe. Les guerres recommencèrent, et le peuple profita de l'opinion qu'il avoit donnée de ses forces et de son courage durant ces troubles, pour se faire admettre dans le parlement sous Edouard I. Ses députés n'eurent d'abord, à la vérité, dans cette assemblée, que le droit de représentation: mais ce succès devoit amener d'autres avantages; et en effet, les communes ne tardèrent pas à décider des subsides, et à faire partie de la législation. Bientôt même, elles acquirent la préroga-

tive d'accuser et de faire condamner ceux des ministres, qui avoient abusé de l'autorité qu'on leur avoit confiée.

La nation avoit réduit peu-à-peu le pouvoir des chefs de l'état à ce qu'il devoit être, lorsqu'elle fut engagée dans des guerres longues et opiniâtres contre la France; lorsque les prétentions des maisons d'York et de Lancastre firent de l'Angleterre entière un théâtre de carnage et de désolation. Durant ces terribles crises, le bruit seul des armes se fit entendre. Les loix se turent. Elles ne recouvrèrent pas même la moindre partie de leur force, après la fin des orages. La tyrannie se fit sentir avec tant d'atrocités, que les citoyens des divers ordres abandonnèrent toute idée de liberté générale, pour s'occuper uniquement de leur sûreté personnelle. Ce despotisme cruel dura plus d'un siècle. Elisabeth même, dont à beaucoup d'égards l'administration pourroit servir de modèle, se conduisit toujours par des principes entièrement arbitraires.

Jacques I parut rappeler aux peuples des droits qui sembloient oubliés. Moins sage que ses prédécesseurs, qui s'étoient contentés de jouir en secret, et pour ainsi dire, sous

les voiles du mystère, d'un pouvoir illimité, ce prince, trompé par le mot de monarchie, confirmé dans son illusion par ses courtisans et par son clergé, manifesta ses prétentions avec une aveugle simplicité, dont il n'y avoit point d'exemple. La doctrine d'une obéissance passive, émanée du haut du trône et enseignée dans les temples, répandit une alarme universelle.

A cette époque, la liberté, cette idole des ames fortes, qui les rend féroces dans l'état sauvage et fières dans l'état civil, la liberté qui avoit régné dans le cœur des Anglois, lors même qu'ils ne connoissoient qu'imparfaitement ses avantages, enflamma tous les esprits. Ce ne fut cependant, sous ce premier des Stuarts, qu'une lutte continuelle entre les prérogatives de la couronne et les priviléges des citoyens. L'opposition prit un autre caractère sous l'opiniâtre successeur de ce foible despote. Les armes devinrent le seul arbitre de ces grands intérêts; et la nation montra qu'en combattant autrefois pour le choix de ses tyrans, elle s'étoit préparée à les abattre un jour, à les punir et à les chasser. Pour mettre fin aux défiances et aux vengeances qui, tant que les Stuarts

auroient régné, se seroient éternisées entre le trône et les peuples, elle choisit dans une race étrangère un prince qui dût accepter enfin ce pacte social, que tous les rois héréditaires affectent de méconnoître. Guillaume III reçut des conditions avec le sceptre, et se contenta d'une autorité établie sur la même base que les droits de la nation. Depuis qu'un titre parlementaire est le seul fondement de la royauté, les conventions n'ont pas été violées.

Le gouvernement placé entre la monarchie absolue, qui est une tyrannie ; la démocratie, qui penche à l'anarchie ; et l'aristocratie, qui, flottant de l'une à l'autre, tombe dans les écueils de toutes les deux : le gouvernement mixte des Anglois, saisissant les avantages de ces trois pouvoirs, qui s'observent, se tempèrent, s'entr'aident et se répriment, va de lui-même au bien national. Par leur action, par leur réaction, ses différens ressorts forment un équilibre d'où naît la liberté. Cette constitution qui, sans exemple dans l'antiquité, devroit servir de modèle à tous les peuples auxquels leur position géographique la permettroit, durera long-tems ; parce qu'à son origine, ouvrage des troubles, des mœurs

tous les âges. Un trône a toujours paru à l'ambition d'un trop grand prix, pour être l'apanage du seul mérite. Ceux qui y aspiroient ont eu constamment recours à l'intrigue, à la corruption, à la force. Leur rivalité a allumé à chaque vacance, une guerre civile, le plus grand des fléaux politiques; et celui qui a obtenu la préférence sur ses concurrens, n'a été, durant le cours de son règne, que le tyran des peuples ou l'esclave de ceux auxquels il devoit son élévation. On doit donc louer les Bretons d'avoir écarté loin d'eux ces calamités, en fixant les rênes du gouvernement dans une famille qui avoit mérité ou obtenu leur confiance.

Il convenoit d'assurer au chef de l'état un revenu suffisant pour soutenir la dignité de son rang. Aussi, à son avénement au trône, lui accorde-t-on pour sa vie entière, un subside annuel, digne d'un grand roi et digne d'une nation riche. Mais cette concession ne doit être faite, qu'après un examen rigoureux des affaires publiques; qu'après que les abus, qui avoient pu s'introduire sous le règne précédent, ont été réformés; qu'après que la constitution a été ramenée à ses vrais principes. Par cet arrangement, l'Angleterre est

arrivée à un avantage que tous les gouvernemens libres avoient cherché à se procurer, c'est-à-dire, à une réformation périodique.

Le genre d'autorité qu'il falloit assigner au monarque pour le bien des peuples, n'étoit pas si facile à régler. Toutes les histoires attestent que par-tout où le pouvoir exécutif a été partagé, des jalousies, des haines interminables ont agité les esprits, et qu'une lutte sanglante a toujours abouti à la ruine des loix, à l'établissement du plus fort. Cette considération détermina les Anglois à conférer au roi seul cette espèce de puissance, qui n'est rien lorsqu'elle est divisée; parce qu'il n'y a plus alors, ni cet accord, ni ce secret, ni cette célérité, qui peuvent seuls lui donner de l'énergie.

De cette grande prérogative suit nécessairement la disposition des forces de la république. L'abus en eût été difficile dans les siècles où on n'assembloit que rarement et pour quelques mois des milices qui n'avoient pas le tems de perdre l'attachement qu'elles devoient à leur patrie. Mais depuis que tous les princes de l'Europe ont contracté la ruineuse habitude d'avoir sur pied, même en tems de paix, des troupes mercenaires, en

que la sûreté de la Grande-Bretagne a exigé qu'elle se conformât à ce funeste usage, le danger est devenu plus grand, et il a fallu multiplier les précautions. Il n'y a que la nation qui puisse assembler des armées; elle ne les forme jamais que pour un an, et les impôts établis pour les soudoyer ne doivent avoir que la même durée. De sorte que si ce moyen de défense que les circonstances ont fait juger nécessaire, menaçoit la liberté, il ne faudroit jamais attendre long-tems pour mettre fin aux inquiétudes.

Un plus grand appui encore pour la liberté Angloise, c'est le partage du pouvoir législatif. Par-tout où le monarque n'a besoin que de sa volonté pour établir des loix, que de sa volonté pour les abolir, il n'y a point de gouvernement; le prince est despote, et le peuple esclave. Divisez la puissance législative, et une constitution bien ordonnée ne s'altérera que rarement et pour peu de tems. Dans la crainte d'être soupçonnée d'ignorance ou de corruption, aucune des parties ne se permettra des ouvertures dangereuses; et si quelqu'une l'osoit, elle s'aviliroit sans utilité. Dans cet ordre de choses, le plus grand inconvénient qui puisse arriver,

c'est qu'une bonne loi soit rejetée ou qu'elle ne soit pas adoptée aussi-tôt que le plus grand bien l'auroit exigé.

La portion du pouvoir législatif qu'a recouvré le peuple, lui est assurée par la disposition qu'il a exclusivement des taxes. Tout état a des besoins habituels ; il a des besoins extraordinaires. On ne sauroit pourvoir aux uns et aux autres autrement que par des impôts, et dans la Grande-Bretagne, le monarque n'en peut exiger aucun. Son rôle se réduit à s'adresser aux communes, qui ordonnent ce qu'elles jugent le plus convenable à l'intérêt national ; et qui après avoir réglé les tributs, se font rendre compte de l'emploi qui en a été fait.

Ce n'est pas la multitude qui exerce les prérogatives inappréciables que son courage et sa persévérance lui ont procurées. Cet ordre de choses, qui peut convenir à de foibles associations, auroit tout bouleversé nécessairement dans un grand état. Des agens, choisis par le peuple même, et dont le sort est lié au sien, réfléchissent, parlent et agissent pour lui. Cependant, comme il étoit possible que par indolence, par foiblesse ou par corruption, ces représentans manquassent au

plus auguste, au plus important des ministères, on a trouvé dans le droit d'élection le remède à un si grand mal. Aussi-tôt que le tems de la commission expire, les électeurs se rassemblent. De nouveau ils accordent leur confiance à ceux qui s'en sont montrés dignes, et rejettent honteusement ceux qui l'ont trahie. Comme un pareil discernement n'est pas au-dessus des hommes du commun, parce qu'il porte sur des faits ordinairement fort simples, on coupe court à des désordres, qui ne tiroient pas leur source des vices du gouvernement, mais des dispositions particulières de ceux qui en dirigeoient les opérations..

Cependant il pouvoit résulter du partage de pouvoir entre le roi et le peuple une lutte continuelle qui, avec le tems, auroit amené ou une république, ou la servitude. Pour prévenir cet inconvénient, on a établi un corps intermédiaire qui doit également redouter les deux révolutions. C'est l'ordre de la noblesse, destiné à se jeter du côté qui pourroit devenir foible, et à maintenir toujours l'équilibre. La constitution, il est vrai, ne lui a pas donné le même degré d'autorité qu'aux communes: mais l'éclat d'une dignité

héréditaire, l'avantage de siéger pour son propre compte et sans élection, quelques autres droits honorifiques, remplacent, autant qu'il se pouvoit, ce qui lui manque du côté des forces réelles.

Mais enfin, si, malgré tant de précautions, il arrivoit qu'un monarque ambitieux et entreprenant voulût régner sans son parlement, ou le forcer de souscrire à ses volontés arbitraires, quelle ressource resteroit-il à la nation ? la résistance.

C'étoit sur un système d'obéissance passive, de droit divin, de pouvoir indestructible, que s'appuyoit autrefois l'autorité royale. Ces absurdes et funestes préjugés avoient subjugué l'Europe entière, lorsqu'en 1688 les Anglois précipitèrent du trône un prince superstitieux, persécuteur et despote. Alors on comprit que les peuples n'appartenoient pas à leurs chefs; alors la nécessité d'un gouvernement juste parmi les hommes passa pour incontestable; alors furent posés les fondemens des sociétés; alors le droit d'une défense légitime, ce dernier moyen des nations que l'on opprime, fut mis à l'abri de tout doute. A cette époque mémorable, la doctrine de la résistance qui n'avoit été jusque-là qu'une voie de fait, op-

posée à des voies de fait, fut avouée en Angleterre par la loi elle-même.

Mais comment rendre utile et fécond ce grand principe ? Un citoyen isolé, abandonné à sa force individuelle, osera-t-il jamais lutter contre la puissance toujours redoutable de ceux qui gouvernent ? ne doit-il pas être nécessairement écrasé par leurs intrigues ou par leur violence ? Il en seroit sans doute ainsi, sans la liberté indéfinie de la presse. Par cet heureux expédient, les actions des dépositaires de l'autorité deviennent publiques. On est rapidement instruit des vexations ou des outrages qu'ils se sont permis contre l'homme le plus obscur. Sa cause devient celle de tous ; et les oppresseurs sont punis, ou les torts seulement réparés, selon la nature du délit ou la disposition des peuples.

Ce tableau, tracé sans art, de la constitution Britannique, doit avoir convaincu tous les bons esprits qu'il n'y en eut jamais d'aussi bien ordonnée sur le globe. On sera affermi dans ce jugement, si l'on fait attention que les affaires les plus importantes ont toujours été publiquement traitées dans le sénat de la nation, sans qu'il en soit jamais résulté de vrai malheur. Les autres puissances croient

avoir besoin de couvrir leurs opérations des voiles du mystère. Le secret leur paroît essentiel à leur conservation, ou à leur prospérité. Elles cherchent à dérober leur situation, leurs projets, leurs alliances, à leurs ennemis, à leurs rivaux, à leurs amis même. La qualité d'impénétrables est la plus grande louange qu'on croie pouvoir y donner aux hommes d'état. En Angleterre, la marche intérieure, la marche extérieure du gouvernement sont à découvert. Tout y est exposé au grand jour. Qu'il est noble et sûr d'admettre l'univers à ses délibérations! Qu'il est honnête et utile d'y admettre tous les citoyens! Jamais on n'a dit à l'Europe d'une manière plus énergique : *Nous ne te craignons pas.* Jamais avec plus de confiance et de justice on n'a dit à sa nation : *Jugez-nous, et voyez si nous sommes de fidèles dépositaires de vos intérêts, de votre gloire et de votre bonheur.* L'empire est assez fortement constitué pour résister aux secousses inséparables de cet usage, et pour donner cet avantage à des voisins peu favorablement disposés.

Mais ce gouvernement est-il parfait? Non, parce qu'il n'y a rien et qu'il ne peut rien y avoir de parfait dans le monde. Dans un

objet aussi compliqué, comment tout prévoir? comment obvier à tout? Peut-être pour que le chef de la nation fût aussi dépendant de la volonté du peuple qu'il convient à la sûreté, à la liberté et au bonheur de celui-ci, faudroit-il que ce chef n'eût aucune propriété hors de son royaume; sans quoi le bien d'une contrée et le bien de l'autre venant à se croiser, les intérêts de la souveraineté précaire seront souvent sacrifiés à l'intérêt de la souveraineté héréditaire; sans quoi les ennemis auront deux grands moyens d'inquiéter la nation, tantôt en intimidant le roi de la Grande-Bretagne par des menaces adressées à l'électeur d'Hanovre, tantôt en engageant celui-là dans des guerres funestes qu'ils prolongeront à leur discrétion, tantôt en réduisant celui-ci à les terminer par des paix honteuses. La nation aura-t-elle la lâcheté d'abandonner son roi dans des querelles qui lui seront étrangères? Si elle s'en mêle, ne sera-ce pas à ses dépens, au prix de son argent et de ses hommes? Qui sait si le péril du souverain étranger ne le rendra pas vil et même traître au souverain national? En pareil cas qu'auroit donc à faire de mieux la nation Britannique que de dire à son roi: *Cesse d'être notre*

souverain, ou cesse d'être électeur; abdique les états que tu tiens de tes aïeux, si tu veux garder ceux que tu tiens de nous.

Une constitution où le pouvoir législatif et le pouvoir exécutif sont séparés, porte en elle-même le germe d'une division perpétuelle. Il est impossible que la paix règne entre des corps politiques opposés. Il faut que la prérogative cherche à s'étendre et presse la liberté. Il faut que la liberté cherche à s'étendre et presse la prérogative.

Quelque admiration que l'on ait pour un gouvernement, s'il ne peut se conserver que par les mêmes moyens qu'il s'est établi; si son histoire à venir doit être la même que par le passé, des révoltes, des guerres civiles, des peuples écrasés, des rois égorgés ou chassés, un état d'alarmes et de troubles continuels: qui est-ce qui en voudroit à ce prix? Si la paix au-dedans et au-dehors est l'objet de toute administration, que penser d'un ordre de choses incompatible avec la paix?

Ne seroit-il pas à souhaiter que le nombre des représentans fût proportionné à la valeur des propriétés, la juste mesure du patriotisme? N'est-il pas absurde qu'un pauvre hameau,

qu'un malheureux village en député autant et plus à l'assemblée des communes que la ville ou la contrée la plus opulente ? Quel intérêt ces hommes peuvent-ils prendre à la félicité publique qu'ils ne partagent presque point ? Quelle facilité de mauvais ministres ne doivent-ils pas trouver dans leur indigence, pour les corrompre, et obtenir, à prix d'argent, la pluralité des voix dont ils ont besoin ? O honte ! l'homme riche achète les suffrages de ses commettans pour obtenir l'honneur de les représenter ; la cour achète les suffrages des représentans pour gouverner plus despotiquement. Une nation sage ne travailleroit-elle pas à prévenir l'une et l'autre corruption ? N'est-il pas étonnant que cela ne se soit pas fait, le jour qu'un représentant eut l'impudence de faire attendre ses commettans dans son antichambre, et de leur dire ensuite : *Je ne sais ce que vous voulez, mais je n'en ferai qu'à ma tête ; je vous ai achetés fort cher, et j'ai bien résolu de vous vendre le plus cher que je pourrai* : le jour même où le ministre se vanta d'avoir dans son porte-feuille le tarif de toutes les probités de l'Angleterre ?

N'y a-t-il rien à objecter contre cet effort

de trois pouvoirs, agissant perpétuellement l'un sur l'autre, et tendant sans cesse à un équilibre qu'ils n'obtiendront jamais ? Cette lutte ne ressemble-t-elle pas un peu à une continuelle anarchie ? N'expose-t-elle pas à des troubles dans lesquels, d'un moment à l'autre, le sang des citoyens peut être versé, sans qu'on sache si l'avantage restera du côté de la tyrannie ou du côté de la liberté ? Tout bien considéré, une nation moins indépendante et plus tranquille ne seroit-elle pas plus heureuse ?

Ces vices et d'autres encore n'entraîneront-ils pas un jour la décadence de cette administration ? Je l'ignore : mais je sais que ce seroit un grand malheur pour les nations. Toutes lui doivent un sort plus doux que celui dont elles jouissoient. L'exemple d'un peuple libre, riche, magnanime et heureux, au milieu de l'Europe, a frappé tous les esprits. Les principes d'où découloient tant de biens, ont été saisis, discutés, présentés aux monarques et à leurs délégués, qui, pour éviter l'accusation de tyrannie, se sont vus contraints de les adopter avec plus ou moins de modification. Les anciennes maximes revivroient

bientôt, s'il n'existoit pas, pour ainsi dire au milieu de nous, un tribunal perpétuel qui en démontrât la dépravation et l'absurdité.

Cependant, si les jouissances du luxe venoient a pervertir entièrement les mœurs nationales; si l'amour des plaisirs amollissoit le courage des chefs et des officiers dans les flottes et dans les armées; si l'ivresse des succès momentanés, si les vaines idées d'une fausse grandeur exposoient la nation à des entreprises plus vastes que ses forces; si elle se trompoit dans le choix de ses ennemis ou de ses alliés; si elle perdoit ses colonies à force de les étendre ou de les gêner; si l'amour du patriotisme ne s'exaltoit pas chez elle jusqu'à l'amour de l'humanité : elle seroit tôt ou tard asservie elle-même, et retomberoit dans ce néant des choses et des hommes, d'où elle n'est sortie qu'à travers des torrens de sang, et par les calamités de deux siècles de fanatisme et de guerre. Ce peuple ressembleroit à tant d'autres qu'il méprise, et l'Europe ne pourroit montrer à l'univers une nation dont elle osât s'honorer. Le despotisme, qui s'appesantit universellement sur les ames affaissées et dégradées, leveroit seul la tête au milieu de la ruine

des arts, des mœurs, de la raison et de la liberté.

L'histoire des Provinces-Unies offre de grandes singularités. Le désespoir forma leur union. L'Europe, presque entière, favorisa leur établissement. Elles avoient à peine triomphé des longs et puissans efforts de la cour de Madrid pour les remettre sous le joug, qu'elles mesurèrent leurs efforts avec ceux des Bretons, et qu'elles déconcertèrent les projets de la France. Elles donnèrent ensuite un roi à l'Angleterre, et dépouillèrent l'Espagne des possessions qu'elle avoit en Italie et dans les Pays-Bas, pour les donner à l'Autriche. Depuis cette époque, la république s'est dégoûtée d'une politique militaire. Elle ne s'occupe plus que de sa conservation : mais peut-être avec trop peu d'énergie, de précaution et de vertu.

Son gouvernement, quoique tracé d'avance sur un plan réfléchi, n'est pas moins défectueux que ceux qui sont l'ouvrage du hasard. Un de ses principaux vices, c'est que la souveraineté y est trop dispersée.

C'est une erreur de croire que l'autorité réside dans les états généraux fixés à la Haye. Dans la vérité, le pouvoir des membres

qui composent cette assemblée, se réduit à décider dans les matières de forme ou de police, et à entretenir les affaires dans leur cours ordinaire. S'agit-il de guerre, de paix, d'alliances, d'impositions nouvelles, d'un objet de quelque importance, chacun des députés doit demander des ordres à sa province, qui elle-même est obligée d'obtenir le consentement des villes. Il résulte d'un ordre de choses si compliqué, que les résolutions qui exigeroient le plus de secret et de célérité, sont nécessairement lentes et publiques.

Il semble que, dans l'union contractée par cette foule de petits états indépendans les uns des autres et liés seulement par un intérêt commun, chacun auroit dû avoir une influence proportionnée à son étendue, à sa population, à ses richesses. Cette heureuse base, qu'une raison éclairée auroit dû poser, n'est pas celle de la confédération. La province qui porte au-delà de la moitié des charges publiques, n'a pas plus de voix que celle qui ne contribue que d'un centième ; et dans cette province, une ville pauvre, déserte et inconnue, a légalement le même pouvoir que cette cité unique, dont l'activité et l'industrie

sont un sujet d'étonnement et de jalousie pour toutes les nations.

L'unanimité des villes et des provinces, requise pour toutes les résolutions, même les moins importantes, n'est pas d'une politique plus judicieuse. Si les membres les plus considérables de la république se déterminent à se passer de l'adhésion des plus foibles, c'est un attentat manifeste contre les principes de l'union; s'ils mettent un grand intérêt à obtenir leur suffrage, ils n'y parviennent que par des complaisances ou des sacrifices. Auquel des deux expédiens qu'on se soit arrêté, lorsque les esprits étoient partagés, l'harmonie des co-états a été ordinairement troublée, et l'a été souvent d'une manière violente et durable.

Les imperfections d'une constitution pareille n'échappèrent point vraisemblablement au prince d'Orange, fondateur de la république. Si ce grand homme permit qu'elles servissent de base au gouvernement qu'on établissoit, ce fut sans doute dans l'espérance qu'elles rendroient un stadhouder nécessaire, et qu'on le prendroit toujours dans sa famille. Cette vue d'une ambition profonde n'a pas été suivie d'un succès constant; et deux fois on a aboli une

magistrature singulière qui, à la disposition absolue des forces de terre et de mer, réunissoit beaucoup d'autres prérogatives très-importantes.

A ces époques, remarquables dans l'histoire d'un état unique dans les annales de l'ancien et du Nouveau-Monde, sont arrivés de grands changemens. Les auteurs de la révolution se sont hardiment partagé tous les pouvoirs. Une tyrannie intolérable s'est par-tout établie avec plus ou moins d'audace. Sous prétexte que les assemblées générales étoient tumultueuses, fatigantes et dangereuses, la multitude n'a plus été appelée à l'élection des dépositaires de l'autorité publique. Les bourgmestres ont choisi leurs échevins et se sont emparés des finances dont ils n'ont rendu compte qu'à leurs égaux et à leurs cliens. Les sénateurs se sont arrogé le droit de compléter leurs corps. La magistrature s'est resserrée dans quelques familles, qui se sont attribué un droit presque exclusif de députation aux états généraux. Chaque province, chaque ville est tombée à la discrétion d'un petit nombre de citoyens qui, partageant les droits et la dépouille du peuple, ont eu l'art d'éluder ses plaintes, ou de prévenir la fureur

de son mécontentement. Le gouvernement est devenu presque aristocratique. Si l'on se fût borné à réformer ce que la constitution avoit de défectueux, la maison d'Orange pouvoit craindre de n'être plus rappelée au degré de splendeur dont on l'avoit fait descendre. Une conduite moins désintéressée a fait desirer le rétablissement du stadhoudérat, et on l'a rendu héréditaire, même aux femmes.

Mais cette dignité doit-elle devenir avec le tems un instrument d'oppression? Des hommes très-éclairés n'en voient pas la possibilité. Rome, disent-ils, est toujours citée pour exemple à tous nos états libres, qui n'ont rien de commun avec elle. Si le dictateur devint l'oppresseur de cette république, c'est qu'elle avoit opprimé toutes les nations; c'est que sa puissance devoit périr par le glaive qui l'avoit fondée; c'est qu'une nation composée de soldats, ne pouvoit échapper au despotisme du gouvernement militaire. Elle tomba sous le joug, qui le croiroit! parce qu'elle ne payoit point d'impôts. Les peuples conquis étoient seuls tributaires du fisc. Les revenus publics devant être les mêmes après qu'avant la révolution, la propriété ne paroissoit pas être attaquée; et le citoyen

crut qu'il seroit assez libre, tant qu'il seroit le maître de ses biens.

La Hollande, au contraire, gardera sa liberté, parce qu'elle est sujette à des impôts très-considérables. Elle ne peut conserver son pays qu'à grands frais. Le sentiment de son indépendance lui donne seul une industrie proportionnée au poids de ces contributions, et la patience d'en soutenir le fardeau. S'il falloit ajouter aux dépenses énormes de l'état, celles qu'exige le faste d'une cour; si le prince employoit à soudoyer les suppôts de la tyrannie, ce qu'il doit aux fondemens d'une terre bâtie sur la mer, il pousseroit bientôt les peuples au désespoir.

L'habitant Hollandois, placé sur ses toits, et découvrant au loin la mer s'élevant au-dessus du niveau des terres de dix-huit à vingt pieds, qui la voit s'avancer en mugissant contre ces digues qu'il a élevées, rêve, et se dit secrètement en lui-même: Tôt ou tard, cette bête féroce sera la plus forte. Il prend en dédain un domicile aussi précaire, et sa maison en bois ou en pierre à Amsterdam, n'est plus sa maison; c'est son vaisseau qui est son asyle, et peu-à-peu il prend une indifférence et des mœurs conformes à cette

idée. L'eau est pour lui, ce qu'est le voisinage des volcans pour d'autres peuples.

Si à ces causes physiques de l'affoiblissement de l'esprit patriotique, se joignoit la perte de la liberté, les Hollandois ne quitteroient-ils pas un pays qui ne peut être cultivé que par des hommes libres? Ce peuple négociant porteroit ailleurs son esprit de commerce avec son argent. Ses îles de l'Asie, ses comptoirs d'Afrique, ses colonies du Nouveau-Monde, tous les ports de l'Europe, lui ouvriroient un asyle. Quel stadhouder, quel prince révéré chez un tel peuple, voudroit, oseroit en être le tyran?

Un ambitieux insensé, un guerrier féroce, si l'on veut. Mais parmi ceux qui sont préposés au gouvernement des nations, cette espèce d'hommes est-elle donc si rare? Tout semble conspirer pour donner sur ce point important les plus vives inquiétudes à la république. A l'exception de quelques officiers, il n'y a sur ses flottes que peu de nationaux. Ses armées sont composées, recrutées et commandées par des étrangers dévoués à un chef qui ne les armera jamais assez tôt à leur gré contre des peuples auxquels nul lien ne les attache. Les forteresses de l'état sont

toutes soumises à des généraux qui ne reconnoissent de loix que celles du prince. On ne cesse d'élever aux places les plus importantes, des courtisans perdus de réputation, écrasés de dettes, dénués de toute vertu, et intéressés au renversement de l'ordre établi. C'est la protection qui a placé, c'est la protection qui maintient dans les colonies, des commandans sans pudeur et sans talent, que la reconnoissance, que la cupidité, inclinent à l'asservissement de ces contrées éloignées.

Contre tant de dangers, que pourront l'assoupissement, la soif de la richesse, le goût des commodités qui commence à s'introduire, l'esprit de commerce, des condescendances perpétuelles pour une autorité héréditaire ? Selon toutes les probabilités, ne faut-il pas qu'insensiblement, sans effusion de sang, sans violence, les Provinces-Unies tombent sous la monarchie ? Comme le desir de n'être contrarié dans aucune de ses volontés, ou le despotisme, est au fond de toutes les ames plus ou moins exalté, il naîtra, et peut-être bientôt, quelque stadhouder, qui, sans calculer les suites funestes de son entreprise, jettera la nation dans les chaînes. C'est aux Hollandois à peser ces observations.

L'empire Romain crouloit de toutes parts ; lorsque les Germains entrèrent dans les Gaules sous la direction d'un chef de leur choix, dont ils étoient moins les sujets que les compagnons. Ce n'étoit pas une armée qui bornât son ambition à s'emparer de quelques places fortes ; ce fut l'irruption d'un peuple qui cherchoit des établissemens. Comme on n'attaquoit que des esclaves mécontens de leur sort, que des maîtres amollis par les délices d'une longue paix, la résistance ne fut pas opiniâtre. Les conquérans s'approprièrent les terres qui leur convenoient, et se séparèrent peu de tems après pour jouir doucement de leur fortune.

Le partage ne fut pas l'ouvrage d'un hasard aveugle. C'étoit l'assemblée générale qui régloit les possessions, c'étoit sous son autorité qu'on en jouissoit. Elles ne furent d'abord accordées que pour une année. Ce terme se prolongea peu-à-peu, et s'étendit enfin à toute la vie. On alla même plus loin, lorsque les ressorts du gouvernement furent relâchés entièrement ; et sous les foibles descendans de Charlemagne, l'hérédité s'établit assez généralement. Cette usurpation fut consacrée par une convention solemnelle à l'élé-

vation de Hugues-Capet au trône ; et alors, le plus destructeur de tous les droits, le droit féodal régna dans toute sa force.

La France ne fut plus alors qu'un assemblage de petites souverainetés, placées à côté les unes des autres, mais sans aucun lien. Dans cette anarchie, les seigneurs entièrement indépendans du chef apparent de la nation, opprimoient à leur gré leurs sujets ou leurs esclaves. Si le monarque vouloit s'intéresser pour ces malheureux, on lui faisoit la guerre. Si ces malheureux eux-mêmes osoient quelquefois réclamer les droits de l'humanité, ce n'étoit que pour voir s'appesantir les fers qui les écrasoient.

Cependant l'extinction de quelques maisons puissantes, des traités ou des conquêtes ajoutoient successivement au domaine royal des territoires plus ou moins étendus. Cette acquisition de plusieurs provinces forma à la couronne une masse de puissance qui lui donna de l'activité. Une lutte perpétuelle entre les rois et la noblesse, une alternative de prépondérance entre le pouvoir d'un seul et celui de plusieurs : cette sorte de confusion dura, presque sans intervalle, jusque vers le milieu du quinzième siècle.

Alors changea le caractère des François ; par une suite d'événemens qui avoient changé la forme du gouvernement. La guerre, que les Anglois, unis ou soumis aux Normands, n'avoient cessé de faire à ce royaume depuis deux ou trois cents ans, y répandit l'alarme, et fit de grands ravages. Les victoires de l'ennemi, la tyrannie des grands : tout fit desirer à la nation que le prince devînt assez puissant pour chasser les étrangers et soumettre les seigneurs. Pendant que des rois sages et belliqueux travailloient à ce grand ouvrage, il naquit une nouvelle génération. Chacun, après le danger, se crut assez riche des droits qui étoient restés à son père. On ne remonta pas jusqu'à l'origine du pouvoir des rois, qui dérivoit de la nation ; et Louis XI se trouva, sans de grands efforts, plus puissant que ses prédécesseurs.

Avant lui, l'histoire de France offre une complication d'états, tantôt divisés et tantôt unis. Depuis ce prince, c'est l'histoire d'une grande monarchie. L'autorité de plusieurs tyrans est concentrée dans une même main. Le peuple n'en est pas plus libre : mais c'est une autre police. La paix est plus sûre au-dedans, et la guerre plus vigoureuse au-dehors.

Les

Les guerres civiles qui mènent les peuples libres à l'esclavage, et les peuples esclaves à la liberté, n'ont fait en France qu'abaisser les grands, sans relever le peuple. Les ministres qui seront toujours les hommes du prince, tant que la nation n'influera pas dans le gouvernement, ont tous vendu leurs concitoyens à leur maître; et comme le peuple qui n'avoit rien, ne pouvoit rien perdre à cet asservissement, les rois y ont trouvé d'autant plus de facilité, qu'il a toujours été coloré d'un prétexte de police ou même de soulagement. L'antipathie que produit une excessive inégalité des conditions et des fortunes, a favorisé tous les projets qui devoient agrandir l'autorité royale. Les princes ont eu la politique d'occuper la nation, tantôt de guerres au-dehors, tantôt de disputes religieuses au-dedans; de laisser diviser les esprits par les opinions, et les cœurs par les intérêts; de semer et d'entretenir des rivalités entre les divers ordres de l'état; de caresser tour-à-tour chaque ambition, par une apparence de faveur, et de consoler l'envie naturelle du peuple par l'humiliation de toutes. La multitude, pauvre, dédaignée, en voyant successivement abattre

tous les corps puissans „ a du moins aimé dans le monarque l'ennemi de ses ennemis.

La nation déchue par son inadvertance du privilége de se gouverner, n'a pas cependant encore subi tous les outrages du despotisme. C'est que la perte de sa liberté n'est pas l'ouvrage d'une révolution orageuse et subite, mais de la lime de plusieurs siècles. Le caractère national qui a toujours influé dans l'esprit des princes et des cours, ne fût-ce que par les femmes, a formé comme un balancement de puissance, qui, tempérant par les mœurs l'action de la force et la réaction des volontés, a prévenu ces éclats, ces violences, d'où résulte ou la tyrannie monarchique, ou la liberté populaire.

L'inconséquence naturelle à l'esprit d'une nation gaie et vive comme les enfans, a heureusement prévalu sur les systêmes de quelques ministres despotes.. Les rois ont trop aimé les plaisirs, et en ont trop bien connu la source, pour ne pas déposer souvent ce sceptre de fer qui auroit effrayé la société, et dissipé les frivoles amusemens dont ils étoient idolâtres. L'intrigue qui les a toujours assiégés depuis qu'ils ont appelé les grands à la cour, n'a point cessé de renverser les

gens en place avec leurs projets. Comme le gouvernement s'est altéré d'une manière insensible, les sujets ont conservé une sorte de dignité dans laquelle le monarque même sembloit respecter la source ou l'effet de la sienne propre. Il s'est trouvé long-tems le suprême législateur, sans vouloir ou pouvoir abuser de toute sa puissance. Arrêté par le seul nom des loix fondamentales de sa nation, il a craint souvent d'en choquer les maximes. Il a senti qu'on avoit des droits à lui opposer. En un mot, il n'y a point eu de tyran, lors même qu'il n'y avoit plus de liberté.

Tels, et plus absolus encore, ont été les gouvernemens d'Espagne et de Portugal, de Naples et de Piémont; toutes les petites principautés d'Italie. Les peuples du Midi, soit paresse d'esprit ou foiblesse de corps, semblent être nés pour le despotisme. L'Espagne avec beaucoup d'orgueil; l'Italie, malgré tous les dons du génie, ont perdu tous les droits, toutes les traces de la liberté. Par-tout où la monarchie est illimitée, on ne peut assigner la forme du gouvernement, puisqu'elle varie, non-seulement avec le caractère de chaque souverain, mais à chaque âge du même prince. Ces états ont

des loix écrites, ont des usages et des corps privilégiés : mais quand le législateur peut bouleverser les loix et les tribunaux ; quand son autorité n'a plus d'autre base que la force, et qu'il invoque Dieu pour se faire craindre, au lieu de l'imiter pour se faire aimer; quand le droit originel de la société, le droit inaliénable de la propriété des citoyens, les conventions nationales, les engagemens du prince sont en vain réclamés; enfin quand le gouvernement est arbitraire, il n'y a plus d'état : ce n'est plus que la terre d'un seul homme.

Dans ces sortes de pays, il ne se formera point des hommes d'état. Loin que ce soit un devoir de s'instruire des affaires publiques, c'est un crime, un danger d'être éclairé sur l'administration. Là, comme dans le ministère de l'église, la vocation s'appelle grace; on l'obtient par des prières. La faveur de la cour, le choix du prince, suppléent aux talens. Ce n'est pas qu'ils ne soient utiles; on en a besoin quelquefois pour servir, jamais pour commander. Aussi dans ces contrées, le peuple finit par se laisser gouverner, pourvu qu'on le laisse dormir. Une seule législation mérite d'être observée dans ces

belles régions de l'Europe; c'est le gouvernement de Venise. Cet état présente trois grands phénomènes : sa fondation première ; sa puissance au tems des croisades, et son administration actuelle.

Une ville, grande, magnifique, riche ; inexpugnable, sans enceinte et sans forteresses, domine sur soixante-douze îles. Ce ne sont pas des rochers et des montagnes élevés par le tems au sein d'une vaste mer : c'est plutôt une plaine morcelée et coupée en lagunes par les stagnations d'un petit golfe, sur la pente d'un terrein bas. Ces îles, séparées par des canaux, sont jointes aujourd'hui par des ponts. Les ravages de la mer les ont formées, les ravages de la guerre les ont peuplées vers le milieu du cinquième siècle. Les habitans de l'Italie fuyant devant Attila, cherchèrent un asyle dans l'élement des tempêtes.

Les lagunes Vénitiennes ne composoient dans les premiers tems, ni la même ville, ni la même république. Unies par un intérêt commun de commerce, ou plutôt par le besoin de se défendre, elles étoient du reste divisées en autant de gouvernemens que d'îles, soumises chacune à son tribun.

De la pluralité des chefs naquit la division des esprits, et la destruction du bien public. Ces peuples élurent donc pour ne faire qu'un corps, un prince qui, sous le nom de duc ou de doge, jouit long-tems de tous les droits de la souveraineté, dont il ne lui reste aujourd'hui que les marques. Les doges furent élus par le peuple jusqu'en 1173. A cette époque les nobles s'approprièrent le droit exclusif de nommer le chef de la république; ils s'emparèrent de l'autorité, et formèrent une aristocratie.

Ceux des écrivains politiques qui ont donné la préférence à cette espèce de gouvernement, ont dit avec une apparence de raison, que toutes les sociétés, de quelque manière qu'elles se soient formées, ont été ainsi régies. Si dans les états démocratiques, le peuple vouloit régler lui-même son administration, il tomberoit nécessairement dans le délire, et le soin de sa conservation le force de se livrer à un sénat plus ou moins nombreux. Si dans les monarchies, les rois prétendoient tout voir, tout faire eux-mêmes, rien ne se verroit, rien ne se feroit; et il a fallu recourir à des conseils, pour préserver les empires d'une stagnation plus funeste

peut-être qu'une activité mal dirigée. Tout ramène donc à l'autorité de plusieurs et d'un petit nombre ; tout se conduit aristocratiquement.

Mais dans cet ordre de choses, le commandement n'est pas fixe dans une classe de citoyens, et l'obéissance dans les autres ; mais la carrière de l'honneur et des emplois n'est pas fermée à quiconque a les talens nécessaires pour y parvenir; mais les nobles ne sont pas tout et le peuple rien. Substituez l'aristocratie, et vous ne trouverez que l'esclavage et le despotisme.

Dans l'origine, Venise tempéra autant qu'il étoit possible, les vices de cet odieux et injuste gouvernement. On y distribua, on y balança les branches du pouvoir avec une harmonie remarquable. Des loix sages et sévères furent portées pour réprimer, pour épouvanter l'ambition des nobles. Les grands régnèrent sans bruit, avec une sorte d'égalité, comme les étoiles brillent au firmament dans le silence de la nuit. Ils durent se conformer extérieurement aux usages de tous les ordres de la république, pour que la distinction entre les patriciens et les plébéiens devînt moins choquante. L'espoir même de

partager, avec le tems, la souveraineté, fut conservé à ceux qui en étoient exclus, si par leurs services et leur industrie ils acquéroient un jour de la considération et des richesses.

C'étoit le seul gouvernement régulier qui fût alors en Europe. Un pareil avantage éleva les Vénitiens à une grande opulence, les mit en état de soudoyer des armées, et leur donna des lumières qui en firent un peuple politique avant tous les autres. Ils régnèrent sur les mers; ils eurent une prépondérance marquée dans le continent; ils formèrent ou dissipèrent des ligues, suivant qu'il convenoit à leurs intérêts.

Lorsque la découverte du Nouveau-Monde et du passage aux Indes par le cap de Bonne-Espérance eut ruiné le commerce de la république, elle se vit privée de tout ce qui lui avoit donné de la grandeur, de la force, du courage. A ces illusions qui consoloient en quelque sorte ses sujets de la perte de la liberté, fut substituée la séduction des voluptés, des plaisirs et de la mollesse. Les grands se corrompirent comme le peuple, les femmes comme les hommes, les prêtres comme les laïcs; et la licence ne connut plus de bornes. Venise devint le pays de la terre

où il y avoit le moins de vices et de vertus factices.

A mesure qu'on énervoit les bras; les esprits, les cœurs au-dedans; c'étoit une nécessité qu'on montrât moins de vigueur, moins d'action au-dehors. Aussi la république tomba-t-elle dans une circonspection pusillanime. Elle prit, elle renforça le caractère national de toute l'Italie ombrageuse et défiante. Avec la moitié des trésors et des veilles que lui a coûté depuis deux siècles sa neutralité, elle se seroit peut-être à jamais délivrée des dangers dont à force de précautions elle s'environne.

Au milieu de tant de soins pour sa sûreté, la république ne paroît pas tranquille. Son inquiétude se manifeste par les principes de son gouvernement toujours plus sévères; par une horreur extrême de tout ce qui a quelque élévation; par l'éloignement qu'elle montre pour la raison, dont l'usage lui paroît un crime; par les voiles mystérieux et sombres dont elle couvre ses opérations; par la précaution qu'elle prend constamment de ne placer que des chefs étrangers à la tête de ses foibles troupes, et de leur donner des surveillans; par la défense qu'elle fait indistinc-

tement à tous ceux qui lui sont soumis, d'aller se former aux combats sur le théâtre de la guerre; par l'espionnage, les raffinemens d'une politique insidieuse, mille autres moyens qui décèlent des craintes et des alarmes continuelles. Sa plus grande confiance paroît être dans un inquisiteur qui rode perpétuellement entre les individus, la hache levée sur le cou de quiconque pourroit par ses actions ou par ses discours troubler l'ordre public.

Cependant tout n'est pas blâmable à Venise. L'impôt qui fournit au fisc vingt-cinq millions, n'a ni augmenté ni diminué depuis 1707. Tout est combiné pour dérober au citoyen l'idée de son esclavage, et le rendre tranquille et gai. Le culte est tourné vers les cérémonies. Point de grandes fêtes sans spectacle et sans musique. Ne parlez en public ni de politique ni de religion; et dites, faites à Venise tout ce qu'il vous plaira. Un orateur chrétien prêchant devant les chefs de la république, crut devoir ouvrir son discours par un éloge du gouvernement : aussi-tôt un satellite le fait descendre de sa chaire; et le tribunal des inquisiteurs d'état devant lequel il est appelé le lendemain, lui dit : *Qu'avons-nous besoin de ton panégyrique ? sois plus réservé.*

On savoit là qu'on ne tarde pas à censurer l'administration par-tout où il est permis de l'exalter. Les inquisiteurs d'état ne restent en fonction que dix-huit mois. Ils sont choisis parmi les personnages les plus modérés, et la moindre injustice est suivie de leur déposition. Ils tutoient tout le monde; ils tutoieroient le doge. Quand on est appelé devant eux, il faut comparoître sans délai. Un secrétaire d'état ne fut point excusé par la nécessité de finir ses dépêches. Il est vrai qu'ils instruisent les procès portes fermées: mais ces épouvantails de l'étranger sont les vrais protecteurs du peuple et le contre-poids à la tyrannie des aristocrates. Il y a environ six ans qu'on mit en délibération dans le conseil, si l'on n'aboliroit pas ce redoutable tribunal. A l'instant les citoyens les plus opulens méditèrent leur retraite; et un roi voisin annonça que Venise n'auroit pas dix ans d'existence après la suppression de cette magistrature. En effet, sans la terreur qu'elle inspire, les citoyens seroient sans cesse exposés aux vexations d'une foule de patriciens qui languissent dans l'indigence. Après de violens débats, l'inquisition fut confirmée à la pluralité des voix, et les quatre moteurs

l'amour du soldat pour devenir le tyran de sa patrie.

Il y a une multitude de magistrats préposés à différentes affaires, ce qui doit en accélérer l'expédition. Le doge peut solliciter des graces et les obtenir: mais il n'en accorde aucune. Il y a des conservateurs des loix auxquels les réglemens nouveaux, proposés au conseil par le sénat, sont renvoyés. Ils en font l'examen, & le conseil décide sur leur rapport. Ainsi le conseil représente la république ; le sénat, le législateur subordonné au conseil ; et l'inquisiteur d'état est une espèce de tribun, protecteur du peuple.

Un inquisiteur n'est pas, ce me semble, un personnage fort redoutable, si on peut le châtier lorsqu'il est insolent. Cherchez en France un huissier qui ose porter une assignation à un magistrat d'un ordre supérieur ; vous ne le trouverez pas. A Venise, on procède juridiquement contre un patricien, contre un inquisiteur. On fait vendre ses biens; on se saisit de sa personne ; on le conduit en prison.

Le ministère Vénitien a dans toutes les cours des agens obscurs qui l'instruisent du caractère des hommes en faveur, et des moyens

de les séduire : il se soutient par la finesse. Une autre république tire sa force de son courage : c'est la Suisse.

Les Suisses, connus dans l'antiquité sous le nom d'Helvétiens, ne devoient être subjugués, ainsi que les Gaulois et les Bretons, que par César, le plus grand des Romains, s'il eût plus aimé Rome. Ils furent unis à la Germanie, comme province Romaine, sous l'empire d'Honorius. Les révolutions faciles et fréquentes, dans un pays tel que les Alpes, divisèrent des peuplades, séparées par de grands lacs ou de grandes montagnes, en différentes seigneuries. La plus considérable, occupée par la Maison d'Autriche, s'empara à la longue de toutes les autres. La conquête entraîna la servitude ; l'oppression amena la révolte ; et de l'excès de la tyrannie, sortit la liberté.

Treize cantons de paysans robustes, qui gardent presque tous les rois de l'Europe, et n'en craignent aucun ; qui sont mieux instruits de leurs vrais intérêts qu'aucune autre nation ; qui forment le peuple le plus sensé de notre politique moderne ; ces treize cantons composent entr'eux, non pas une république comme les sept provinces de la Hollande, ni une

simple confédération comme le Corps Germanique ; mais plutôt une ligue, une association naturelle d'autant d'états indépendans. Chaque canton a sa souveraineté, ses alliances, ses traités à part. La diète générale ne peut faire des loix, ni des réglemens pour aucun.

Les trois plus anciens se trouvent liés directement avec chacun des autres. C'est par cette liaison de convenance, non de constitution, que, si l'un des treize cantons se trouvoit attaqué, tous marcheroient à son secours. Mais il n'y a point d'alliance commune entre tous & chacun d'eux. Ainsi les branches d'un arbre se trouvent liées entre elles, sans tenir immédiatement au tronc commun.

Cependant l'union des Suisses fut inaltérable jusqu'au commencement du seizième siècle. Alors la religion, ce lien de paix & de charité, vint les diviser. La réformation fendit en deux le corps Helvétique. L'état fut scié par l'Eglise. Toutes les affaires publiques se traitent dans les diètes particulières des deux communions, Catholique & Protestante. Les diètes générales ne s'assemblent que pour conserver une apparence d'union. Malgré ce germe de dissension, la Suisse a joui de la paix, bien plus qu'aucune contrée de l'Europe.

G 2

Sous le gouvernement Autrichien, l'oppression et les levées de la milice, empêchèrent la population de fleurir. Après la révolution, les hommes se multiplièrent trop, en raison de la stérilité des rochers. Le corps Helvétique ne pouvoit grossir, sans crever ; à moins qu'il ne fît des excursions au-dehors. Les habitans de ses montagnes devoient, comme les fleuves qui en descendent, s'épancher dans les plaines qui bordent les Alpes. Ces peuples se seroient détruits eux-mêmes, s'ils fussent restés isolés. Mais l'ignorance des arts, le manque de matières pour les fabriques, le défaut d'argent pour attirer chez eux les denrées, ne leur ouvroient aucune issue pour l'aisance et l'industrie. Au lieu de devenir conquérans, comme tant de circonstances réunies sembloient les y porter, ils tirèrent de leur population même un moyen de subsistance et de richesses, une source et une matière de commerce.

Le duc de Milan, maître d'un pays riche, qui étoit ouvert à l'invasion et difficile à défendre, avoit besoin de soldats. Les Suisses, comme ses voisins les plus forts, devoient être ses ennemis, s'ils n'étoient ses alliés, ou plutôt ses gardiens. Il s'établit donc entre ce

peuple et le Milanès une sorte de trafic, où la force devint l'échange de la richesse. La nation engagea successivement des troupes à la France, à l'empereur, au pape, au duc de Savoie, à tous les potentats d'Italie. Elle vendit son sang à des puissances éloignées, aux nations les plus ennemies, à la Hollande, à l'Espagne, au Portugal; comme si ses montagnes n'étoient qu'une minière d'armes et de soldats, ouverte à quiconque voudroit acheter des instrumens de guerre.

Chaque canton traite avec la puissance qui lui offre les meilleures capitulations. Il est libre aux sujets du pays d'aller faire la guerre au loin, chez quelque nation alliée. Le Hollandois est par état un citoyen du monde; le Suisse est par état un destructeur de l'Europe. Plus on cultive, plus on consomme de denrées, plus la Hollande gagne; plus il y a de batailles et de carnage, et plus la Suisse prospère.

C'est de la guerre, ce fléau inséparable du genre humain, sauvage ou policé, que les républiques du corps Helvétique sont forcées de vivre et de subsister. C'est par-là qu'elles tiennent au-dedans le nombre des habitans en proportion avec l'étendue et le rapport de

leurs terres, sans forcer aucun des ressorts du gouvernement, sans gêner l'inclination d'aucun individu. C'est par ce commerce de troupes avec les puissances belligérantes, que la Suisse s'est préservée de la nécessité des émigrations subites qui font les invasions, et de la tentation des conquêtes qui eût causé la ruine de la liberté de ces républiques, comme elle perdit toutes les républiques de la Grèce.

Autant que la prévoyance humaine peut lire dans l'avenir, la situation de ce peuple doit être plus parmanente que celle de tous les autres, si des variétés dans le culte ne deviennent pour lui un instrument fatal de discorde. Du haut de ses stériles montagnes, il voit gémir sous l'oppression de la tyrannie, des nations entières que la nature a placées dans les contrées les plus abondantes; tandis qu'il jouit en paix de son travail, de sa frugalité, de sa modération, de toutes les vertus qui accompagnent la liberté. Si l'habitude pouvoit émousser sa sensibilité pour un sort si doux, il y seroit sans cesse ramené par cette foule de voyageurs qui vont chercher dans son sein le spectacle d'une félicité qu'on ne voit pas ailleurs. Sans doute que l'amour des richesses a un peu altéré cette aimable

simplicité de mœurs, dans ceux des cantons où les arts et le commerce ont fait des progrès assez considérables : mais les traits de leur caractère primitif ne sont pas entièrement effacés ; et il leur reste toujours une sorte de bonheur, inconnue aux autres hommes. Peut-on craindre qu'une nation puisse se lasser d'une pareille existence ?

Le poids des impôts ne sauroit corrompre les avantages de cette destinée. Ces fléaux du genre humain sont ignorés dans la plupart des cantons, et ne sont rien ou presque rien dans les autres. Seulement en quelques endroits s'est introduit un abus bien dangereux. Des administrateurs, connus sous le nom de baillis, se permettent d'ordonner arbitrairement des amendes dans leur jurisdiction, et de les détourner à leur utilité particulière. Ce délire des loix féodales ne peut durer ; et l'on perdra bientôt jusqu'à la trace d'un usage odieux, qui, avec le tems, altéreroit la félicité publique.

Le génie de la nation ne la troublera jamais. Ses penchans la portent à l'ordre, à la tranquillité, à l'harmonie. Ce qui s'y pourroit trouver de caractères inquiets et dangereux, amis des factions et des orages, vont

cher.her dans les guerres étrangères des alimens à leur inquiétude.

Il n'est pas possible que les divers cantons cherchent à se subjuguer réciproquement. Ceux où la démocratie est établie sont évidemment trop foibles pour concevoir un projet si déraisonnable ; et dans les autres, les patriciens et les plébéiens ne réuniront jamais leurs vœux et leurs forces pour un agrandissement, dont les suites pourroient devenir funestes à l'un des ordres.

La tranquillité du corps Helvétique est encore moins menacée par ses voisins que par ses citoyens. Comme dans les démêlés des couronnes les Suisses observent une neutralité très-impartiale ; comme ils ne se rendent garans d'aucun engagement, on ne leur connoît point d'ennemis. Une puissance crût-elle avoir à se plaindre d'eux, elle étoufferoit son ressentiment dans la crainte bien fondée d'échouer dans ses projets de vengeance contre un pays tout militaire et qui compte autant de soldats que d'hommes. Fût-on même assuré de le conquérir, il ne seroit pas encore attaqué ; parce que la politique la plus aveugle et la plus violente n'égorge pas un peuple pour n'occuper que des rochers. Tels sont les motifs qui peuvent faire croire

à la stabilité de la république des Suisses.

Il nous reste à parler du gouvernement ecclésiastique. Si la fondation du christianisme présente à l'esprit un tableau qui l'étonne, l'histoire des révolutions du gouvernement de l'église, n'est pas moins surprenante. Quelle énorme distance de Pierre, pauvre pêcheur sur les bords du lac de Génézareth et serviteur des serviteurs de Dieu, à quelques-uns de ses orgueilleux successeurs, le front ceint d'un triple diadême, maîtres de Rome, d'une grande partie de l'Italie, et se disant les rois des rois de la terre! Prenons les choses à leur origine; suivons rapidement les progrès de la splendeur et de la corruption de l'église; voyons ce que son gouvernement est devenu dans l'intervalle de dix-huit siècles; et que les souverains présens et à venir s'instruisent de ce qu'ils doivent attendre du sacerdoce, dont l'unique principe est de subordonner l'autorité des magistrats à l'autorité divine, dont il est le dépositaire.

Dans une bourgade obscure de la Judée, au fond de l'atelier d'un pauvre charpentier, s'élevoit un homme d'un caractère austère. L'hypocrisie des prêtres de son tems révoltoit sa candeur. Il avoit reconnu la vanité des cérémonies légales et le vice des expiations. A l'âge

de trente ans, ce vertueux personnage quitte les instrumens de son métier, et se met à prêcher ses opinions. La populace des bourgs et des campagnes s'attroupe autour de lui, l'écoute et le suit. Il s'associe un petit nombre de coopérateurs ignorans, pusillanimes, et tirés des conditions abjectes. Il erre quelque tems autour de la capitale. Il ose enfin s'y montrer. Un des siens le trahit; un autre le renie. Il est pris, accusé de blasphême et supplicié entre deux voleurs. Après sa mort, ses disciples paroissent sur les places publiques, dans les grandes villes, à Antioche, à Alexandrie, à Rome. Ils annoncent aux barbares et aux peuples policés, dans Athènes, à Corinthe, la résurrection de leur maître. Par-tout on croit à une doctrine qui révolte la raison. Par-tout des hommes corrompus embrassent une morale austère dans ses principes, insociable dans ses conseils. La persécution s'élève. Les prédicateurs et leurs prosélytes sont emprisonnés, flagellés, égorgés. Plus on verse de sang, plus la secte s'étend. En moins de trois siècles, les temples de l'idolâtrie sont renversés ou déserts; et malgré les haines, les hérésies, les schismes et les querelles sanglantes qui ont déchiré le christianisme depuis son origine jusqu'à nos

derniers tems, il ne reste presque d'autres autels élevés, qu'à l'homme-Dieu mort sur une croix. Il n'étoit pas difficile de démontrer aux païens l'absurdité de leur culte; et dans toutes les disputes en général, dans celles de religion en particulier, si l'on parvient à prouver à son adversaire qu'il se trompe, il en conclut aussitôt, que vous avez raison. La providence, qui tend à ses fins par toutes sortes de moyens, voulut que cette mauvaise logique conduisît les hommes dans la voie du salut. Le fondateur du christianisme ne s'arrogea aucune autorité, ni sur les associés de sa mission, ni sur ses sectateurs, ni sur ses concitoyens. Il respecta l'autorité de César. En sauvant la vie à la femme adultère, il se garda bien d'attaquer la loi qui la condamnoit à mort. Il renvoie deux frères, divisés sur le partage d'une succession, au tribunal civil. Persécuté, il souffre la persécution. Au milieu des intolérans, il recommande la tolérance. *Vous ne ferez point*, dit-il à ses disciples, *descendre le feu du ciel sur la tête de l'incrédule; vous secouerez la poussière de vos sandales, et vous vous éloignerez*. Attaché sur la croix, la tête couronnée d'épines, le côté percé d'une lance, il dit à Dieu son père: *Pardonne-leur, Seigneur; car ils ne savent ce*

qu'ils font. Instruire les nations et les baptiser: voilà l'objet de la mission des apôtres. Employer la persuasion, s'interdire la violence, aller comme Dieu avoit envoyé son fils : voilà les moyens. Dans aucun tems, le sacerdoce ne s'est conformé à ces maximes; et la religion n'en a pas moins prospéré.

A mesure que la doctrine nouvelle fait des progrès, il s'institue entre ses ministres une sorte d'hiérarchie, des évêques, des prêtres, des acolytes, des sacristains ou portiers. L'objet de l'administration est déterminé. Il embrasse le dogme, la discipline et les mœurs. Conférer les ordres sacrés fut le premier acte de la jurisdiction de l'église. Lier, délier, ou assigner aux fautes une expiation spirituelle et volontaire, ce fut le second. Excommunier le pécheur rebelle ou hérétique, ce fut le troisième; et le quatrième, commun à toute association, d'instituer des réglemens de discipline. Ces réglemens, secrets d'abord, principalement sur l'administration des sacremens, deviennent publics. Il y eut des assemblées ou conciles. Les évêques sont les représentans des apôtres; le reste du clergé leur est subordonné. Rien ne se décide sans l'intervention des fidèles. C'est une véritable DÉMOCRATIE. Dans

les affaires civiles, on s'en rapportoit à l'arbitrage des évêques. On blâmoit les chrétiens d'avoir des procès; on les blâmoit encore davantage de se traduire devant le magistrat. Il est probable que les biens étoient en commun, et que l'évêque en disposoit à son gré.

Jusqu'ici tout se passe sans l'intervention de la puissance séculière. Mais sous Aurélien, les chrétiens demandent main-forte à l'empereur contre Paul de Samozate; Constantin exile Arius et condamne au feu ses écrits; Théodose sévit contre Nestorius: et ces innovations fixent l'époque d'un second état de la jurisdiction ecclésiastique; un écart de sa simplicité primitive; un mélange de puissance spirituelle et d'autorité coactive. Les fidèles, en nombre prodigieux dès le second siècle, sont distribués en différentes églises, soumises à la même administration. Entre ces églises, il y en avoit de plus ou moins importantes; l'autorité séculière se mêle de l'élection des évêques, et la confusion des deux puissances s'accroît. Il y en avoit de pauvres et de riches; et voilà la première origine de l'ambition des pasteurs. Dans chacune, il y avoit des fidèles indigens; les évêques furent les dépositaires des aumônes;

et voilà la source la plus ancienne de la corruption de l'église.

Que les progrès de l'autorité ecclésiastique depuis la fin du troisième siècle sont rapides ! On plaide devant les évêques. Ils sont arbitres en matières civiles. La sentence arbitrale de l'évêque est sans appel, et son exécution renvoyée aux magistrats. Le procès d'un clerc ne peut être porté hors de la province. La distinction du crime civil et du crime ecclésiastique, et avec cette distinction celle du privilége clérical naissent. L'appel au souverain est permis, s'il arrive que la sentence de l'évêque soit infirmée au tribunal du magistrat. Long-tems avant ces concessions, les évêques ont obtenu l'inspection sur la police et les mœurs; ils connoissent de la prostitution, des enfans-trouvés, des curatelles, des insensés, des mineurs; ils visitent les prisons; ils pressent les élargissemens; ils défèrent au souverain la négligence des juges; ils s'immiscent de l'emploi des deniers publics, de la construction et réparation des grandes routes et d'autres édifices. Et c'est ainsi que, sous prétexte de s'entr'aider, les deux autorités se mêloient et préparoient

les dissensions qui devoient un jour s'élever entr'elles. Tel fut dans les premiers siècles, dans les beaux jours de l'église, le troisième état de son gouvernement, MOITIÉ CIVIL, MOITIÉ ECCLÉSIASTIQUE, auquel on ne sait plus quel nom donner. Est-ce par la foiblesse des empereurs? est-ce par leur crainte? est-ce par l'intrigue? est-ce par la sainteté des mœurs, que les chefs du christianisme se concilièrent tant et de si importantes prérogatives? Alors la terreur religieuse avoit peuplé les déserts de solitaires. On en comptoit plus de soixante-seize mille. C'étoit une pépinière de diacres, de prêtres et d'évêques.

Constantin a transféré le siége de l'empire à Byzance. Rome n'en est plus la capitale. Les barbares, qui l'ont prise, reprise et pillée, se convertissent. La destinée du christianisme vainqueur des dieux du capitole, étoit de s'emparer des destructeurs du trône des Césars: mais en changeant de religion, ces chefs de horde ne changèrent pas de mœurs. Les étranges chrétiens, s'écrie l'historien de l'église, que Clovis et ses successeurs! Malgré l'analogie du régime ecclésiastique avec le régime féodal, ce seroit une vision, que de faire de l'un le mo-

dèle de l'autre. Les études tombent ; les prêtres emploient le peu de lumières qu'ils ont conservées, à forger des titres et à fabriquer des légendes. Le concert des deux puissances s'altère. La naissance et la richesse des évêques attachent les Romains qui n'ont et ne peuvent avoir que du mépris et de l'aversion pour de nouveaux maîtres, les uns païens, les autres hérétiques, tous féroces. Personne ne doute de la donation de Constantin, Charlemagne confirme celle de Pepin. La grandeur de l'évêque de Rome s'accroît sous Louis-le-Débonnaire et sous Othon. Il s'attribue une souveraineté que les bienfaiteurs s'étoient réservée. La prescription fait son titre comme celui des autres potentats. L'église étoit déjà infectée de maximes pernicieuses ; et l'opinion que l'évêque de Rome pouvoit déposer les rois, étoit générale. Originairement, la primauté de ce siége sur les autres n'étoit fondée que sur un jeu de mots : *Tu es pierre ; et sur cette pierre, j'édifierai mon église.* Différentes causes concoururent dans la suite à cimenter cette prérogative. Le prince des apôtres avoit été le premier évêque de Rome. Rome étoit le centre de réunion de toutes les autres églises dont elle soulageoit l'indigence. Elle avoit été la capi-

tale du monde; et le nombre des chrétiens n'étoit nulle part aussi grand. Le titre de pape étoit un titre commun à tous les évêques sur lesquels celui de Rome n'obtint la supériorité qu'au bout de onze siècles. Alors le gouvernement ecclésiastique ne penche pas seulement vers la MONARCHIE; il a fait des pas vers la MONARCHIE UNIVERSELLE.

Sur la fin du huitième siècle paroissent les fameuses décrétales d'Isidore de Seville. Le pape s'annonce comme infaillible. Il s'affranchit de la soumission aux conciles. Il tient dans sa main deux glaives, l'un symbolique de la puissance spirituelle, l'autre de la puissance temporelle. Il n'y a plus de discipline. Les prêtres sont les esclaves du pape; les rois sont ses vassaux. Il leur impose des tributs. Il anéantit les anciens juges; il en crée de nouveaux. Il fait des primats. Le clerc est soustrait à toute jurisdiction civile. Le décret du moine Gratien comble le mal causé par les décrétales. Le clergé s'occupe du soin d'accroître ses revenus par toute voie. La possession de ses biens est déclarée immuable et sacrée. On effraya par des menaces spirituelles et temporelles. La dixme fut imposée. On trafiqua des reliques; on encouragea les pélerinages. Ce

fut la ruine des mœurs et le dernier coup porté à la discipline de l'église. On expioit une vie criminelle par une vie vagabonde. On imagina les jugemens de Dieu, ou les décisions par l'eau, par le feu, par le sort des saints. Aux opinions superstitieuses se joignit la folie de l'astrologie judiciaire. Tel fut l'état de l'église d'occident, UN DESPOTISME ABSOLU avec toutes ses atrocités.

L'église d'orient eut aussi ses calamités. L'empire Grec avoit été démembré par les Arabes musulmans, les Scythes modernes, les Bulgares et les Russes. Ces derniers n'étoient pas sortis meilleurs des eaux du baptême. Le mahométisme ravit au christianisme une partie de ses sectateurs, et jeta l'autre dans l'esclavage. En occident, le barbare christianisé avoit porté ses mœurs dans l'église. En orient, le Grec s'étoit dépravé par le commerce avec une race d'hommes toute semblable. Cependant les études parurent se réveiller sous le savant et scélérat Photius. Tandis que ce clergé lutte contre les ténèbres, le nôtre devient chasseur et guerrier, et possède des seigneuries à la charge du service militaire; des évêques et des moines marchent sous des drapeaux, massacrent et sont massa-

érés. Les priviléges de leurs domaines les ont engagés dans les affaires publiques. Ils errent avec les cours ambulantes ; ils assistent aux assemblées nationales, devenues parlemens et conciles ; et voilà l'époque de l'entière confusion des deux puissances. C'est alors que les évêques se prétendent nettement juges des souverains ; que Vamba est mis en pénitence, revêtu d'un froc et déposé ; que le droit de régner est contesté à Louis-le-débonnaire ; que les papes s'immiscent des querelles de nation à nation, non comme médiateurs, mais comme despotes ; qu'Adrien II défend à Charles-le-chauve d'envahir les états de Clotaire, son neveu ; et que Grégoire IX écrit à S. Louis : *Nous avons condamné Fréderic II, soi-disant empereur ; nous l'avons déposé, et élu à sa place le comte Robert, votre frère.*

Mais si les clercs empiètent sur les droits de la puissance temporelle, des seigneurs laïcs nomment et installent des pasteurs sans la participation des évêques ; des bénéfices réguliers passent à des séculiers ; les cloîtres sont mis au pillage. On ne rougit ni de l'incontinence, ni de la simonie. Les évêchés sont vendus. Les abbayes sont achetées. Le prêtre a sa femme ou sa concubine. Les temples

publics sont abandonnés. Ce désordre amène l'abus et le mépris des censures. Elles pleuvent sur les rois, sur leurs sujets; et le sang coule dans toutes les contrées. L'église et l'empire sont dans L'ANARCHIE. Les pélerinages servent de prélude aux croisades, ou à l'expiation des crimes par des assassinats. Des ecclésiastiques de tous les ordres, des fidèles de toutes les conditions s'enrôlent. Des gens écrasés de dettes sont dispensés de les payer. Des malfaiteurs échappent à la poursuite des loix. Des moines pervers rompent la clôture de leur solitude. Des maris dissolus quittent leurs femmes. Des courtisanes vont exercer leur infâme métier au pied du sépulcre de leur dieu et proche de la tente de leur roi. Mais il est impossible de suffire à ces expéditions et aux suivantes sans finance. On lève un impôt : et delà naît la prétention du pape sur tous les biens de l'église; l'institution d'une multitude d'ordres militaires; l'alternative pour les vaincus, de l'esclavage ou du christianisme, de la mort ou du baptême; et pour consoler le lecteur de tant de maux, l'accroissement de la navigation et du commerce qui enrichirent Venise, Gênes, Pise, Florence; la décadence du

gouvernement féodal par le dérangement de la fortune des seigneurs, et l'habitude de la mer qui peut-être prépara de loin la découverte du Nouveau-Monde. Mais je n'ai pas le courage de suivre plus loin la peinture des désordres et l'accroissement exorbitant de l'autorité papale. Sous Innocent III il n'y a plus qu'un tribunal au monde : il est à Rome. Il n'y a plus qu'un maître : il est à Rome, d'où il règne sur l'Europe par ses légats. L'hiérarchie ecclésiastique s'étend d'un degré par la création des cardinaux. Il ne manquoit plus au despote que des janissaires : il en eut par la création d'une multitude d'ordres monastiques. Rome, autrefois la maîtresse du monde par les armes, l'est devenue par l'opinion. Eh pourquoi les papes, tout puissans sur les esprits, oublièrent-ils de conserver aux foudres spirituelles leur terreur, en ne les lançant que contre les souverains ambitieux et injustes ? Qui sait si ce tribunal tant desiré, où les têtes couronnées pussent être citées, n'auroit pas existé dans Rome ; et si la menace d'un père commun, appuyée d'une superstition générale, n'auroit pas amené la fin des guerres ?

La milice papale, laborieuse et sévère dans

son origine, les moines se corrompent. Les évêques excédés des entreprises des légats, des magistrats séculiers et des moines, sur leur jurisdiction, attentent de leur côté sur la jurisdiction séculière, avec une audace dont il est difficile de se faire une idée. Si le clerc eût pu se résoudre à faire élever des gibets, nous serions peut-être à présent sous un gouvernement tout-à-fait sacerdotal. C'est la maxime que *l'église abhorre le sang*, qui nous en a garantis. Il y avoit des écoles en France et en Italie. Celles de Paris étoient célèbres vers la fin du onzième siècle. Les colléges se multiplioient, et toutefois cet état de l'église que nous avons exposé sans fiel et sans exagération, se perpétue dans tous les pays chrétiens, depuis le neuvième jusqu'au quatorzième siècle, intervalle de quatre à cinq cents ans. Les empereurs ont perdu l'Italie. Les papes y ont acquis une grande puissance temporelle. Personne ne s'est encore élevé contre leur puissance spirituelle. Les intérêts de ce souverain sont embrassés par tous les Italiens. La dignité de l'épiscopat reste éclipsée par le cardinalat. Le clergé séculier est toujours dominé par le clergé régulier. Venise seule a connu et défendu

ses droits. L'irruption des Maures en Espagne y a jeté le christianisme dans une abjection dont il s'est à peine relevé depuis deux cents ans ; et l'inquisition l'y montre jusqu'à nos jours sous l'aspect le plus hideux : l'inquisition, tribunal terrible, tribunal insultant à l'esprit de J. C., tribunal qui doit être détesté, et des souverains, et des évêques, et des magistrats et des sujets ; des souverains, qu'il ose menacer et contre lesquels il a quelquefois cruellement sévi ; des évêques, dont il anéantit la jurisdiction ; des magistrats, dont il usurpe l'autorité légitime ; des sujets, qu'il tient dans une continuelle terreur, qu'il réduit au silence et qu'il condamne à la stupidité, par le péril de s'instruire, de lire, d'écrire et de parler ; tribunal qui n'a dû son institution et qui ne doit sa durée, dans les contrées où il s'est maintenu, qu'à une politique sacrilége et jalouse d'éterniser des préjugés et des prérogatives qui ne pourroient être discutés sans s'évanouir.

Avant le schisme de Henri VIII, l'Angleterre étoit soumise au pape, même pour le temporel. Londres a secoué le joug de Rome, mais on voit moins dans la réforme l'ouvrage

de la raison que de la passion. L'Allemagne a opposé des excès à des excès ; et depuis Luther, les Catholiques et les Schismatiques s'y sont montrés également ivres, les uns de la tyrannie papale, les autres de l'indépendance. Le christianisme s'établit en Pologne avec toutes les prétentions de l'autorité papale. En France, on regardoit la puissance temporelle comme subordonnée à la puissance spirituelle. Au sentiment des fauteurs des opinions ultramontaines, ce royaume, ainsi que tous ceux de la terre, relevoit de l'église de Rome ; les princes pouvoient être excommuniés, et les sujets déliés du serment de fidélité. Mais le colosse papal y chanceloit ; et dès le quatorzième siècle, il touchoit au moment de sa chûte. Alors les études se renouvellent. On s'applique aux langues anciennes. La première grammaire hébraïque est publiée. Le collége royal est fondé. Vers le milieu du quinzième, l'art de l'imprimerie est inventé. Une multitude d'ouvrages en tout genre sortent de la poussière des bibliothèques monastiques pour passer dans les mains des peuples. La langue vulgaire se perfectionne. On traduit. Le souverain et des particuliers forment d'amples collections de livres. Les

conciles,

conciles, les pères, l'écriture-sainte sont lus. On s'occupe du droit canonique. On s'instruit de l'histoire de l'église. L'esprit de critique naît. Les apocryphes sont démasqués ; les originaux restitués dans leur pureté. Les yeux des souverains et des ecclésiastiques s'ouvrent ; les disputes de religion les éclairent. On recherche l'origine des immunités, des exemptions, des priviléges, et l'on s'en démontre la vanité. On remonte aux tems anciens, et l'on en compare la discipline avec les usages modernes. L'ordre hiérarchique de l'église se relève ; les deux puissances rentrent dans leurs limites. Les décisions de l'église reprennent leur vigueur ; et si la tyrannie papale n'a pas été étouffée en France, elle y gémit sous des chaînes très-étroites. Notre clergé, en 1681, décida que la puissance temporelle étoit indépendante de la spirituelle, et que le pape étoit soumis aux canons de l'église. Si la mission du prêtre est de droit divin ; s'il lui appartient de lier et de délier, peut-il ne pas excommunier l'impénitent et l'hérétique, souverain ou particulier ? Dans nos principes, c'est un pouvoir qu'on ne sauroit lui refuser : mais les hommes sages voient à cette pro-

Le peuple, ou l'autorité souveraine dépositaire de la sienne, a seul le droit de juger de la conformité de quelque institution que ce soit avec l'intérêt général. Troisième principe.

Ces trois principes me paroissent d'une évidence incontestable, et les propositions qui suivent n'en sont que des corollaires.

C'est donc à cette autorité et à cette autorité seule qu'il appartient d'examiner les dogmes et la discipline d'une religion ; les dogmes, pour s'assurer, si, contraires au sens commun, ils n'exposeroient point la tranquillité à des troubles d'autant plus dangereux que les idées d'un bonheur à venir s'y compliqueront avec le zèle pour la gloire de dieu, et la soumission à des vérités qu'on regardera comme révélées ; la discipline, pour voir si elle ne choque pas les mœurs régnantes, n'éteint pas l'esprit patriotique, n'affoiblit pas le courage, ne dégoûte point de l'industrie, du mariage et des affaires publiques, ne nuit pas à la population et à la sociabilité, n'inspire pas le fanatisme et l'intolérance, ne sème point la division entre les proches de la même famille, entre les familles de la même cité, entre les cités du même royaume, entre les différens royaumes de

la terre, ne diminue point le respect dû au souverain et aux magistrats, et ne prêche ni des maximes d'une austérité qui attriste, ni des conseils qui mènent à la folie.

Cette autorité, et cette autorité seule, peut donc proscrire le culte établi, en adopter un nouveau, ou même se passer de culte, si cela lui convient. La forme générale du gouvernement en étant toujours au premier instant de son adoption; comment la religion pourroit-elle prescrire par sa durée?

L'état a la suprématie en tout. La distinction d'une puissance temporelle et d'une puissance spirituelle est une absurdité palpable; et il ne peut et ne doit y avoir qu'une seule et unique jurisdiction, par-tout où il ne convient qu'à l'utilité publique d'ordonner ou de défendre.

Pour quelque délit que ce soit, il n'y aura qu'un tribunal; pour quelque coupable, qu'une prison; pour quelque action illicite, qu'une loi. Toute prétention contraire blesse l'égalité des citoyens; toute possession est une usurpation du prétendant aux dépens de l'intérêt commun.

Point d'autre concile que l'assemblée des ministres du souverain. Quand les administrateurs

de l'état sont assemblés, l'église est assemblée. Quand l'état a prononcé, l'église n'a plus rien à dire.

Point d'autres canons que les édits des princes et les arrêts des cours de judicature. Qu'est-ce qu'un délit commun et un délit privilégié, où il n'y a qu'une loi, une chose publique, des citoyens ?

Les immunités et autres priviléges exclusifs sont autant d'injustices commises envers les autres conditions de la société qui en sont privées.

Un évêque, un prêtre, un clerc peut s'expatrier, s'il lui plaît : mais alors il n'est plus rien. C'est à l'état à veiller à sa conduite ; c'est à l'état à l'installer et à le déplacer.

Si l'on entend par bénéfice autre chose que le salaire que tout citoyen doit recueillir de son travail ; c'est un abus à réformer promptement. Celui qui ne fait rien n'a pas le droit de manger.

Et pourquoi, le prêtre ne pourroit-il pas acquérir, s'enrichir, jouir, vendre, acheter, et tester comme un autre citoyen ?

Qu'il soit chaste, docile, humble, indigent même ; s'il n'aime pas les femmes ; s'il est d'un caractère abject ; et s'il préfère du pain

et de l'eau à toutes les commodités de la vie. Mais qu'il lui soit défendu d'en faire le vœu. Le vœu de chasteté répugne à la nature, et nuit à la population ; le vœu de pauvreté n'est que d'un inepte ou d'un paresseux ; le vœu d'obéissance à quelqu'autre puissance qu'à la dominante et à la loi, est d'un esclave ou d'un rebelle.

S'il existoit donc dans un recoin d'une contrée soixante mille citoyens enchaînés par ces vœux, qu'auroit à faire de mieux le souverain, que de s'y transporter avec un nombre suffisant de satellites armés de fouets, et de leur dire : sortez, canaille fainéante, sortez : aux champs, à l'agriculture, aux ateliers, à la milice ?

L'aumône est le devoir commun de tous ceux qui ont au-delà du besoin absolu.

Le soulagement des vieillards et des infirmes indigens, celui de l'état qu'ils ont servi.

Point d'autres apôtres que le législateur et les magistrats.

Point d'autres livres sacrés que ceux qu'ils auront reconnus pour tels.

Rien de droit divin que le bien de la République.

Je pourrois étendre ces conséquences à beaucoup d'autres objets : mais je m'arrête ici, protestant que, si dans ce que j'ai dit, il y a

quelque chose de contraire au bon ordre d'une société raisonnable, et à la félicité des citoyens, je le rétracte; quoique j'aie peine à me persuader que les nations puissent s'éclairer et ne pas sentir un jour la vérité de mes principes. Au reste, je préviens mon lecteur, que je n'ai parlé que de la religion extérieure. Quant à l'intérieure, l'homme n'en doit compte qu'à Dieu. C'est un secret entre lui et celui qui l'a tiré du néant et qui peut l'y replonger.

Maintenant, si nous revenons sur nos pas, nous trouverons que tous les gouvernemens sont compris sous quelqu'une des formes que nous avons décrites, et qui sont diversement modifiées, par la situation locale, la masse de la population, l'étendue du territoire, l'influence des opinions et des occupations, les relations extérieures et la vicissitude des événemens qui agissent sur l'organisation des corps politiques, comme l'impression des fluides environnans agit sur les corps physiques.

Ne croyez pas, comme on le dit souvent, que les gouvernemens soient à-peu-près les mêmes, sans autre différence que celle du caractère des hommes qui gouvernent. Cette maxime est peut-être vraie dans les gouvernemens absolus, chez les nations qui n'ont pas

en elles-mêmes le principe de leur volonté. Elles prennent le pli que le prince leur donne : élevées, fières et courageuses sous un monarque actif, amoureux de la gloire : indolentes et mornes sous un roi superstitieux : pleines d'espérance ou de crainte, sous un jeune prince : de foiblesse et de corruption sous un vieux despote ; ou plutôt alternativement confiantes et lâches, sous les ministres que l'intrigue suscite. Dans ces états, le gouvernement prend le caractère de l'administration : mais dans les états libres, l'administration prend le caractère du gouvernement.

Quoi qu'il en soit de la nature et du ressort des constitutions qui gouvernent les hommes, l'art de la législation étant celui qui demande le plus de perfection, est aussi le plus digne d'occuper les meilleurs génies. La science du gouvernement ne contient pas des vérités isolées, ou plutôt elle n'a pas un seul principe qui ne tienne à toutes les branches de l'administration.

L'état est une machine très-compliquée, qu'on ne peut monter ni faire agir sans en connoître toutes les pièces. On n'en sauroit presser ou relâcher une seule, que toutes les autres n'en

soient dérangées. Tout projet utile pour une classe de citoyens ou pour un moment de crise, peut devenir funeste à toute la nation, et nuisible pour un long avenir. Détruisez ou dénaturez un grand corps, ces mouvemens convulsifs qu'on appelle coups d'état, agiteront la masse nationale, qui s'en ressentira peut-être durant des siècles. Toutes les innovations doivent être insensibles, naître du besoin, être inspirées par une sorte de cri public, ou du moins s'accorder avec le vœu général. Anéantir ou créer tout-à-coup, c'est empirer le mal et corrompre le bien. Agir sans consulter la volonté générale, sans recueillir, pour ainsi dire, la pluralité des suffrages dans l'opinion publique; c'est aliéner les cœurs et les esprits, tout décréditer, même le bon et l'honnête.

L'Europe auroit à desirer que les souverains, convaincus de la nécessité de perfectionner la science du gouvernement, voulussent imiter un établissement de la Chine. Dans cet empire, on distingue les ministres en deux classes, celle des *penseurs* et celle des *signeurs*. Tandis que la dernière est occupée du détail et de l'expédition des affaires, la première n'a d'autre travail que de former des projets, ou d'examiner

ceux qu'on lui présente. Au sentiment des admirateurs du gouvernement Chinois, c'est la source de tous les réglemens judicieux qui font régner dans ces régions la législation la plus savante, par l'administration la plus sage. Toute l'Asie est sous le despotisme : mais en Turquie, en Perse, c'est le despotisme de l'opinion par la religion ; à la Chine, c'est le despotisme des loix par la raison. Chez les Mahométans, on croit à l'autorité divine du prince : chez les Chinois, on croit à l'autorité naturelle de la loi raisonnée. Mais dans ces empires, c'est la persuasion qui meut les volontés.

Dans l'heureux état de police et de lumière où l'Europe est parvenue, on sent bien que cette conviction des esprits, qui opère une obéissance libre, aisée et générale, ne peut venir que d'une certaine évidence de l'utilité des loix. Si les gouvernemens ne veulent pas soudoyer des *penseurs*, qui peut-être deviendroient suspects ou corrompus dès qu'ils seroient mercenaires ; qu'ils permettent du moins aux esprits supérieurs de veiller en quelque sorte sur le bien public. Tout écrivain de génie est magistrat né de sa patrie. Il doit l'éclairer, s'il le peut. Son droit, c'est son talent. Citoyen obscur ou distingué, quels que soient son rang

ou sa naissance, son esprit toujours noble, prend ses titres dans ses lumières. Son tribunal, c'est la nation entière; son juge est le public, non le despote qui ne l'entend pas, ou le ministre qui ne veut pas l'écouter.

Toutes ces vérités ont leurs limites, sans doute; mais il est toujours plus dangereux d'étouffer la liberté de penser, que de l'abandonner à sa pente, à sa fougue. La raison et la vérité triomphent de l'audace des esprits ardens, qui ne s'emportent que dans la contrainte, et ne s'irritent que de la persécution. Rois et ministres, aimez le peuple; aimez les hommes, et vous serez heureux. Ne craignez alors ni les esprits libres et chagrins, ni la révolte des méchans. Celle des cœurs est bien plus dangereuse: car la vertu s'aigrit et s'indigne jusqu'à l'atrocité. Caton et Brutus étoient vertueux; ils n'eurent à choisir qu'entre deux grands attentats, le suicide ou la mort de César.

Souvenez-vous que l'intérêt du gouvernement n'est que celui de la nation. Quiconque divise en deux cet intérêt si simple, le connoît mal, et ne peut qu'y préjudicier.

L'autorité divise ce grand intérêt, lorsque

les volontés particulières sont substituées à l'ordre établi. Les loix et les loix seules doivent régner. Cette règle universelle n'est pas un joug pour le citoyen, mais une force qui le protége, une vigilance qui assure sa tranquillité. Il se croit libre ; et cette opinion qui fait son bonheur, décide de sa soumission. Les fantaisies arbitraires d'un administrateur inquiet et entreprenant viennent-elles renverser cet heureux système? les peuples qui par habitude, par préjugé ou par amour-propre sont assez généralement portés à regarder le gouvernement sous lequel ils vivent comme le meilleur de tous, perdent une illusion que rien ne peut remplacer.

L'autorité divise ce grand intérêt, lorsqu'elle persévère opiniâtrément dans une erreur où elle est tombée. Qu'un fol orgueil ne l'aveugle pas, et elle verra que des variations qui la rameneront au vrai et au bon, loin d'affoiblir ses ressorts, les fortifieront. Revenir d'une méprise dangereuse, ce n'est pas se démentir, ce n'est pas étaler aux peuples l'inconstance du gouvernement : c'est leur en démontrer la sagesse et la droiture. Si leur respect devoit diminuer, ce seroit pour la puissance qui ne

connoîtroit

connoîtroit jamais ses torts ou les justifieroit toujours, et non pour celle qui les avoueroit et s'en corrigeroit.

L'autorité divise ce grand intérêt, lorsqu'elle sacrifie à l'éclat terrible et passager des exploits guerriers, la tranquillité, l'aisance et le sang des peuples. Vainement cherche-t-on à justifier ces penchans destructeurs par des statues et des inscriptions. Ces monumens de l'arrogance et de la flatterie seront détruits un jour par le tems, ou renversés par la haine. Il n'y aura de mémoire respectée que celle du prince qui aura préféré la paix qui devoit rendre ses sujets heureux, à des victoires qui n'eussent été que pour lui; qui aura regardé son empire comme sa famille; qui n'aura usé de son pouvoir que pour l'avantage de ceux qui le lui avoient confié. Son nom et son caractère seront généralement chéris. Les pères instruiront leur postérité du bonheur dont ils ont joui. Ces enfans le rediront à leurs neveux; et ce délicieux souvenir conservé d'âge en âge se perpétuera dans chaque foyer, et dans tous les siècles.

L'autorité divise ce grand intérêt, lorsque celui aux mains de qui la naissance ou l'élection ont mis les rênes du gouvernement, les

laisse flotter au gré d'un hasard aveugle ; lorsqu'il préfère un lâche repos à la dignité, à l'importance des fonctions dont il a été chargé. Son inaction est un crime, est une infamie. L'indulgence qu'on auroit eue pour ses fautes, on la refusera justement à son indolence. Cette sévérité sera d'autant plus légitime, que son caractère l'aura décidé à se laisser remplacer par les premiers ambitieux qui se seront offerts, et presque nécessairement par des hommes incapables. Eût-il eu le bonheur infiniment rare de faire un bon choix, il seroit encore impardonnable, parce qu'il n'est pas permis de se décharger de ses devoirs sur d'autres. Il mourra sans avoir vécu. Son nom sera oublié ; ou si l'on se souvient de lui, ce sera comme de ces rois fainéans dont l'histoire a dédaigné avec raison de compter les années.

L'autorité divise ce grand intérêt, lorsque les places qui décident du repos public sont confiées à des intrigans vils et corrompus, lorsque la faveur obtient les récompenses dues aux services. Alors sont brisés ces ressorts puissans qui assurent la grandeur et la durée des empires. Toute émulation s'éteint. Les citoyens éclairés et laborieux se cachent ou se retirent. Les méchans, les audacieux se

montrent insolemment et prospèrent. La présomption, l'intérêt, les passions les plus désordonnées mènent tout, décident de tout. On compte pour rien la justice. La vertu tombe dans l'avilissement : et les bienséances, qui pourroient en quelque sorte la remplacer, sont regardées comme des préjugés antiques, comme des usages ridicules. Le découragement au-dedans, l'opprobre au-dehors : voilà ce qui reste à une nation autrefois puissante et respectée.

Un bon gouvernement peut quelquefois faire des mécontens : mais quand on fait beaucoup de malheureux sans aucune sorte de prospérité publique, c'est alors que le gouvernement est vicieux de sa nature.

Le genre-humain est ce qu'on veut qu'il soit; c'est la manière dont on le gouverne, qui le décide au bien ou au mal.

Un état ne doit avoir qu'un objet ; et cet objet est la félicité publique. Chaque état a sa manière d'aller à ce but ; et cette manière est son esprit, son principe auquel tout est subordonné.

Un peuple ne sauroit avoir d'industrie pour les arts, ni de courage pour la guerre, sans confiance et sans amour pour le gouvernement.

Mais dès que la crainte a rompu tous les autres ressorts de l'ame, une nation n'est plus rien, un prince est exposé à mille entreprises au-dehors, à mille dangers au-dedans. Méprisé de ses voisins, haï de ses sujets, il doit trembler jour et nuit sur le sort de son royaume et sur sa propre vie. C'est un bonheur pour une nation, que le commerce, les arts et les sciences y fleurissent. C'est même un bonheur pour ceux qui la gouvernent, quand ils ne veulent pas la tyranniser. Rien n'est si facile à conduire que des esprits justes : mais rien ne hait autant qu'eux la violence et la servitude. Donnez des peuples éclairés aux monarques ; laissez les brutes aux despotes.

Le despotisme s'élève avec des soldats, et se dissout par eux. Dans sa naissance, c'est un lion qui cache ses griffes pour les laisser croître. Dans sa force, c'est un frénétique qui déchire son corps avec ses bras. Dans sa vieillesse, c'est Saturne qui, après avoir dévoré ses enfans, se voit honteusement mutilé par sa propre race.

Le gouvernement peut se diviser en législation et en politique. La législation agit au-dedans, et la politique au-dehors.

III. *Politique.*

Les peuples sauvages et chasseurs ont plutôt une politique qu'une législation. Gouvernés chez eux par les mœurs et l'exemple, ils n'ont des conventions ou des loix que de nation à nation. Des traités de paix ou d'alliance font tout leur code.

Telles étoient à-peu-près les sociétés des tems anciens. Séparés par des déserts, sans communication de commerce ou de voyages, ces peuples n'avoient que des intérêts du moment à démêler. Finir une guerre en fixant les limites d'un état, c'étoit toutes leurs négociations. Comme il s'agissoit de persuader une nation, et non de corrompre une cour par les maîtresses ou les favoris du prince, ils employoient des hommes éloquens ; et le nom d'orateur étoit synonyme à celui d'ambassadeur.

Dans le moyen âge, où tout jusqu'à la justice, se décidoit par la force ; où le gouvernement gothique divisoit par les intérêts tous les petits états qu'il multiplioit par sa constitution, les négociations n'avoient guère d'influence sur des peuples isolés et farouches, qui ne connoissoient d'autre droit que la

guerre, ni des traités, que pour des trèves ou des rançons.

Durant ce long période d'ignorance et de férocité, la politique fut toute concentrée à la cour de Rome. Ell y étoit née des artifices qui avoient fondé le gouvernement des papes. Comme les pontifes influoient par les loix de la religion et par les règles de la hiérarchie, sur un clergé très-nombreux que le prosélytisme étendoit sans cesse au loin dans tous les états chrétiens, la correspondance qu'ils entretenoient avec les évêques, établit de bonne heure à Rome, un centre de communication de toutes ces églises ou de ces nations. Tous les droits étoient subordonnés à une religion qui dominoit exclusivement sur les esprits ; elle entroit dans presques toutes les entreprises, ou comme motif, ou comme moyen ; et les papes ne manquoient jamais, par les émissaires Italiens qu'ils avoient placés dans les prélatures de la chrétienté, d'être instruits de tous les mouvemens, et de profiter de tous les événemens. Ils y avoient le plus grand intérêt : celui de parvenir à la monarchie universelle. La barbarie des siècles où ce projet fut conçu, n'en obscurcit point l'éclat et la sublimité. Quelle audace d'esprit

pour soumettre sans troupes des nations toujours armées ! Quel art de rendre respectable et sacrée la foiblesse même du clergé ! Quelle adresse à remuer, à secouer les trônes les uns après les autres, pour les tenir tous dans la dépendance ! Un dessein si profond et si vaste ne pouvant s'exécuter qu'autant qu'il n'est pas manifesté, ne sauroit convenir à une monarchie héréditaire, où les passions des rois et les intrigues des ministres, mettent tant d'instabilité dans les affaires. Ce projet, et le plan général de conduite qu'il exige, ne pouvoient naître que dans un gouvernement électif, où le chef est pris dans un corps toujours animé du même esprit, imbu des mêmes mêmes maximes; où une cour arristocratique gouverne le prince, plutôt qu'elle ne se laisse gouverner par lui.

Pendant que la politique Italienne épioit dans toute l'Europe, et saisissoit les occasion d'aggrandir et d'affermir le pouvoir ecclésiastique, chaque souverain voyoit avec indifférence les révolutions qui se passoient au-dehors. La plupart étoient trop occupés à cimenter leur autorité dans leurs propres états, à disputer les branches du pouvoir a[illegible] différens corps qui en étoient en possessi[illegible]n, ou

qui luttoient contre la pente naturelle de la monarchie au despotisme : ils n'étoient pas assez maîtres de leur propre héritage, pour s'occuper des affaires de leurs voisins.

Le quinzième siècle fit éclorre un autre ordre de choses. Quand les princes eurent rassemblé leurs forces, ils voulurent les mesurer. Jusqu'alors, les nations ne s'étoient fait la guerre que sur leurs frontières. Le tems de la campagne se passoit à assembler les troupes que chaque baron levoit toujours lentement. C'étoient des escarmouches entre des partis, et non des batailles entre des armées. Quand un prince, par des alliances ou des héritages, eut acquis des domaines en différens états ; les intérêts se confondirent, et les peuples se brouillèrent. Il fallut des troupes réglées à la solde du monarque, pour aller défendre au loin des possessions qui n'appartenoient pas à l'état. La couronne d'Angleterre cessa d'avoir des provinces au cœur de la France ; mais celle de l'Espagne acquit des droits en Allemagne, et celle de France forma des prétentions en Italie. Dès-lors toute l'Europe fut dans une alternative perpétuelle de guerre et de négociation.

L'ambition, les talens, les rivalités de Charles-Quint et de François I, donnèrent naissance au systême actuel de la politique moderne. Avant ces deux rois, les deux nations Espagnole et Française s'étoient disputé le royaume de Naples, au nom des maisons d'Aragon et d'Anjou. Leurs querelles avoient excité une fermentation dans toute l'Italie, et la république de Venise étoit l'ame de cette réaction intestine contre deux puissances étrangères. Les Allemands prirent part à ces mouvemens, ou comme auxiliaires, ou comme intéressés. L'empereur et le pape s'y engagèrent avec presque toute la chrétienté. Mais François I et Charles-Quint attachèrent à leur sort les regards, les inquiétudes et la destinée de l'Europe. Toutes les puissances semblèrent se partager entre deux maisons rivales, pour affoiblir tour à tour la dominante. La fortune seconda l'habileté, la force et la ruse de Charles-Quint. Plus ambitieux et moins voluptueux que François I, son caractère emporta l'équilibre, et l'Europe pencha de son côté, mais ne plia pas sans retour.

Philippe II, qui avoit bien toutes les intrigues, mais non les vertus militaires de son

père, hérita des projets et des vues de son ambition, et trouva des tems favorables à son agrandissement. Il épuisa son royaume d'hommes et de vaisseaux, même d'argent, lui qui avoit les mines du Nouveau-Monde; et laissa une monarchie plus vaste, mais l'Espagne plus foible qu'elle n'avoit été sous son père.

Son fils crut renouer les chaînes de l'Europe, en s'alliant à la branche de sa maison qui régnoit en Allemagne. Philippe II s'en étoit détaché par négligence; Philippe II reprit ce fil de politique. Mais il suivit du reste les principes erronés, étroits, superstitieux et pédantesques de son prédécesseur. Au-dedans, beaucoup de formalités, mais point de règle, point d'économie. L'église ne cessa de dévorer l'état. L'inquisition, ce monstre informe, qui cache sa tête dans les cieux et ses pieds dans les enfers, tarit la population dans sa racine, tandis que les guerres et les colonies en moissonnoient la fleur. Au-dehors, toujours la même ambition, avec des moyens plus mal-adroits. Téméraire et précipité dans ses entreprises, lent et opiniâtre dans l'exécution, Philippe III réunit tous les défauts qui se nuisent, et font tout avorter, tout échouer. Il épuisa le peu de vie et de vi-

gneur qui lui restoit au tronc de la monarchie. Richelieu profita de cette foiblesse de l'Espagne, de la foiblesse du roi qui maîtrisoit, pour remplir son siècle de ses intrigues, et la postérité de son nom. L'Allemagne et l'Espagne étoient comme liées par la maison d'Autriche : à cette ligue, il opposa par contrepoids celle de la France avec la Suède. Ce systême auroit été l'ouvrage de son tems, il n'avoit pas été celui de son génie. Gustave Adolphe enchaîna tout le Nord à la suite de ses victoires. L'Europe entière concourut à l'abaissement de l'orgueil Autrichien ; et la paix des Pyrennées fit passer les honneurs de la prépondérance de l'Espagne à la France.

On avoit accusé Charles-Quint d'aspirer à la monarchie universelle ; on accusa Louis XIV de la même ambition. Mais ni l'un ni l'autre ne conçut un projet si haut, si téméraire. Ils avoient tous les deux passionnément à cœur d'étendre leur empire en élevant leurs familles. Cette ambition est également naturelle aux princes ordinaires, nés sans aucun talent, et aux monarques d'un esprit supérieur, qui n'ont point de vertus ou de morale. Mais ni Charles-Quint, ni Louis XIV n'avoient cette détermination

cette impulsion de l'ame à tout braver, qui fait les héros conquerans : ils n'avoient rien d'Alexandre. Cependant on prit, l'on sema des alarmes utiles. On ne sauroit les concevoir, les répandre trop tôt, quand il s'élève des puissances formidables à leurs voisins. C'est entre les nations sur-tout, c'est à l'égard des rois que la crainte opère la sûreté.

Quand Louis XIV voulut regarder autour de lui, peut-être dut-il être étonné de se voir plus puissant qu'il ne le croyoit. Sa grandeur venoit en partie du peu de concert qui régnoit entre les forces et les mesures de ses ennemis. L'Europe avoit bien senti le besoin d'un lien commun, mais n'en avoit pas trouvé le moyen. En traitant avec ce monarque, fier des succès et vain des éloges, on croyoit gagner beaucoup que de ne pas tout perdre. Enfin les insultes de la France multipliées avec ses victoires; la pente de ses intrigues à diviser tout, pour dominer seule; le mépris pour la foi des traités; son ton de hauteur et d'autorité, achevèrent de changer l'envie en haine, de répandre l'inquiétude. Les princes mêmes qui avoient vu sans ombrage ou favorisé l'accroissement de sa puissance, sentirent la nécessité de réparer cette

erreur de politique, et comprirent qu'il falloit combiner et réunir entr'eux une masse de forces supérieures à la sienne pour l'empêcher de tyranniser les nations.

Des ligues se formèrent, mais long-tems sans effet. Un seul homme sût les conduire et les animer. Echauffé de cet esprit public, qui ne peut entrer que dans les ames grandes et vertueuses, ce fût un prince, mais né dans une république, qui se pénétra pour l'Europe entière de l'amour de la liberté, si naturel aux esprits justes. Cet homme tourna son ambition vers l'objet le plus élevé, le plus digne du tems où il vivoit. Jamais son intérêt ne put le détourner de l'intérêt public. Avec un courage qui étoit tout à lui, il sut braver les défaites qu'il prévoyoit; attendant moins de succès de ses talens militaires, qu'une heureuse issue de sa patience et de son activité politique. Telle étoit la situation des choses, lorsque la succession au trône d'Espagne mit l'Europe en feu.

Depuis l'empire des Perses et celui des Romains, jamais une si riche proie n'avoit tenté l'ambition. Le prince qui auroit pu la joindre à sa couronne, seroit monté naturellement à cette monarchie universelle, dont le fan-

tôme épouvantoit tous les esprits. Il falloit donc empêcher que ce trône n'échût à une puissance déjà formidable, et tenir la balance égale entre les maisons d'Autriche et Bourbon, qui seules y pouvoient aspirer par le droit du sang.

Des hommes versés dans la connoissance des mœurs et des affaires de l'Espagne, ont prétendu, si l'on en croit Bolingbrock, que sans les hostilités que l'Angleterre et la Hollande excitèrent alors, on eût vu Philippe V aussi bon Espagnol que les Philippe ses prédécesseurs, et que le conseil de France n'auroit eu aucune influence sur l'administration d'Espagne : mais que la guerre faite aux Espagnols pour leur donner un maître, les obligea de recourir aux flottes et aux armées d'une couronne qui seule pouvoit les aider à prendre un roi qui leur convînt. Cette idée profonde et juste a été confirmée par un demi-siècle d'expérience. Jamais le génie Espagnol n'a pu s'accommoder au goût Français. L'Espagne, par le caractère de ses habitans, semble moins appartenir à l'Europe qu'à l'Afrique.

Cependant les événemens répondirent au vœu général. Les armées et les conseils de

la quadruple alliance, prirent un égal ascendant sur l'ennemi commun. Au lieu de ces campagnes languissantes et malheureuses qui avoient éprouvé, mais non rebuté le prince d'Orange, on vit toutes les opérations réussir aux confédérés. La France, à son tour, partout humiliée et défaite, touchoit à sa ruine, lorsque la mort de l'empereur la releva.

Alors on sentit que l'archiduc Charles venant à hériter de tous les états de la maison d'Autriche, s'il joignoit les Espagnes et les Indes à ce grand héritage, surmonté de la couronne Impériale, auroit dans ses mains cette même puissance exorbitante que la guerre arrachoit à la maison de Bourbon. Les ennemis de la France s'obstinoient cependant à détrôner Philippe V, sans songer à celui qui rempliroit sa place ; tandis que les vrais politiques, malgré leurs triomphes, se lassoient d'une guerre, dont les succès devenoient toujours des maux, quand ils cessoient d'être des remèdes.

Cette diversité d'opinions brouilla les alliés ; et cette dissention empêcha que la paix d'Utrecht n'eût pour eux tous les fruits qu'ils devoient se promettre de leurs prospérités. Les meilleures barrières dont on pouvoit cou-

vrir les provinces des alliés, étoit de découvrir les frontières de la France. Louis XIV avoit employé quarante ans à les fortifier, et ses voisins avoient vu tranquillement élever ces boulevards qui les menaçoient à jamais. Il falloit les démolir : car toute puissance forte qui se met en défense, projette d'attaquer. Philippe resta sur le trône d'Espagne; et les bords du Rhin, la Flandre, restèrent fortifiés.

Depuis cette époque, aucune occasion ne s'est présentée pour réparer l'imprudence commise à la paix d'Utrecht. La France a toujours conservé sa supériorité dans le continent : mais la fortune en a souvent diminué les influences. Les bassins de la balance politique ne seront jamais dans un parfait équilibre, ni assez justes pour déterminer les degrés de puissance, avec une exacte précision. Peut-être même ce système d'égalité n'est-il qu'une chimère? La balance ne peut s'établir que par des traités, et les traités n'ont aucune solidité, tant qu'ils ne sont faits qu'entre des souverains absolus, et non entre des nations. Ces actes doivent subsister entre des peuples parce qu'ils ont pour objet la paix et la sûreté qui sont leurs plus grands biens :

mais un despote sacrifie toujours ses sujets à son inquiétude, et ses engagemens à son ambition.

Mais ce n'est pas uniquement la guerre qui décide de la prépondérance des nations, comme on l'a cru jusqu'à nos jours. Depuis un demi-siècle le commerce y a beaucoup plus influé. Tandis que les puissances du continent mesuroient et partageoient l'Europe en portions inégales; que la politique, par ses ligues, ses traités et ses combinaisons, mettoit toujours en équilibre; un peuple maritime formoit, pour ainsi dire, un nouveau système, soumettoit par son industrie la terre à la mer; comme la nature l'y a soumise elle-même par ses loix. Elle créoit ou développoit ce vaste commerce qui a pour base une excellente agriculture, des manufactures florissantes, et les plus riches possessions des quatre parties du monde. C'est cette espèce de monarchie universelle que l'Europe doit ôter à l'Angleterre, en redonnant à chaque état maritime la liberté, la puissance qu'il a droit d'avoir sur l'élément qui l'environne. C'est un système de bien public, fondé sur l'équité naturelle. Ici la justice est l'expression de l'intérêt général. On

ne sauroit trop avertir les peuples de reprendre toutes les forces, et d'employer les ressources que leur offrent le climat et le sol qu'ils habitent, pour acquérir l'indépendance nationale et individuelle où ils sont nés.

Si les lumières étoient assez répandues en Europe, et que chaque nation connût ses droits et ses vrais biens, ni le continent, ni l'océan ne se feroient mutuellement la loi : mais il s'établiroit une influence réciproque entre les peuples de la terre et de la mer, un équilibre d'industrie et de puissance, qui les feroit tous communiquer ensemble pour l'utilité générale. Chacun cultiveroit et recueilleroit sur l'élément qui lui est propre. Les divers états auroient cette liberté d'exportation et d'importation qui doit régner entre les provinces d'un même empire.

Une grande erreur domine dans la politique moderne : c'est celle d'affoiblir, autant qu'on peut, ses ennemis. Mais aucune nation ne peut travailler à la ruine des autres, sans préparer et avancer son asservissement. Sans doute, il est des momens où la fortune offre tout-à-coup un grand accroissement de puissance à un peuple : mais une prospérité subite est peu durable. Souvent il vaudroit mieux

soutenir des rivaux, que de les opprimer. Sparte refusa de rendre Athènes esclave; et Rome se repentit d'avoir détruit Carthage.

Cette élévation de sentimens épargneroit bien des mensonges, bien des crimes à la politique, qui, depuis deux ou trois siècles, a eu des objets plus variés et plus importans. Son action étoit autrefois très-resserrée. Rarement passoit-elle les frontières de chaque peuple. Sa sphère s'est singulièrement agrandie à mesure que les nations les plus éloignées les unes des autres ont formé des liaisons entre-elles. Elle a sur-tout reçu un accroissement immense, lorsque, par des découvertes heureuses, ou malheureuses, toutes les parties de l'univers ont été subordonnées à celle que nous habitons.

Comme l'étendue qu'acquéroit la politique multiplioit ses opérations, chaque puissance crut convenable à ses intérêts de fixer dans les cours étrangères des agens qui n'y avoient été employés que pour un tems fort court. L'habitude de traiter sans interruption, donna naissance à des maximes inconnues jusqu'à cette époque. A la franchise, à la célérité des négociations passagères, succédèrent des longueurs et des ruses. On se tâta; on s'étudia;

on chercha à se lasser, à se surprendre réciproquement. Les secrets qui n'avoient pu être pénétrés, devinrent le prix de l'or; et la corruption acheva ce que l'intrigue avoit commencé.

Il paroissoit nécessaire d'offrir des alimens continuels à cet esprit d'inquiétude qu'on avoit versé dans l'ame de tous les ambassadeurs. Semblable à l'insecte insidieux qui fabrique ses filets dans l'obscurité, la politique tendit sa toile au milieu de l'Europe, et l'attacha en quelque manière à toutes les cours. On n'en peut toucher aujourd'hui un seul fil, sans les tirer tous. Le moindre souverain a quelque intérêt caché, dans les traités entre les grandes puissances. Deux petits princes d'Allemagne ne peuvent faire l'échange d'un fief ou d'un domaine, sans être croisés ou secondés par les cours de Vienne, de Versailles ou de Londres. Il faut négocier des années entières dans tous les cabinets, pour un léger arrondissement de terrein. Le sang des peuples est la seule chose qu'on ne marchande pas. Une guerre est décidée en deux jours, une paix traîne des années entières. Cette lenteur dans les négociations, qui vient de la nature des affaires, tient encore au caractère des négociateurs.

La plupart sont des ignorans qui traitent avec quelques hommes instruits. Le chancelier Oxenstiern ordonnoit à son fils de se disposer à partir pour la Westphalie, où devoient se pacifier les troubles de l'empire.... *Mais*, répondit le jeune homme, *je n'ai fait aucune étude préliminaire à cette importante commission..... Je vous y préparerai*, lui répliqua son père. Quinze jours après, sans avoir parlé depuis à son fils, Oxenstiern lui dit : *Mon fils, vous partirez demain .... Mais, mon père, vous m'aviez promis de m'instruire, et vous n'en avez rien fait ? . . . . Allez toujours*, ajouta l'expérimenté ministre, en haussant les épaules, *et vous verrez par quels hommes le monde est gouverné.* Il y a peut-être deux ou trois cabinets sages et judicieux en Europe. Tout le reste est livré à des intrigans, parvenus au maniement des affaires par les passions et les plaisirs honteux d'un maître et de ses maîtresses. Un homme arrive à l'administration, sans la connoître, prend le premier système qu'on offre à son caprice ; le suit sans l'entendre, avec d'autant plus d'entêtement qu'il y apporte moins de lumières ; renverse tout l'édifice de ses prédécesseurs pour jetter les fondemens du sien qui n'ira pas à hauteur

d'appui. Le premier mot de Richelieu, ministre, fut : *le conseil a changé de maximes.* Ce mot qui se trouva bon une fois dans la bouche d'un seul homme, peut-être n'est-il pas un des successeurs de Richelieu qui ne l'ait dit ou pensé. Tous les hommes publics ont la vanité, non-seulement de mesurer le faste de leur dépense, de leur ton et de leur air, à la hauteur de leur place : mais aussi d'enfler l'opinion qu'ils ont de leur esprit, par l'influence de leur autorité.

Quand une nation est grande et puissante, que doivent être ceux qui la gouvernent ? La cour et le peuple le disent, mais en deux sens bien opposés. Les ministres ne voient dans leur place que l'étendue de leurs droits ; le peuple n'y voit que l'étendue de leurs devoirs. Le peuple a raison, parce qu'enfin les devoirs et les droits de chaque gouvernement devroient être réglés par les besoins et les volontés de chaque nation. Mais ce principe de droit naturel n'est point applicable à l'état social. Comme les sociétés, quelle que soit leur origine, sont gouvernées presque toutes par l'autorité d'un seul homme, les mesures de la politique sont subordonnées au caractère des princes.

Qu'un roi soit foible et changeant, son gouvernement variera comme ses ministres, et sa politique avec son gouvernement. Il aura tour-à-tour des ministres aveugles, éclairés, fermes, légers, fourbes, ou sincères, durs ou humains, enclins à la guerre ou à la paix; tels en un mot que la vicissitude des intrigues les lui donnera. Un tel gouvernement n'aura ni système, ni suite dans sa politique. Avec un tel gouvernement, tous les autres ne pourront asseoir des vues et des mesures constantes. La politique alors ne peut qu'aller selon le vent du jour et du moment; c'est-à-dire, selon l'humeur du prince. On ne doit avoir que des intérêts momentanés et des liaisons subordonnées à l'instabilité du ministère, sous un règne foible et changeant.

Une autre cause de cette instabilité, c'est la jalousie réciproque des dépositaires de l'autorité royale. L'un, contre le témoignage de sa conscience et de ses lumières, croise, par une basse jalousie, une opération utile dont la gloire appartiendroit à son rival. Le lendemain celui ci joue un rôle aussi infâme. Le souverain accorde alternativement ce qu'il avoit refusé, ou refuse ce qu'il avoit accordé. Il sera toujours facile au négociateur de dé-

viner quel est de ses ministres le dernier qu'il a consulté, mais il lui est impossible de pressentir quel sera son dernier avis. Dans cette perplexité, à qui s'adressera-t-il? A l'avarice et aux femmes, s'il est envoyé dans une contrée gouvernée par un homme. A l'avarice et aux hommes, s'il est envoyé dans une contrée gouvernée par une femme. Il abdiquera le rôle d'ambassadeur ou de député pour prendre celui de corrupteur, le seul qui puisse lui réussir. C'est l'or : et quoi encore? l'or qu'il substituera à la plus profonde politique. Mais si, par un hasard dont il n'y a peut-être aucun exemple, l'or manque son effet, que fera-t-il? Il ne lui reste qu'à solliciter son rappel.

Mais le sort des nations et l'intérêt politique sont bien différens dans les gouvernemens républicains. Là, comme l'autorité réside dans la masse ou dans le corps du peuple, il y a des principes et des intérêts publics qui dominent dans les négociations. Il ne faut pas alors borner l'étendue d'un systême à la durée d'un ministère, ou à la vie d'un seul homme. L'esprit général qui vit et se perpétue dans la nation est la seule règle des négociations. Ce n'est pas

pas qu'un citoyen puissant, un démagogue éloquent, ne puisse entraîner quelquefois un gouvernement populaire dans un écart politique : mais on en revient aisément. Là, les fautes sont des leçons, comme les succès. Ce sont de grands événemens, et non des hommes, qui font époque dans l'histoire des républiques. Il est inutile de vouloir surprendre un traité de paix ou d'alliance par la ruse ou par l'intrigue, avec un peuple libre. Ses maximes le ramènent toujours à ses intérêts permanens, et tous les engagemens y cèdent à la loi suprême. Là, c'est le salut du peuple qui fait tout, tandis qu'ailleurs c'est le bon plaisir du maître.

Ce contraste de maximes politiques a rendu suspectes ou odieuses les constitutions populaires à tous les souverains absolus. Ils ont craint que l'esprit républicain n'arrivât jusqu'à leurs sujets, dont tous les jours ils appesantissent de plus en plus les fers. Aussi s'apperçoit-on d'une conspiration secrète entre toutes les monarchies, pour détruire et sapper insensiblement les états libres. Mais la liberté naîtra du sein de l'oppression. Elle est dans tous les cœurs : elle passera, par les écrits publics, dans les ames éclairées;

et par la tyrannie, dans l'ame du peuple. Tous les hommes sentiront enfin, et le jour du réveil n'est pas loin, ils sentiront que la liberté est le premier don du ciel, comme le premier germe de la vertu. Les instrumens du despotisme en deviendront les destructeurs; et les ennemis de l'humanité, ceux qui semblent aujourd'hui n'être armés que pour l'exterminer, combattront un jour pour sa défense.

IV. *Guerre.*

Ici j'allois parler de la guerre, ou de cette fureur qui, allumée par l'injustice, par l'ambition ou par la vengeance, rassemble autour de deux chefs ennemis une multitude d'hommes armés, les précipite les uns sur les autres, trempe la terre de leur sang, la jonche de leurs cadavres, et prépare la pâture aux animaux qui les suivent, mais qui sont moins féroces qu'eux.

Tout-à-coup je me suis arrêté, et me suis demandé, qu'est ce que la paix Existe-t-elle? Ici, au centre de ma propre cité, une multitude d'intérêts opposés aux miens me pressent, et je les repousse. J'ai passé les limites de l'espace que j'appelle ma patrie; on me regarde avec inquiétude; on s'ap-

proche de moi ; on m'interroge ; qui es-tu ? d'où viens-tu ? où vas-tu ? J'obtiens un lit, et j'allois prendre un peu de repos, lorsqu'un cri subit me force de m'éloigner. Je suis proscrit, si je reste ; et demain des assassins, qui parlent ma langue incendieront l'asyle où je fus reçus, égorgeront celui qui me traita comme un concitoyen. La curiosité ou le desir de m'instruire me promène dans une autre contrée ; je l'observe, je deviens suspect, et un espion s'attache à mes pas. Ai-je le malheur, d'adorer Dieu à ma manière qui n'est pas celle du pays ? le prêtre et le bourreau m'environnent ; je m'enfuis, en disant avec douleur : la paix ! Cette paix si desirée n'existe donc nulle part ?

Cependant l'homme de bien a ses rêves ; et j'avouerai, que, témoin des progrès des connoissances qui ont affoibli tant de préjugés, et porté dans les mœurs tant de douceur, je m'écriai : que l'esprit de discorde cesse ou se perpétue entre les nations, non, il n'est pas possible que l'art infernal des combats s'éternise ! Il tombera dans l'oubli. Les peuples qui le perfectionnèrent seront maudits ; et le moment où ces rédoutables instrumens de mort seront géné-

ralement brisés ne sauroit être fort éloigné. L'univers aura enfin en exécration ces odieux conquérans qui aimoient mieux être la terreur de leurs voisins que les pères de leurs sujets, et envahir des provinces que de gagner des cœurs; qui vouloient que les cris de la douleur fussent le seul hymne qui accompagnât leurs victoires; qui élevoient les monumens lugubres destinés à immortaliser leur fureur et leur vanité sur des campagnes qu'ils avoient dépouillées, sur des cités qu'ils avoient réduites en cendres, sur des cadavres que leur glaive avoit entassés; qui prétendoient que l'histoire de leur règne ne fût que le souvenir des maux qu'ils auroient faits. On ne trompera pas davantage l'humanité sur les sujets de son admiration. Aveugle et rampante, elle ne se prosternera plus devant ceux qui la fouloient aux pieds. Les fléaux seront regardés comme des fléaux; et des crimes éclatans cesseront d'occuper les veilles ou les talens des grands artistes. Les princes eux-mêmes partageront la sagesse de leur siècle. La voix de la philosophie ira réveiller au fond de leurs ames des sentimens trop long-tems assoupis, et leur inspirera de l'horreur et du mépris pour une

gloire sanguinaire. Ils seront affermis dans ces idées par les ministres de la religion, qui, usant du privilège sacré de leur état, les traîneront au tribunal du grand juge, où ils auroient à répondre des milliers de malheureux immolés à leurs haines ou à leurs caprices. S'il étoit arrêté dans les décrets du ciel que les souverains persévéreront dans leur frénésie, ces innombrables hordes d'assassins qu'on soudoie, jetteront leurs armes loin d'eux. Remplis d'une juste horreur pour leur détestable métier, d'une profonde indignation pour l'abus cruel qu'on faisoit de leurs bras et de leur courage, ils enverront leurs insensés despotes vuider eux-mêmes leurs querelles.

Mon illusion dura peu. Bientôt je pensai que les disputes des rois ne finiroient non plus que leurs passions, et qu'elles ne pourroient se décider que par le fer. Je pensai qu'on ne dégoûteroit jamais des horreurs de la guerre des peuples qui, tandisque toutes les cruautés, toutes les dévastations possibles s'exerçoient sans scrupule et sans remords sur le théâtre des discordes, trouvoient encore dans leurs paisibles foyers qu'il n'y avoit pas assez de sièges, assez de batailles, assez

de catastrophes pour satisfaire leur curiosité, pour amuser leur oisiveté. Je pensai qu'il n'y avoit rien de raisonnable et d'humain à se promettre d'un troupeau de bouchers subalternes qui, loin de s'abandonner au désespoir, de s'arracher les cheveux, de se détester et de verser de ruisseaux de larmes à l'aspect d'une vaste plaine, semée de membres déchirés, la traversoient d'un air triomphant, trempant leurs pieds dans le sang, marchant sur les cadavres de leurs amis, de leurs ennemis, et mêlant des chants d'allégresse aux accens plaintifs des moribonds. Il me sembla que j'entendois le discours d'un de ces tigres qui, mêlant la flatterie à la férocité, disoit à un monarque consterné à l'aspect d'un champ de bataille jonché de membres déchirés, palpitans et encore chauds : *Seigneur, ce n'est pas nous, ce sont ceux-là qui sont trop heureux*; et arrêta dans les yeux du jeune prince des larmes prêtes à couler, des larmes qu'il auroit dû hâter en lui disant : » Tiens, regarde les effets de ton ambition, » de ta foi, de tes fureurs, des nôtres; et » sens descendre sur tes joues les gouttes de » sang qui tombent du laurier dont nous » venons de ceindre ton front ». D'affli-

geantes réflexions me plongèrent dans la tristesse ; et ce fut pas sur-le-champ que je repris le fil de mes idées, et que je dis :

La guerre fut de tous les tems et de tous les pays : mais l'art militaire ne se trouve que dans certains siècles et chez quelques peuples. Les Grecs l'instituèrent et vainquirent toutes les forces de l'Asie. Les Romains le perfectionnèrent et conquirent le monde. Ces deux nations, dignes de commander à toutes les autres, puisqu'elles s'élevèrent par le génie et la vertu, dûrent leur supériorité à l'infanterie, où l'homme seul est dans toute sa force. Les phalanges et les légions menèrent par-tout la victoire sur leurs pas.

Lorsque la molesse eut fait prévaloir la cavalerie dans les armées, Rome perdit de sa gloire et de ses succès. Malgré la discipline de ses troupes, elle ne put résister à des nations barbares qui combattoient à pied.

Cependant ces hommes demi-sauvages, qui, avec les seules armes et les seules forces de la nature, avoient soumis l'empire le plus étendu et le plus policé de l'univers, ne tardèrent pas à changer aussi leur infanterie en cavalerie. Celle-ci fut proprement appellée

la bataille, ou l'armée. La noblesse, qui possédoit seule les terres et les droits, ces apanages de la victoire, voulut monter à cheval; et la populace esclave fut laissée à pied, presque sans armes et sans honneur.

Dans un tems où le cheval faisoit la distinction du gentilhomme; où l'homme n'étoit rien, et le chevalier étoit tout; où les guerres n'etoient que des irruptions, et les campagnes qu'une journée; où l'avantage étoit dans la célérité des marches; alors la cavalerie décidoit du sort des armées. Durant le treizième et le quatorzième siècles, l'Europe n'avoit, pour ainsi dire, que de la cavalerie. L'adresse et la force des hommes ne se montroient plus à la lutte, au ceste, dans l'exercice des bras et dans tous les muscles du corps: mais dans les tournois, à manier un cheval, à pousser une lance au galop. Ce genre de guerre, plus convenable à des Tartares errans qu'à des sociétés fixes et sédentaires, étoit un des vices du gouvernement féodal. Une race de conquerans, qui portoit par-tout ses droits dans son épée; qui mettoit sa gloire et son mérite dans ses armes; qui n'avoit d'autre occupation que la chasse, ne pouvoit guére aller qu'à cheval,

avec tout cet attirail d'orgueil et d'em ir dont un esprit grossier devoit la surcharger. Mais des troupes d'une cavalerie pesamment armées, que pouvoient-elles pour attaquer et défendre des châteaux et des villes, où l'on étoit gardé par des murs et des eaux ?

C'est cette imperfection de l'art militaire qui fit durer pendant des siècles une guerre sans interruption, entre la France et l'Angleterre. C'est faute de combattans, qu'on combattoit sans cesse. Il falloit des mois pour assembler, pour armer, pour mener en campagne des troupes qui n'y devoient rester que des semaines. Les rois ne pouvoient convoquer qu'un certain nombre de vasseaux, et à des tems marqués. Les seigneurs n'avoient droit d'appeller à leur bannière que quelques tenanciers, à de certaines conditions. Les formes et les règles emportoient tout le tems à la guerre, comme elles consument tout l'argent dans les tribunaux de ju tice. Enfin les Français, las d'avoir éternellement à repousser les Anglais, semblables au cheval qui implore le secours de l'homme contre le cerf, se laissèrent imposer le joug et le fardeau qu'ils port t aujourd'hui. Les rois levèrent, à leur olde,

des troupes toujours subsistantes. Charles VII, après avoir chassé les Anglais avec des mercenaires, quand il licencia son armée, conserva neuf mille hommes de cavalerie et seize mille hommes d'infanterie.

Ce fut là l'origine de l'abaissement de la noblesse, et de l'accroissement de la monarchie ; de la liberté politique de la nation au-dehors, mais de sa servitude civile au-dedans. Le peuple ne sortit de la tyrannie féodale, que pour tomber un jour sous le despotisme des rois : tant le genre-humain semble né pour l'esclavage ! Il fallut assigner des fonds à la solde d'une milice : et les impôts devinrent arbitraires, illimités, comme le nombre des soldats. Ceux-ci furent distribués dans les différentes places du royaume, sous prétexte de couvrir les frontières contre l'ennemi ; mais, au fond, pour contenir et opprimer les sujets. Les officiers, les commandans, les gouverneurs, furent des instrumens toujours armés contre la nation même. Ils cessèrent de se regarder, eux et leurs soldats, comme des citoyens de l'état, dévoués uniquement à la défense des biens et des droits du peuple. Ils ne connurent plus dans le royaume que le roi, prêts à égorger, en son nom, et leurs

pères et leurs frères. Enfin la milice nationale ne fut plus qu'une milice royale.

L'invention de la poudre, qui demanda de grandes dépenses et de grands préparatifs, des forges, des magasins, des arsenaux, mit plus que jamais les armes dans la dépendance des rois, et acheva de donner l'avantage à l'infanterie sur la cavalerie. Celle ci prêtoit au feu de l'autre le flanc de l'homme et du cheval. Un cavalier démonté, étoit un homme nul ou perdu ; un cheval sans guide, portoit le trouble et le désordre par tous les rangs. L'artillerie et la mousqueterie faisoient, dans les escadrons, un ravage plus difficile à réparer que dans les bataillons. Enfin les hommes pouvoient s'acheter et se discipliner à moins de frais que les chevaux : c'est ce qui fit que les rois eurent aisément des soldats.

C'est ainsi que l'innovation de Charles VII, funeste à ses sujets, du moins pour l'avenir, préjudicia, par son exemple, à la liberté de tous les peuples de l'Europe. Chaque nation eut besoin de se tenir en défense contre une nation toujours armée. La politique, s'il y en eût eu dans un tems où les arts, les lettres et le commerce n'avoient point encore ouvert la communication entre les peuples,

la politique étoit que les princes eussent attaqué tous à la fois celui qui s'étoit mis dans un état de guerre continuel. Mais au lieu de l'obliger à poser les armes, ils les prirent eux-mêmes. Cette contagion gagna d'autant plus vite, qu'elle paroissoit le seul remède au danger d'une invasion, le seul garant de a sécurité des nations.

Cependant on manquoit par-tout des connoissances nécessaires pour discipliner une infanterie; dont l'importance commençoit à se faire sentir. La manière de combattre que les Suisses avoient employée contre les Bourguignons, les avoit rendus aussi fameux que formidables. Avec de pesantes épées et de longues hallebardes, ils avoient toujours renversé les chevaux et les hommes de la milice féodale. Impénétrables eux-mêmes, marchant en colones épaisses, ils abattoient tout ce qui les attaquoit, tout ce qu'ils rencontroient. Chaque puissance voulut avoir de ces soldats. Mais les Suisses sentant le besoin qu'on avoit de leurs bras, et se faisant acheter trop cher, il fallut se résoudre à s'en passer, et composer par-tout une infanterie nationale, pour ne pas dépendre de ces troupes auxiliaires.

Les

Les Allemands furent les premiers à recevoir une discipline qui ne demandoit que la force du corps, et la subordination des esprits. Sortis d'une terre féconde en hommes et en chevaux, ils atteignirent presque la réputation de l'infanterie Suisse, sans perdre l'avantage de leur cavalerie.

Les Français, plus vifs, adoptèrent avec plus de peine et de lenteur, un genre de milice qui contraignoit tous les mouvemens, et qui sembloit exiger plus de patience que de fougue. Mais le goût de l'imitation et de la nouveauté prévalut chez une nation légere, sur cette vanité qui est amoureuse de ses usages.

Les Espagnols, malgré l'orgueil qu'on leur reproche, enchérirent sur les Suisses, en perfectionnant la discipline de ce peuple guerrier. Ils composèrent une infanterie qui fut tour-à-tour la terreur et l'admiration de l'Europe.

A mesure que l'infanterie augmentoit, cessoient par-tout l'usage et le service de la milice féodale, et la guerre s'étendoit de plus en plus. La constitution nationale n'avoit guère permis durant des siècles aux différens peuples, de franchir les barrières de leurs

états pour aller s'égorger. La guerre ne se faisoit que sur les frontières, entre les peuples limitrophes. Quand la France et l'Espagne eurent essayé leurs armes à l'extrémité la plus reculée de l'Italie, il ne fut plus possible de convoquer le ban et l'arrière-ban des nations; parce que ce n'étoient pas réellement les peuples qui se faisoient la guerre, mais les rois avec leurs troupes, pour la gloire de leur personne ou de leur famille, sans aucun égard au bien de leurs sujets. Ce n'est pas que les princes ne tâchassent d'engager dans leurs querelles l'orgueil national des peuples : mais uniquement pour affoiblir ou pour soumettre cette indépendance, qui luttoit encore dans quelques corps, contre l'autorité absolue où ils s'étoient élevés par degrés.

Toute l'Europe fut en combustion. On vit les Allemands en Italie; les Italiens en Allemagne; les Français dans l'une et l'autre de ces régions; les Turcs devant Naples et devant-Nice; les Espagnols tout-à-la-fois, en Afrique, en Hongrie, en Italie, en Allemagne, en France, et dans les Pays-Bas. Toutes ces nations, en aiguisant, en trempant leurs armes dans leur sang, se formè-

rent dans la science de se battre et de se détruire avec un ordre, une mesure infaillibles.

La religion mit aux prises les Allemands contre les Allemands, les Français contre les Français ; mais sur-tout la Flandre avec l'Espagne. C'est dans les marais de la Hollande qu'échoua toute la fureur d'un roi bigot et despote; d'un prince superstitieux et sanguinaire ; de deux Philippe et d'un duc d'Albe. C'est dans les Pays-Bas qu'on vit une république sortir des gibets de la tyrannie et des bûchers de l'inquisition. Après que la liberté eut rompu ses chaînes, qu'elle eut trouvé son asyle dans l'océan, elle éleva ses remparts sur le continent. Les Hollandais imaginèrent les premiers l'art de fortifier les places : tant le génie et la création appartiennent aux ames libres. Leur exemple fut imité par-tout. Les grands états n'avoient besoin que de fortifier leurs frontières. L'Allemagne et l'Italie, partagées entre plusieurs princes, furent hérissées d'un bout à l'autre de fortes citadelles. On n'y voyage point sans trouver chaque soir des portes fermées et des ponts-levis à l'entrée des villes.

Tandis que Nassau, armé pour assurer l'indépendance de sa patrie, renouvelloit la

science des fortifications, la passion de la gloire poussoit Gustave à chercher, sur les traces des anciens les principes presque entiérement perdus de la guerre de campagne. Il eut la gloire de les trouver, de les appliquer, de les répandre : mais, s'il en faut croire les juges les plus expérimentés, il n'y mit pas les modifications qu'auroit exigées la différence des esprits, des constitutions et des armes. Ses élèves, tout grands capitaines qu'ils étoient, n'osèrent pas être plus hardis ou plus éclairés que lui ; et cette timide circonspection empêcha les changemens, arrêta les progrès qu'on auroit dû faire. Seulement, Cohorn et Vauban ouvrirent les yeux à l'Europe sur l'art de défendre, mais sur-tout d'attaquer les places. Par une de ces contradictions qui se remarquent quelquefois dans les nations comme parmi les individus ; il arriva que, malgré son caractère bouillant et impétueux, le Français se montra plus propre qu'aucun peuple aux sièges ; et qu'il parut acquérir au pied des murailles la patience et le sang-froid qui lui manquent le plus souvent dans les autres opérations militaires.

Le roi de Pruse parut, et avec lui naquit un ordre inconnu de choses. Sans se laisser im-

poser par l'exemple ou l'autorité de ceux qui l'avoient précédé, ce prince créa une tactique presqu'entièrement nouvelle. Il fit voir que des troupes, en quelque nombre qu'elles fussent, pouvoient être disciplinées et manœuvrières; que les mouvemens des plus grandes armées n'étoient pas assujettis à des calculs plus compliqués ni moins certains que les plus foibles corps; et que les mêmes ressorts qui mettoient en action un bataillon pouvoient, bien maniés, combinés par un grand général, faire mouvoir cent mille hommes. Son génie lui fit imaginer des développemens savans dont personne n'avoit eu l'idée; et donnant en quelque sorte l'avantage aux jambes sur les bras, il introduisit dans ses évolutions, dans ses marches, une célérité devenue nécessaire et presque décisive depuis que les armées ont été si malheureusement multipliées, et qu'il a fallu leur faire occuper un front extrêmement étendu.

Ce prince qui, depuis Alexandre, n'a point eu son égal dans l'histoire pour l'étendue et la variété des talens; lui qui, sans avoir été formé par des Grecs, a su former des Lacédémoniens; enfin ce monarque qui mérita plus que tout autre d'attacher son nom

à son siècle, et qui aura la gloire, puisque c'en est une, d'avoir élevé la guerre à un degré de perfection, dont elle ne peut heureusement que descendre : Frédéric a vu l'Europe entière se jetter avec enthousiasme sur ses institutions. A l'exemple du peuple Romain, qui en s'instruisant à l'école de ses ennemis, s'étoit mis en état de leur résister, de les vaincre, de les asservir; les nations modernes ont voulu copier un voisin redoutable par sa capacité militaire, et qui pouvoit devenir dangereux par ses succès. Ont-elles ateint leur but? sans doute, on a réussi à imiter quelques pratiques extérieures de sa discipline : mais ses grands principes ont-ils été bien saisis, bien approfondis, bien combinés? il seroit peut-être permis d'en douter.

Quand même cette doctrine sublime et terrible seroit devenue commune aux puissances, l'usage en seroit-il égal pour toutes? Les Prussiens ne la perdent pas un moment de vue. Ils ne connoissent ni les intrigues des cours, ni les délices des villes, ni l'oisiveté des campagnes. Leurs drapeaux sont leur toît; des chants guerriers, leur amusement; les récits de leurs premiers exploits, leur con-

versation ; de nouveaux lauriers, le motif de leurs espérances. Sans cesse sous les armes, sans cesse dans les exercices, ils ont continuellement sous les yeux l'image, presque la réalité d'une guerre savante et opiniâtre, soit qu'ils soient réunis dans des camps, soit qu'ils soient dispersés dans des garnisons.

Militaires de tous les pays, opposez à ce tableau celui de votre éducation, de vos loix, de vos mœurs ; et comparez-vous à de tels hommes, si vous l'osez. Le son des trompettes vous tirera, j'y consens, de votre assoupissement. Du bal, des spectacles, du sein de vos maîtresses, vous volerez avec ardeur au péril. Mais une fougue passagère tiendra-t-elle lieu de cette vigilance, de cette activité, de cette application, de cette prévoyance qui seules peuvent décider des opérations d'une guerre ou d'une campagne ? Un corps énervé par de molles habitudes, résistera-t-il aux horreurs de la disette, à la rigueur des saisons, à la diveristé des climats ? Un esprit dominé par le goût des plaisirs, se pliera-t-il à des méditations suivies, profondes et sérieuses ? Dans un cœur rempli d'objets frivoles et divers, ne s'en trouvera-t-il aucun qui soit l'écueil du courage ? Sur les bords du Pô, du Rhin,

du Danube ; au milieu de ces destructions, de ces ravages qui suivent toujours ses pas, un Français couvert de poussière, épuisé de forces, dénué de tout, ne tournera-t-il pas ses tristes regards vers les bords rians de la Loire ou de la Seine ? Ne soupirera-t-il pas après ces fêtes ingénieuses, ces douces liaisons, ces sociétés charmantes ; après tant de voluptés qu'il y a laissées et qui l'y attendent ? Imbu de l'absurde et malheureux préjugé que la guerre, qui est un métier pour les autres nations, n'est qu'un état pour lui, ne quittera-t-il pas les camps aussi-tôt qu'il croira le pouvoir, sans exposer trop ouvertement sa réputation ? Si l'exemple ou les circonstances ne lui permettent pas de suivre son inclination, n'épuisera-t-il pas en quelques mois le revenu de dix années pour métamorphoser un fourrage en amusement, ou pour étaler son luxe à la tête d'une tranchée ? Le dégoût de ses devoirs et son indifférence pour la chose publique, ne le rendront-ils pas le jouet d'un ennemi qui aura des principes différens, et une autre conduite ?

Ce n'est pas au Roi de Prusse, c'est à Louis XIV qu'il faut attribuer cette excessive multiplication de troupes qui nous offre le

spectacle de la guerre jusque dans le sein de la paix. En tenant toujours sur pied des armées prodigieuses, l'orgueilleux monarque réduisit ses voisins ou ses ennemis à des efforts à-peu-près semblables. La contagion gagna même les princes, trop foibles pour allumer des incendies, trop pauvres pour les entretenir. Ils vendirent le sang de leurs légions aux grandes puissances; et le nombre des soldats s'éleva peu-à-peu en Europe jusqu'à deux millions.

On parle avec horreur des siècles de barbarie, et cependant la guerre étoit alors un état violent, un temps d'orage; aujourd'hui c'est presque un état naturel. La plupart des gouvernemens sont ou deviennent militaires. La perfection même de la discipline en est une preuve. La sûreté dans les campagnes, la tranquillité dans les villes, soit que les troupes y passent ou qu'elles y séjournent, la police qui règne autour des camps et dans les places de garnison, annoncent bien que les armes ont un frein; mais que tout est soumis au pouvoir des armes.

Heureusement les hostilités de nos jours ne ressemblent pas à celles des tems anciens. A ces époques éloignées, les provinces conquises

étoient dévastées ; les villes prises réduites en cendres : les citoyens vaincus, égorgés ou réduits en servitude. La guerre est aujourd'hui beaucoup moins cruelle. Après le combat, il n'y a plus d'atrocités. On respecte les prisonniers. Les cités ne sont plus détruites, ni les campagnes ravagées. Ce qu'on exige des peuples assujettis en contributions, équivaut à peine à ce qu'ils payoient d'impôts avant leur désastre. Rentrent-ils à la paix dans leurs premiers liens, leur état se trouve n'avoir pas changé. Des traités assurent-ils au vainqueur leur soumission, ils jouissent des mêmes avantages que tous ses sujets, quelquefois même de plusieurs prérogatives très-importantes. Aussi les nations, même les moins éclairées, s'occupent-elles peu de ces dissentions des princes. Aussi regardent-elles ces querelles comme des démêlés de gouvernement à gouvernement. Aussi verroient-elles ces événemens d'un œil tout-à-fait indifférent, sans l'obligation de soudoyer les mercenaires chargés d'appuyer l'ambition, l'inquiétude ou les caprices d'un maître tyrannique.

Ces mercenaires sont fort mal payés. Ils coûtent quatre ou cinq fois moins que le plus abject manœuvre. On ne leur donne que ce

qui est précisément nécessaire pour les empêcher de mourir de faim. Cependant on a multiplié à tel point les troupes, les généraux, les places fortes, l'artillerie, tous les instrumens de guerre, que leur entretien a fait le désespoir des peuples. Pour subvenir à ces dépenses, il a fallu surcharger toutes les classes de la société qui, refoulant les unes sur les autres, écrasent la dernière, la plus nécessaire, celle des cultivateurs. L'accroissement des impôts, et la difficulté des recouvremens font mourir de faim et de misère ces mêmes familles qui sont les mères et les nourrices des armées.

Si une oppression universelle est le premier inconvénient de la multiplication de soldats, leur oisiveté en est le second. Qu'on les occupe sans excès mais sans relâche, aussi-tôt que le bruit des armes aura cessé de se faire entendre, et leurs mœurs seront moins dissolues, moins contagieuses; les forces pour supporter les fatigues de leur profession ne leur manqueront plus, et leur santé sera rarement altérée. On ne les verra plus consumés par la faim, par l'ennui et par le chagrin; la désertion et les querelles cesseront d'être communes parmi eux; après le tems de leur

service, ils pourront être encore utiles à la société. Pour une modique augmentation de solde; ils feront gaiement les chemins par lesquels ils doivent marcher; ils applaniront les montagnes qu'ils doivent gravir; ils fortifieront les villes qu'ils doivent défendre; ils creuseront les canaux qui doivent porter leurs subsistances; ils perfectionneront les ports dans lesquels ils doivent s'embarquer; ils délivreront le peuple de la plus cruelle, de la plus ignominieuse des vexations, la corvée. Après avoir expié dans des travaux utiles le malheur d'être dévoués par état à désoler la terre, à en massacrer les habitans, peut-être cesseront-ils d'être détestés; peut-être parviendront-ils un jour à l'honneur d'être comptés parmi les citoyens.

Les Romains avoient saisi ces vérités, et en avoient fait la base de leur conduite. Comment est-il arrivé que nous autrefois les esclaves, et aujourd'hui les disciples de ces maîtres du monde, nous nous soyons si fort écartés sur ce point important de leurs principes? C'est que l'Europe a cru, c'est que l'Europe croit encore que des mains destinées à manier des armes, à cueillir des lauriers, seroient avilies par des instrumens unique-

ment maniés par les dernières classes du peuple. Jusques à quand cet absurde préjugé formé dans des tems barbares subsistera-t-il? Jusques à quand serons-nous au douzième siècle?

Troisième inconvénient : augmentation de soldats, diminution de courage. Peu d'hommes naissent propres à la guerre. Si l'on en excepte Lacédémone et Rome, où des citoyens, des femmes libres enfantoient des soldats; où les enfans s'endormoient et s'éveilloient au bruit des fanfares et des chansons guerrières; où l'éducation dénaturoit les hommes, faisoit d'eux des êtres d'une nouvelle espèce : tous les peuples n'ont jamais eu qu'un petit nombre de braves. Aussi, moins on en lève, plus ils valent. Autrefois chez nos pères, moins policés et plus forts que nous; les armées étoient beaucoup moins nombreuses que les nôtres; et les guerres plus décisives. Il falloit être noble ou riche pour faire le service militaire. C'étoit un droit, un honneur, que de prendre les armes. On ne voyoit sous les drapeaux que des volontaires. Les engagemens finissoient avec la campagne. Un homme qui n'auroit pas aimé la guerre, pouvoit s'en retirer. D'ailleurs, il y avoit plus de cette chaleur de sang et de cette fierté de sentimens, qui

fait le vrai courage. Aujourd'hui, quelle gloire de servir des despotes qui mesurent les hommes à la toise, les prisent par leur paie, les enrôlent par force ou par subtilité, les retiennent, les congédient comme ils les ont pris, sans leur consentement! Quel honneur d'aspirer au commandement des armées, sous la maligne influence des cours, où l'on donne et l'on ôte tout pour rien; où l'on élève et l'on dégrade par caprice des hommes sans mérite et sans crime, où l'on confie le ministère de la guerre à un protégé, qui ne s'est distingué dans aucune occasion, et à qui l'art n'est connu ni par la pratique ni par la méditation, où une favorite trace, avec des mouches, sur une carte étendue sur sa toilette, la marche que suivront les armées; où pour livrer une bataille, il faut envoyer solliciter la permission de la cour, délai funeste pendant lequel l'ennemi a changé de position, et le moment de la victoire s'est perdu; où, à l'insu du prince, on a quelquefois ordonné à un général, sous peine de disgrace, de se laisser battre; où la jalousie, la haîne, mille autres motifs détestables font échouer les espérances d'une campagne heureuse; où, par négligence ou par

foiblesse, on laisse manquer les camps de vivres, de fourrages et de munitions; où celui qui doit obéir, s'arrêter ou marcher, exécuter des mouvemens combinés, trahit son chef et brave la discipline, sans compromettre sa tête? Aussi, hormis les empires naissans et les momens de crise, plus il y a de soldats dans un état, plus la nation s'affoiblit; et plus un état s'affoiblit, plus on multiplie les soldats.

Quatrième inconvénient: la multiplication de la milice achemine au despotisme. Les troupes nombreuses, les places fortes, les magasins et les arsenaux, peuvent empêcher les invasions: mais en préservant un peuple des irruptions d'un conquérant, ils ne le sauvent pas des attentats d'un despote. Tant de soldats ne font que tenir à la chaine des esclaves tout faits. L'homme le plus foible est alors le plus fort. Comme il peut tout, il veut tout. Par les seules armes, il brave l'opinion et force les volontés. Avec des soldats, il lève des impôts; avec des impôts, il lève des soldats. Il croit exercer et manifester sa puissance, en détruisant ce qu'il a créé; mais il travaille dans le néant et pour le néant. Il refond perpétuellement sa mi-

lice, sans jamais retrouver une force nationale. C'est en vain qu'il arme des bras toujours levés sur la tête du peuple. Si ses sujets tremblent devant ses troupes, ses troupes fuiront devant l'ennemi. Mais alors la perte d'une bataille est celle d'un royaume. Tous les cœurs aliénés volent d'eux-mêmes sous un joug étranger, parce qu'avec un conquérant, il reste de l'espérance, et qu'avec un despote, on ne sent que la crainte. Quand les progrès du gouvernement militaire ont amené le despotisme, alors il n'y a plus de nation. Les troupes sont bientôt insolentes et détestées ; les familles se dessèchent et dépérissent dans la stérilité de la misere et du libertinage. L'esprit de désunion et de haîne gagne entre tous les états, alternativement corrompus et flétris. Les corps se trahissent, se vendent, se dépouillent, et se livrent tour-à-tour les uns les autres aux verges du despote. Il les crible tous, il les vanne, il les pressure dans sa main, les dévore et les anéantit. Telle est la fin de cet art de la guerre, qui mène au gouvernement militaire. Voyons quelle est l'influence de la marine.

V. *Marine.*

Les anciens nous ont transmis presque tous les arts, qui sont ressuscités avec les lettres : mais nous l'emportons sur eux dans la marine militaire. Tyr et Sydon, Carthage et Rome, n'ont presque vu que la Méditerrannée ; et pour courir cette mer, il ne falloit que des radeaux, des galères et des rameurs. Les combats alors pouvoient être sanglans : mais l'art de la construction et de l'armement des flottes ne devoit pas être savant. Pour traverser de l'Europe en Afrique, il ne falloit pour ainsi dire, que des bateaux plats, qui débarquoient des Carthaginois ou des Romains : car ce furent presque les seuls peuples qui rougirent la mer de leur sang. Les Athéniens et les républiques de l'Asie firent heureusement plus de commerce que de carnage.

Après que ces nations fameuses eurent laissé la terre et la mer à des brigands et à des pirates, la marine resta durant douze siècles dans le néant où étoient tombés tous les autres arts. Ces essaims de barbares, qui dévorèrent le cadavre et le squelette de Rome, vinrent de la mer Baltique, sur des radeaux ou des pirogues, ravager et piller nos côtes de l'océan,

mais s'en s'écarter du continent. Ce n'étoient point des voyages, mais des descentes qui se renouvelloient chaque jour. Les Danois et les Normands n'étoient point armés en course et ne savoient guère se battre que sur terre.

Enfin, le hasard ou la Chine donna la boussole à l'Europe, et la boussole lui donna l'Amérique. L'aiguille aimantée montrant aux navigateurs de combien ils s'approchoient ou s'éloignoient du Nord, les enhardit à tenter les plus longues courses, à perdre la terre de vue durant des mois entiers. La géométrie et l'astronomie apprirent à mesurer la marche des astres, à fixer par eux les longitudes, et à estimer à-peu-près de combien on avançoit à l'est ou à l'ouest. Dès-lors on devoit savoir à quelle hauteur, à quelle distance on se trouvoit de toutes les côtes de la terre. Quoique la connoissance des longitudes soit beaucoup plus inexacte que celle des latitudes, l'une et l'autre eurent bientôt assez hâté les progrès de la navigation, pour faire éclorre l'art de la guerre navale. Cependant, elle débuta par des galères qui étoient en possession de la Méditerranée. La plus fameuse bataille de la marine moderne, fut celle de Lepante, qui fut livrée il y a deux cens ans, entre deux cent cinq galeres des chrétiens et deux

cent soixante des Turcs. L'Italie qui a tout trouvé et n'a rien gardé, l'Italie seule avoit construit ce prodigieux armement; mais alors elle avoit le double du commerce, des richesses, de la population qui lui reste aujourd'hui. D'ailleurs, ces galères n'étoient ni si longues, ni si larges que celles de nos jours, comme l'attestent encore d'anciennes carcasses qui se conservent dans l'arsenal de Venise. La Chiourne consistoit en cent cinquante rameurs, et les troupes n'étoient que de quatre-vingts hommes par bâtiment. Aujourd'hui Venise a de plus belles galères, et moins de puissance sur cette mer qu'elle épouse, et que d'autres sillonnent et labourent.

Mais les galères étoient bonnes pour des forçats; il falloit de plus forts vaisseaux pour des soldats. L'art de la construction s'accrut avec celui de la navigation. Philippe II, roi de toutes les Espagnes et des deux Indes, employa tous les chantiers d'Espagne et de Portugal, de Naple et de Sicile, qu'il possédoit alors, à construire des navires d'une grandeur, d'une force extraordinaires; et sa flotte prit le nom de l'*invincible armada*. Elle étoit composée de cent trente vaisseaux,

dont près de cent étoient les plus gros qu'on eût encore vus sur l'océan. Vingt caravelles, ou petits bâtimens, suivoient cette flotte, voguoient et combattoient sous ses ailes. L'enflure Espagnole du seizième siècle s'est prodigieusement appesantie sur une description exagérée et pompeuse de cet armement si formidable. Mais ce qui répandit la terreur et l'admiration il y a deux siècles, serviroit de risée aujourd'hui. Les plus grands de ces vaisseaux ne seroient que du troisième rang dans nos escadres. Ils étoient si pesamment armés et si mal gouvernés, qu'ils ne pouvoient presque se remuer, ni prendre le vent, ni venir à l'abordage, ni obéir à la manœuvre dans des tems orageux. Les matelots étoient aussi lourds que les vaisseaux étoient massifs; les pilotes presqu'aussi ignorans que les matelots.

Les Anglais, qui connoisoient déja toute la foiblesse et le peu d'habileté de leurs ennemis sur la mer, se reposèrent du soin de leur défaite sur leur inexpérience. Contens d'éviter l'abordage de ces pesantes machines, ils en brûlèrent une partie. Quelques-uns de ces énormes galions furent pris, d'autres désemparés. Une tempête survint.

La plupart avoient perdu leurs ancres; ils furent abandonnés par l'équipage à la fureur des vagues, et jettés, les uns sur les côtes occidentales de l'Ecosse, les autres sur les côtes d'Irlande. A peine la moitié de cette invincible flotte put retourner en Espagne, où son délabrement, joint à l'effroi des matelots, répandit une consternation dont la nation ne se releva plus : abattue à jamais par la perte d'un armement qui lui avoit coûté trois ans de préparatifs, où ses forces et ses revenus s'étoient comme épuisés.

La chûte de la marine Espagnole fit passer le sceptre de la mer aux mains des Hollandais. L'orgueil de leurs anciens tyrans ne pouvoit être mieux puni, que par la prospérité d'un peuple forcé, par l'oppression, à briser le joug des rois. Lorsque cette république levoit la tête hors de ses marais, le reste de l'Europe étoit plongé dans les guerres civiles, par le fanatisme. Dans tous les états, la persécution lui préparoit des citoyens. L'inquisition que la maison d'Autriche vouloit étendre dans les pays de sa domination; les bûchers que Henri II allumoit en France; les émissaires de Rome que Marie appuyoit en Angleterre : tout con-

courut à donner à la Hollande un peuple immense de réfugiés. Elle n'avoit ni terres, ni moissons pour les nourrir. Il leur fallut chercher une subsistance par mer dans le monde entier. Lisbonne, Cadix et Anvers, faisoient presque tout le commerce de l'Europe sous un même souverain, que sa puissance et son ambition rendoient l'objet de la haîne et de l'envie. Les nouveaux républicains, échappés à sa tyrannie, excités par le ressentiment et le besoin, se firent corsaires, et se formèrent une marine aux dépens des Espagnols et des Portugais, qu'ils détestoient. La France et l'Angleterre, qui ne voyoient que l'humiliation de la maison d'Autriche dans les progrès de la république naissante, l'aidèrent à garder des conquêtes et des dépouilles, dont elles ne connoissoient pas encore tout le prix. Ainsi les Hollandais s'assurèrent des établissemens par-tout où ils voulurent porter leurs armes, s'affermirent dans leurs acquisitions, avant qu'on pût en être jaloux, et se rendirent insensiblement les maîtres de tout le commerce par leur industrie, et de toutes les mers, par la force de leurs escadres.

Les troubles domestiques de l'Angleterre

favorisèrent quelque tems cette prospérité, sourdement acquise dans des pays éloignés. Mais enfin Cromwel éveilla dans sa patrie la jalousie du commerce. Elle étoit naturelle à un peuple insulaire. Partager avec lui l'empire de la mer, c'étoit le lui céder. Les Hollandais résolurent de le garder. Au lieu de s'allier avec l'Angleterre, ils s'exposèrent courageusement à la guerre. Ils combattirent long-tems avec des forces inégales; et cette opiniâtreté contre les revers, leur conserva, du moins, une honorable rivalité. La supériorité dans la construction, dans la forme des vaisseaux, donna souvent la victoire à leurs ennemis: mais les vaincus ne firent point de pertes décisives.

Cependant, ces longs et terribles combats avoient épuisé, du moins rallenti la vigueur des deux nations, lorsque Louis XIV, voulant profiter de leur affoiblissement réciproque, aspira à l'empire des mers. En prenant les rênes de son royaume, ce prince n'avoit trouvé dans ses ports que huit ou neuf vaisseaux demi-pourris; encore n'étoient-ils ni du premier, ni du second rang. Richelieu avoit su jetter une digue devant la Rochelle, mais non créer une marine, dont

Henri IV et son ami Sully devoient pourtant avoir conçu le projet : mais tout ne pouvoit naître à la fois que dans le beau siècle de la nation Française. Louis, qui saisissoit du moins toutes les idées de grandeur qu'il n'enfantoit pas, fit passer dans l'ame de ses sujets la passion qui le dévoroit. Cinq ports furent ouverts à la marine militaire. On créa des chantiers et des arsenaux également commodes et magnifiques. L'art des constructions, encore très imparfait par-tout, reçut des règles moins incertaines. Un code fort supérieur à celui des autres nations, et qui depuis leur servit de guide, obtint la sanction des loix. Des hommes de mer sortirent, pour ainsi dire, comme tout formés du sein de l'océan. En moins de vingt ans, les rades du royaume comptèrent cent vaisseaux de ligne.

Ces forces s'essayèrent d'abord contre les Barbaresques, qui furent châtiés. Ensuite elles firent baisser le pavillon à l'Espagne. De là, se mesurant avec les flottes, tantôt séparées, tantôt combinées, de l'Angleterre et de la Hollande, presque toujours elles emportèrent l'honneur et l'avantage du combat. La première défaite mémorable qu'es-

suya

suya la marine Française, fut en 1692, lorsque avec quarante vaisseaux, elle attaqua vis-à-vis de la Hogue quatre-vingt-dix vaisseaux Anglais et Hollandais, pour donner à l'Angleterre un roi qu'elle ne vouloit pas, et qui ne souhaitoit pas trop de l'être. Le parti le plus nombreux eut la victoire. Jacques II sentit un plaisir involontaire, en voyant triompher le peuple qui le repoussoit; comme si dans ce moment, l'amour aveugle de la patrie l'eût emporté contre lui dans son cœur, sur l'ambition du trône. Depuis cette journée, la France vit décliner ses forces navales, et il étoit impossible qu'il fût autrement.

Accoutumé à mettre plus de fierté que de méthode dans ses entreprises, plus jaloux de paroître puissant que de l'être en effet, Louix XIV avoit commencé par poser le faîte de sa marine guerrière, avant d'en avoir assuré les fondemens. L'unique base solide qu'on eût pu lui donner, c'eût été une navigation marchande, vive, étendue; et il n'en existoit presque pas un commencement dans le royaume. Le commerce des Indes Orientales ne faisoit que de naître. Les Hollandais s'étoient approprié le peu de

denrées que produisoient alors les isles de l'Amérique. On n'avoit pas songé à donner aux grandes pêcheries l'extension dont elles étoient susceptibles. Les rades du Nord ne recevoient pas un navire Français, et celles du Sud n'en voyoient que rarement. L'état avoit abandonné jusqu'à son cabotage à des étrangers. N'étoit-ce donc pas une nécessité qu'au premier échec remarquable que recevroit cet orgueilleux étalage de puissance, le colosse croulât, et que l'illusion fût dissipée ?

L'Angleterre prit dès-lors une supériorité, qui l'a portée au comble de la prospérité. Une nation, qui se voit aujourd'hui la première sur toutes les mers, s'imagine aisément qu'elle y a eu toujours de l'empire. Tantôt elle fait remonter sa puissance maritime jusqu'au tems de César; tantôt elle veut avoir régné sur l'océan, du-moins au neuvième siècle. Peut-être un jour, les Corses, qui ne sont rien, quand ils seront devenus un peuple maritime, écriront et liront dans leurs fastes, qu'ils ont toujours dominé sur la méditerannée. Telle est la vanité de l'homme; il a besoin d'agrandir son néant dans le passé comme dans l'avenir. La vé-

rité seule, qui subsiste avant et après les nations, dit qu'il n'y a point eu de marine en Europe depuis l'ère chrétienne jusqu'au seizième siècle. Les Anglais eux-mêmes n'en avoient pas besoin, tant qu'ils furent les maîtres de la Normandie et des côtes de la France.

Lorsque Henri VIII voulut équiper une flotte, il fut obligé de louer des vaisseaux de Hambourg, de Lubeck, de Dantzick: mais sur-tout de Gênes et de Venise, qui savoient seules construire et conduire une marine; qui fournissoient les navigateurs et les amiraux; qui donnoient à l'Europe un Colomb, un Améric, un Cabot, un Verezani, ces hommes divins, par qui le monde est devenu si grand. Elizabeth eut besoin d'une force navale contre l'Espagne. Elle permit à des citoyens d'armer des vaisseaux, pour courir sur les ennemis de l'état. Cette permission forma des soldats matelots. La reine alla voir un vaisseau qui avoit fait le tour du monde; elle y embrassa Drake, en le créant chevalier. Elle laissa quarante-deux vaisseaux de guerre à ses successeurs. Jacques I et Charles I ajoutèrent quelques navires aux forces navales qu'ils avoient reçues avec le trône: mais les com-

mandans de cette marine étoient pris dans la noblesse, qui, contente des honneurs, laissoit les travaux à des pilotes. L'art ne faisoit point de progrès.

Le parti qui détrôna les Stuarts, avoit peu de nobles. Les vaisseaux de ligne furent donnés à des capitaines d'une naissance commune, mais d'une habileté rare dans la navigation. Ils perfectionnèrent, ils illustrèrent la marine Anglaise.

Charles II, en remontant sur le trône; la trouva forte de cinquante-six vaisseaux. Elle s'augmenta sous son règne, jusqu'au nombre de quatre-vingt-trois bâtimens, dont cinquante-huit étoient de ligne. Cependant elle déclina vers les derniers jours de ce prince. Mais Jacques II, son frère, la rétablit dans son premier éclat, l'éleva même à plus de splendeur. Grand amiral avant d'être roi, il avoit inventé l'art de commander la manœuvre sur les flottes, par les signaux des pavillons. Heureux, s'il avoit mieux entendu l'art de gouverner un peuple libre! Quand le prince d'Orange, son gendre, prit sa couronne, la marine Anglaise étoit composée de cent soixante-trois vaisseaux de toute grandeur, armés de sept mille canons,

et montés par quarante-deux mille hommes d'équipage. Cette force doubla pendant la guerre pour la succession d'Espagne. Elle a fait depuis des progrès tels, que l'Angleterre se croit en état de balancer seule par ses forces navales, toute la marine de l'Univers. Cette puissance est sur mer, ce qu'étoit Rome sur la terre, quand elle tomba de sa grandeur.

La nation Anglaise regarde sa marine comme le rempart de sa sûreté, comme la source de ses richesses. C'est dans la paix, comme dans la guerre, le pivot de ses espérances. Aussi lève-t-elle, et plus volontiers, et plus promptement, une flotte qu'un bataillon. Elle n'épargne aucun moyen de dépense, aucune ressource de politique pour avoir des hommes de mer.

Les fondemens de cette puissance furent jettés au milieu du dernier siècle; par ce fameux acte de navigation, qui assuroit aux Anglais toutes les productions de leur vaste empire et qui leur promettoit une grande partie de celles des autres régions. Par cette loi, on sembloit dire à chaque peuple de ne penser qu'à soi. Cependant cette leçon a été inutile jusqu'à nos jours; et aucun gou-

vernement ne l'a prise pour règle de sa conduite. Il est possible que les yeux s'ouvrent et qu'ils s'ouvrent bientôt : mais la Grande-Bretagne aura toujours joui pendant plus d'un siècle des fruits de sa prévoyance, et peut-être acquis, dans ce long intervalle, assez de force pour perpétuer ses avantages. On doit la croire disposée à employer tous les moyens possibles, pour arrêter l'explosion de cette mine que le tems creuse d'une main lente sous les fondemens de sa fortune, et à déclarer la guerre au premier qui tentera d'y mettre le feu. Ses flottes redoutables attendent avec impatience le signal des hostilités. Leur activité et leur vigilance ont redoublé depuis qu'il a été décidé que les prises appartiendroient en totalité aux officiers et à l'équipage du vaisseau vainqueur; depuis que l'état a accordé une gratification de cent trente-deux livres dix sols à chacun des combattans qui s'élanceroit sur un navire ennemi, pris ou coulé à fond. Cet appas du gain sera, s'il le faut, augmenté par d'autres récompenses. Les nations, si habituellement divisées par leurs intérêts et leurs jalousies, se concerteront-elles pour réprimer tant d'audace, et si une seule l'entreprend se-

parément, sortira-t-elle avec succès de cette terrible lutte ?

La marine est un nouveau genre de puissance qui a donné, en quelque sorte, l'univers à l'Europe. Cette partie si bornée du globe a acquis, par ses escadres, un empire absolu sur les autres beaucoup plus étendues. Elle s'y est emparée des contrées qui étoient à sa bienséance, et a mis dans sa dépendance les habitans et les productions de toutes. Une supériorité si avantageuse durera toujours, à moins que quelque événement, qu'il est impossible de prévoir, ne dégoûtât nos descendans d'un élément fécond en naufrages. Tant qu'il leur restera des flottes, elles prépareront les révolutions, elles promeneront les destins des peuples, elles seront le levier du monde.

Mais ce n'est pas seulement aux extrémités de la terre ou dans des régions barbares que les vaisseaux ont porté la terreur et dicté des loix. Leur action s'est fait vivement sentir, même au milieu de nous, et a dérangé les anciens systêmes. Il s'est formé un nouvel équilibre. Du continent, la balance du pouvoir a passé aux nations maritimes. Comme la nature de leurs forces les rap-

prochoit de tous les pays qui bordoient l'océan et ses différens golfes, il leur a été possible de faire du bien ou du mal à plus d'états : elles ont donc dû avoir plus d'alliés, et plus d'influence. Ces avantages ont frappé les gouvernemens que leur situation mettoit à portée de les partager ; et il n'en est presque aucun qui n'ait fait plus ou moins d'efforts, des efforts plus ou moins heureux pour y réussir.

Puisque la nature a décidé que les hommes s'agiteroient éternellement sur notre planète, et qu'ils la fatigueroient sans cesse par leur inquiétude, c'est un bonheur pour les tems modernes que les forces de la mer fassent une diversion à celles de la terre. Une puissance qui a des côtes à garder, ne peut aisément franchir les barrières de ses voisins. Il lui faut des préparatifs immenses ; des troupes innombrables ; des arsenaux de toute espèce ; une double provision de moyens et de ressources pour exécuter ses projets de conquête. Depuis que l'Europe navigue, elle jouit d'une plus grande sécurité. Ses guerres sont peut-être aussi fréquentes, aussi sanglantes : mais elle en est moins ravagée, moins affoiblie. Les opérations y sont con-

duites avec plus de concert, de combinaison, et moins de ces grands effets qui dérangent tous les systêmes. Il y a plus d'efforts et moins de secousses. Toutes les passions y sont entraînées vers un certain bien général, un grand but politique, un heureux emploi de toutes les facultés physiques et morales qui est le commerce.

L'importance où s'est élevée la marine conduira, avec le tems, tout ce qui y a un rapport plus ou moins prochain au degré de perfection dont il est susceptible. Jusqu'au milieu du dernier siècle, des routines vagues présidoient à la construction des vaisseaux. *On ne sait ce que la mer veut*, étoit encore un proverbe. A cette époque, la géométrie porta son attention sur cet art qui devenoit tous les jours plus intéressant, et y appliqua quelques-uns de ses principes. Depuis elle s'en est occupée plus sérieusement, et toujours avec succès. Cependant on est bien éloigné des démonstrations, puisqu'il règne tant de variétés dans les dimensions que suivent les différens atteliers.

A mesure que la marine devenoit une science, c'étoit une nécessité qu'elle fût étudiée par ceux qui suivoient cette profes-

sion. On parvint lentement, mais enfin on parvint à leur faire comprendre que les commandans qui auroient des idees générales fondées sur des règles mathématiques, auroient une grande supériorité sur des officiers qui, n'ayant que des habitudes, ne pourroient juger des choses qu'ils auroient à faire que par leur analogie avec celles qu'ils auroient déja vues. Des écoles s'ouvrirent de tous les côtés, et des jeunes gens y furent instruits dans la tactique navale et dans d'autres connoissances aussi importantes.

C'étoit quelque chose, mais ce n'étoit pas tout. Dans un métier où la disposition de la mer et des courans, le mouvement des vaisseaux, la force et la variété des vents, les fréquens accidens du feu, la rupture ordinaire des voiles et des cordages, cent autres circonstances multiplient à l'infini les combinaisons; où, sous le tonnerre du canon et au milieu des plus grands dangers, il faut prendre sur-le-champ un parti qui décide de la victoire et de la suite; où les résolutions doivent être si rapides qu'elles paroissent plutôt l'effet du sentiment que le fruit de la réflexion; dans une telle profession, la

théorie la plus savante ne sauroit suffire. Dénuée de ce coup-d'œil sûr et rapide que la pratique seule et la pratique la plus suivie peut donner, elle perdroit en méditations le tems de l'action. Il faut donc que l'expérience achève l'homme de mer que l'étude des sciences exactes aura commencé. Cette réunion doit se faire avec le tems par-tout où il y a des navigateurs, mais nulle part aussi promptement que dans une isle, parce que les arts se perfectionnent plutôt où ils sont d'une nécessité plus indispensable.

Par la même raison, il y aura de meilleurs et plus de matelots, mais seront-ils traités avec la justice et l'humanité qui leur sont dues? Un d'eux, qui a heureusement échappé aux feux dévorans de la ligne, à l'horreur des tempêtes, à l'intempérie des climats, revient d'un voyage de plusieurs années et des extrémités du globe. Son épouse l'attend avec impatience; ses enfans soupirent après la vue d'un père dont on leur a cent fois répété le nom; lui-même il charme ses ennuis par le doux espoir de revoir bientôt ce qu'il a de plus cher au monde; il hâte par ses desirs le moment délicieux où il soulagera son cœur dans les tendres em-

brassemens de sa famille. Tout-à-coup, à l'approche du rivage, à la vue de sa patrie, on l'arrache avec violence du navire où, pour enrichir ses concitoyens, il vient de braver les flots, et se voit précipité par d'infâmes satellites dans une flotte où trente, quarante mille de ses braves compagnons doivent partager son infortune jusqu'à la fin des hostilités. C'est vainement que leurs larmes couleront, c'est vainement qu'ils réclameront les loix; leur destinée est irrévocablement fixée. Voilà une foible image des atrocités de la presse Anglaise.

Dans nos gouvernemens absolus, c'est une autre méthode plus cruelle peut-être en effet, quoique en apparence plus modérée. Le matelot y est enrôlé pour sa vie. On le met en mouvement, on le retient dans l'inaction, quand on veut et comme on veut. Un caprice décide de sa solde, un caprice régle l'époque où elle lui sera payée. Durant la paix, durant la guerre, il n'a jamais de volonté qui lui soit propre : sans cesse il est sous la verge d'un despote subalterne le plus souvent injuste, féroce et intéressé. La plus grande différence que j'observerois entre la presse et les classes, c'est que l'une est une servitude

servitude passagère, et que l'esclavage des autres n'a point de terme.

Cependant vous trouverez des apologistes, des admirateurs peut-être de ces usages inhumains. Il faut, vous dira-t-on, que dans l'état de société, les volontés particulières soient soumises à la volonté générale, et que les convenances des individus soient sacrifiées aux besoins publics. Telle a été la pratique de toutes les nations et de tous les âges. C'est sur cette base unique que les institutions, bien ou mal conçues, ont été fondées. Jamais elles ne s'écarteront de ce point central sans précipiter l'époque inévitable de leur ruine.

Sans doute la république doit être servie, et doit l'être par ses citoyens : mais n'est-il pas de la justice que chacun y contribue selon ses moyens ? Faut-il que pour conserver à un millionnaire, souvent injuste, la jouissance entière de sa fortune et de ses délices, on réduise l'infortuné matelot au sacrifice des deux tiers de son salaire, des besoins de sa famille, du plus précieux des biens, la liberté ? La patrie ne seroit-elle pas servie avec plus de zèle, de vigueur et d'intelligence par des hommes qui lui voueroient

volontairement les facultés physiques et morales qu'ils ont acquises ou exercées sur toutes les mers, que par des esclaves nécessairement et sans cesse occupés du soin de briser leurs chaines? Mal-à-propos, les administrateurs des empires diroient-ils, pour justifier leur conduite atroce, que ces navigateurs refuseroient aux combats leurs bras et leur courage, si on ne les y traînoit contre leurs penchans. Tout assure qu'ils ne demanderoient pas mieux que d'exercer leur profession ; et il est démontré que quand ils y auroient quelque répugnance, des nécessités toujours renaissantes les y forceroient.

Le dirons-nous? et pourquoi ne le dirions-nous pas? les gouvernemens sont aussi convaincus, que ceux qui les censurent, du tort qu'ils font à leurs matelots : mais ils aiment mieux ériger la tyrannie en principe, que de convenir de l'impossibilité où ils sont d'être justes. Dans l'état actuel des choses, tous, quelques-uns principalement, ont élevé leurs forces navales plus haut que leur fortune ne le permettoit. Jusqu'ici leur orgueil n'a pu se résoudre à descendre de cette grandeur exagérée dont ils s'étoient enivrés, dont ils avoient enivré leurs voisins. Le moment

arrivera pourtant, et il ne doit pas être éloigné, où ce sera une nécessité de proportionner les armemens aux ressources d'un fisc obéré. Ce sera une époque heureuse pour l'Europe si elle suit un si bel exemple. Cette partie du monde, qui compte aujourd'hui trois cent quatre-vingt-douze vaisseaux de ligne, et quatre fois plus de bâtimens de guerre d'un ordre inférieur, tirera de grands avantages de cette révolution. L'océan sera sillonné alors par moins de flottes, et sur-tout par des flottes moins nombreuses. La navigation marchande s'enrichira des débris de la marine militaire; et le commerce recevra dans l'univers entier une extension nouvelle.

VI. *Commerce.*

Le commerce ne produit rien lui-même; il n'est pas créateur. Ses fonctions se réduisent à des échanges. Par son ministère, une ville, une province, une nation, une partie du globe sont débarrassées de ce qui leur est inutile; par son ministère, elles reçoivent ce qui leur manque. Les besoins respectifs de la société des hommes l'occupent sans cesse. Ses lumières, ses fonds, ses veil-

les ; tout est consacré à cet office honorable et nécessaire. Son action n'existeroit pas sans les arts et la culture : mais sans son action la culture et les arts seroient peu de chose. En parcourant la terre, en franchissant les mers, en levant les obstacles qui s'opposoient à la communication des peuples, en étendant la sphère des besoins et le desir des jouissances, il multiplie les travaux ; il encourage l'industrie ; il devient en quelque sorte le moteur du monde.

Les Phéniciens furent les premiers négocians dont l'histoire ait conservé le souvenir. Situés sur les bords de la mer aux confins de l'Asie et de l'Afrique, pour recevoir et pour répandre toutes les richesses de ces vastes contrées, ils ne fondèrent des colonies, ne bâtirent des villes que pour le commerce. A Tyr, ils étoient les maîtres de la Méditerranée ; à Carthage, ils jettèrent les fondemens d'une république qui commença par l'océan sur les meilleures côtes de l'Europe.

Les Grecs succédèrent aux Phéniciens ; les Romains aux Carthaginois et aux Grecs. Ils furent les maîtres de la mer comme de la terre ; mais ils ne firent d'autre commerce que celui d'apporter pour eux, en Italie,

toutes les richesses de l'Afrique, de l'Asie et du monde conquis. Quand Rome eut tout envahi, tout perdu, le commerce retourna, pour ainsi dire à sa source vers l'Orient. C'est-là qu'il se fixa tandis que les Barbares inondoient l'Europe. L'empire fut divisé. Les armes et la guerre restèrent dans l'Occident : mais l'Italie conserva du moins une communication avec le Levant, où couloient toujours les trésors de l'Inde.

Les croisades épuisèrent en Asie toutes les fureurs de zèle et d'ambition, de guerre et de fanatisme qui circuloient dans les veines des Européens : mais elles rapportèrent dans nos climats le goût du luxe Asiatique ; et elles rachetèrent par un genre de commerce et d'industrie, le sang et la population qu'elles avoient coûté. Trois siècles de guerre et de voyages en Orient donnèrent à l'inquiétude de l'Europe un aliment dont elle avoit besoin pour ne pas périr d'une sorte de consomption interne : ils préparèrent cette effervescence de génie et d'activité qui, depuis, s'exhala et se déploya dans la conquête des Indes Orientales et de l'Amérique.

Les Portugais tentèrent de doubler l'Afrique, mais avec lenteur et circonspection.

Ce ne fut qu'après quatre-vingts ans de travaux et de combats; qu'après s'être rendus les maîtres de toute la côte Occidentale de cette vaste région, qu'ils se hasardèrent à doubler le cap de Bonne-Espérance. L'honneur de franchir cette barrière redoutable étoit réservé à Vasco de Gama, qui, en 1497, atteignit enfin le Malabar, où devoient se porter les riches productions des plus fertiles contrées de l'Asie. Tel fut le théâtre de la grandeur Portugaise.

Tandis que cette nation avoit les marchandises, l'Espagne s'emparoit de ce qui les achète, des mines d'or et d'argent. Ces métaux devinrent non-seulement un véhicule, mais encore une matière de commerce. Ils attirèrent d'abord tout le reste et comme signe, et comme marchandise. Toutes les nations en avoient besoin pour faciliter l'échange de leurs denrées, pour s'approprier les jouissances qui leur manquoient. L'épanchement du luxe et de l'argent du midi de l'Europe, changea la face et la direction du commerce, en même tems qu'il en étendit les limites.

Cependant les nations conquérantes des deux Indes, négligèrent les arts et la cul-

ture. Pensant que l'or devoit tout leur donner, sans songer au travail qui seul attire l'or, elles apprirent un peu tard, mais à leurs dépens, que l'industrie qu'elles perdoient, valoit mieux que les richesses qu'elles acquéroient; et ce fut la Hollande qui leur fit cette dure leçon.

Les Espagnols et les Portugais devinrent ou restèrent pauvres avec tout l'or du monde; les Hollandais furent bientôt riches, sans terres et sans mines. Aussi-tôt que ces intrépides républicains se furent réfugiés au sein de l'océan avec leur divinité tutélaire, la liberté, ils s'apperçurent que leurs marais ne seroient jamais que le siège de leur domicile, et qu'il leur faudroit chercher ailleurs des ressources et des subsistances. Leur vue se promena sur la face du globe, et ils se dirent. « Notre domaine est le monde entier: » nous en jouirons par la navigation et par » le commerce. Les révolutions qui se passeront sur ce théâtre immense et continuellement agité, ne nous seront jamais » étrangères. L'indolence et l'activité, l'esclavage et l'indépendance, la barbarie et » la civilisation, l'opulence et la pauvreté, » la culture et l'industrie, les achats et les

» ventes, les vices et les vertus des hom-
» mes : tout tournera à notre avantage. Nous
» encouragerons les travaux des nations, ou
» nous arrêterons leur fortune ; nous les
» pousserons à la guerre, ou nous travaille-
» rons à rétablir le calme entre elles, selon
» qu'il conviendra à nos intérêts. ».

Jusqu'à cette époque, la Flandre avoit été le lien de communication entre le nord et le midi de l'Europe. Les Provinces-Unies qui s'en étoient détachées pour n'appartenir qu'à elles-mêmes, prirent sa place, et devinrent à leur tour l'entrepôt de toutes les puissances qui avoient à faire plus ou moins d'échanges.

Ce premier succès ne borna pas l'ambition de la nouvelle république. Après avoir appellé dans ses ports les productions des autres contrées, ses navigateurs allèrent les chercher eux-mêmes. Bientôt la Hollande fut un magasin immense, où ce que fournissoient les divers climats se trouvoit réuni ; et cette réunion de tant d'objets importans augmenta toujours, à mesure que les besoins des peuples se multiplioient, avec les moyens de les satisfaire. Une marchandise attiroit une marchandise. Les denrées de l'an-

cien monde appelloient celles du nouveau. Un acheteur amenoit des acheteurs ; et les trésors acquis étoient une voie assurée pour en acquérir encore.

Tout favorisa la naissance et les progrès du commerce de la république : sa position sur les bords de la mer, à l'embouchure de plusieurs grandes rivières : sa proximité des terres les plus abondantes ou les mieux cultivées de l'Europe : ses liaisons naturelles avec l'Angleterre et l'Allemagne, qui la défendoient contre la France : le peu d'étendue et de fertilité de son terrein qui forçoit ses habitans à devenir pêcheurs, navigateurs, courtiers, banquiers, voituriers, commissionnaires ; à vivre, en un mot, d'industrie au défaut de domaine. Les causes morales se joignirent à celles du climat et du sol, pour établir et hâter sa prospérité. La liberté de son gouvernement, qui ouvrit un asyle à tous les étrangers mécontens du leur ; la liberté de sa religion, qui laissoit à toutes les autres un exercice public et tranquille, c'est-à-dire, l'accord du cri de la nature avec celui de la conscience, des intérêts avec les devoirs, en un mot la tolérance, cette religion universelle de toutes les ames justes et éclai-

rées, amies du ciel et de la terre, de Dieu comme leur père, des hommes comme leurs frères. Enfin la république commerçante sut tourner à son profit tous les évènemens, et faire concourir à son bonheur les calamités et les vices des autres nations; les guerres civiles que le fanatisme allumoit chez un peuple ardent, que le patriotisme excitoit chez un peuple libre; l'ignorance et l'indolence que le bigotisme nourrissoit chez deux peuples soumis à l'empire de l'imagination.

L'industrie de la Hollande, où se mêla beaucoup de cette finesse politique qui sème la jalousie et les différends entre les nations, ouvrit enfin les yeux à d'autres puissances. L'Angleterre fut la première à s'appercevoir qu'on n'avoit pas besoin de l'entremise des Hollandais pour trafiquer. Cette nation chez qui les attentats du despotisme avoient enfanté la liberté, parce qu'ils précédèrent la corruption et la molesse, voulut acheter les richesses par le travail qui en est le contre-poison. Ce fut elle qui la première envisagea le commerce, comme la science et le soutien d'un peuple éclairé, puissant et même vertueux. Elle y vit moins une acquisition de

jouissance, qu'une augmentation d'industrie ; plus d'encouragement et d'activité pour la population, que de luxe et de magnificence pour la représentation. Appellée à commercer par sa situation ; ce fut là l'esprit de son gouvernement et le levier de son ambition. Tous ses ressorts tendirent à ce grand objet. Mais dans les autres monarchies, c'est le peuple qui fait le commerce ; dans cette heureuse constitution, c'est l'état ou la nation entière, toujours sans doute avec le desir de dominer qui renferme celui d'asservir, mais du moins avec des moyens qui font le bonheur du monde, avant de le soumettre. Par la guerre, le vainqueur n'est guère plus heureux que le vaincu, puisqu'il ne s'agit entr'eux que de sang et de plaies : mais par le commerce, le peuple conquérant introduit nécessairement l'industrie dans un pays qu'il n'auroit pas conquis, si elle y avoit été, ou qu'il ne garderoit pas, si elle n'y étoit point entrée avec lui. C'est sur ces principes que l'Angleterre a fondé son commerce et sa domination, et qu'elle a réciproquement et tour-à-tour étendu l'un par l'autre.

Les Français situés sous un ciel et sur un sol également heureux, se sont long-tems

flattés d'avoir beaucoup à donner aux autres nations, et presque rien à leur demander. Mais Colbert sentit que dans la fermentation où l'Europe se trouvoit de son tems, il y auroit un gain évident pour la culture et les productions d'un pays qui travailleroit sur celles du monde entier. Par ses soins s'élevèrent de tous côtés des manufactures. Les laines, les soieries, les teintures, les broderies, les étoffes d'or et d'argent; tout acquit dans les établissemens dont il dirigeoit les opérations, une perfection que les autres atteliers ne pouvoient atteindre. Pour augmenter l'utilité de ces arts, il en falloit posséder les matériaux. La culture en fut encouragée selon la diversité des climats et du territoire. On en demanda quelques-uns aux provinces même du royaume, et les autres aux colonies que le hasard lui avoit données dans le Nouveau-Monde, comme à tous les navigateurs, qui depuis un siècle infestoient la mer de leurs brigandages. La nation dut faire alors un double profit, et sur les matières premières, et sur la main-d'œuvre. Elle poussa cette branche précaire et momentanée avec une vigueur, une ému-

lation qui devoient laisser long-tems ses rivaux en arrière ; et la France jouit encore de sa supériorité sur les autres peuples dans tous les ouvrages de luxe et de décoration qui attirent les richesses à l'industrie.

La mobilité naturelle du caractère national, sa frivolité même, a valu des trésors à l'état, par l'heureuse contagion de ses modes. Semblable à ce sexe délicat et léger, qui nous montre et nous inspire le goût de la parure ; le Français domine sur toutes les cours, dans toutes les régions pour ce qui est d'agrément ou de magnificence ; et son art de plaire est un des secrets de sa fortune et de sa puissance. D'autres peuples ont maîtrisé le monde par les mœurs simples et rustiques, qui font les vertus guerrières ; lui seul y devoit régner par ses vices. Son empire durera, jusqu'à ce qu'avili sous les pieds de ses maîtres, par des coups d'autorité sans principes et sans bornes, il devienne méprisable à ses propres yeux. Alors, avec sa confiance en lui-même, il perdra cette industrie, qui est une des ressources de son opulence et des ressorts de son activité.

L'Allemagne, qui n'a que peu et de mauvais ports, a été réduite à voir d'un œil in-

différent ou jaloux ses ambitieux voisins s'enrichir des dépouilles de la mer et des deux Indes. Son action a été gênée même sur ses frontières, continuellement ravagées par des guerres destructives, et jusques dans l'intérieur de ses provinces par la nature d'une constitution singulièrement compliquée. Il falloit beaucoup de tems, des lumières étendues et de grands efforts pour établir un commerce de quelqu'importance dans une région que tout sembloit en repousser. Cette époque approche. Déjà le lin et le chanvre sont vivement cultivés, et reçoivent une forme agréable. On travaille la laine et le coton avec intelligence. D'autres fabriques commencent ou sont perfectionnées. Si, comme le caractère laborieux et solide de ses habitans permet de l'espérer, l'empire parvient jamais à payer avec ses productions, avec ses manufactures, les productions qu'il est réduit à tirer d'ailleurs, et à retenir dans son sein l'argent qui sort de ses mines, il ne tardera pas à devenir une des plus opulentes contrées de l'Europe.

Il seroit absurde d'annoncer aux nations du Nord une destinée aussi brillante, quoique le commerce ait aussi commencé d'améliorer

leur sort. Le fer de leur âpre climat, qui ne servoit autrefois qu'à leur destruction mutuelle, a été converti en des usages utiles au genre-humain; et une partie de celui qu'ils livroient brut n'est vendu aujourd'hui qu'après avoir été travaillé. Leurs munitions navales ont trouvé un cours, un prix qu'elles n'avoient pas, avant que la navigation eût reçu cette prodigieuse extension qui nous étonne. Si quelques-uns de ces peuples attendent négligemment les acheteurs dans leurs ports, d'autres les vont porter eux-mêmes dans des rades étrangères, et cette activité étend leurs idées, leurs opérations et leurs bénéfices.

Cette nouvelle ame du monde moral s'est insinuée de proche en proche, jusqu'à devenir comme essentielle à l'organisation ou à l'existence des corps politiques. Le goût du luxe et des commodités a donné l'amour du travail, qui fait aujourd'hui la principale force des états. A la vérité, les occupations sédentaires des arts méchaniques, rendent les hommes plus sensibles aux injures des saisons, moins propres au grand air, qui est le premier aliment de la vie. Mais enfin, on est encore plus heureux d'énerver l'espèce

humaine sous les toits des atteliers, que de l'agguerrir sous les tentes, puisque la guerre détruit quand le commerce crée. Par cette utile révolution dans les mœurs, les maximes générales de la politique ont changé l'Europe. Ce n'est plus un peuple pauvre qui devient redoutable à une nation riche. La force est aujourd'hui du côté des richesses, parce qu'elles ne sont plus le fruit de la conquête, mais l'ouvrage des travaux assidus et d'une vie entiérement occupée. L'or et l'argent ne corrompent que les ames oisives qui jouissent des délices du luxe, au séjour des intrigues et des bassesses, qu'on appelle grandeur. Mais ces métaux occupent les bras et les doigts du peuple; mais ils excitent dans les campagnes, à reproduire; dans les villes maritimes, à naviguer; dans le centre d'un état, à fabriquer des armes, des habits, des meubles, des édifices. L'homme est aux prises avec la nature : sans cesse il la modifie et sans cesse il en est modifié. Les peuples sont taillés et façonnés par les arts qu'ils exercent. Si quelques métiers amolissent et dégradent l'espèce, elle s'endurcit et se répare dans d'autres. S'il est vrai que l'art la dénature, du moins elle ne se repeuple pas pour se dé-

truire, comme chez les nations barbares des tems héroïques. Sans doute il est facile, il est beau de peindre les Romains avec le seul art de la guerre, subjugant tous les autres arts, toutes les nations oisives ou commerçantes, policées ou féroces ; brisant ou méprisant les vases de Corinthe, plus heureux sous des dieux d'argille qu'avec les statues d'or de leurs empereurs de boue. Mais il est encore plus doux et plus beau, peut-être, de voir toute l'Europe peuplée de nations laborieuses, qui roulent sans cesse autour du globe, pour le défricher et l'approprier à l'homme ; agiter par le souffle vivifiant de l'industrie, tous les germes reproductifs de la nature ; demander aux abymes de l'océan, aux entrailles des rochers, ou de nouveaux soutiens, ou de nouvelles jouissances, remuer et soulever la terre avec tous les leviers du génie ; établir entre les deux hémisphères, par les progrès heureux de l'art de naviguer, comme des ponts volans de communication, qui rejoignent un continent à l'autre ; suivre toutes les routes du soleil, franchir les barrières annuelles, et passer des tropiques aux pôles sous les aîles des vents ; ouvrir, en un mot, toutes les sources de la population et

de la volupté, pour les verser par mille canaux sur la face du monde. C'est alors, peut-être, que la divinité contemple avec plaisir son ouvrage, et ne se repent pas d'avoir fait l'homme.

Telle est l'image du commerce. Admirez ici le génie du négociant. Le même esprit qu'avoit Newton pour calculer la marche des astres, il l'emploie à suivre la marche des peuples commerçans qui fécondent la terre. Ses problêmes sont d'autant plus difficiles à résoudre, que les conditions n'en sont pas simples, abstraites et déterminées comme en géométrie : mais dépendent des caprices des hommes et de l'instabilité de mille événemens compliqués. Cette justesse de combinaisons que devoient avoir Cromwel et Richelieu, l'un pour détruire, l'autre pour cimenter le despotisme des rois, il la possède, et va plus loin : car il embrasse les deux mondes dans son coup-d'œil, et dirige ses opérations sur une infinité de rapports, qu'il n'est donné que rarement à l'homme d'état, ou même au philosophe, de saisir et d'apprécier. Rien ne doit échapper à sa vue. Il doit prévoir l'influence des saisons, sur l'abondance, la disette, la qualité des denrées,

sur le départ ou le retour des vaisseaux ; l'influence des affaires politiques sur celles du commerce ; les révolutions que la guerre ou la paix doivent opérer dans le prix et le cours des marchandises, dans la masse et le choix des approvisionnemens, dans la fortune des places et des ports du monde entier ; les suites que peut avoir sous la Zone-Torride l'alliance de deux nations du Nord ; les progrès, soit de grandeur ou de décadence, des différentes compagnies de commerce ; le contre-coup que portera sur l'Afrique et sur l'Amérique la chûte d'une puissance d'Europe dans l'Inde ; les stagnations que produira dans certain pays, l'engorgement de quelques canaux d'industrie ; la dépendance réciproque entre la plupart des branches du commerce, et le secours qu'elles se prêtent par les torts passagers qu'elles semblent se faire ; le moment de commencer, et celui de s'arrêter dans toutes les entreprises nouvelles : en un mot, l'art de rendre toutes les nations tributaires de la sienne, et de faire sa fortune avec celle de sa patrie, ou plutôt de s'enrichir, en étendant la prospérité générale des hommes. Tels sont les objets qu'embrasse la profession du négociant ; et ce n'est pas toute son étendue.

Le commerce est une science qui demande encore plus la connoissance des hommes que des choses. Sa difficulté vient moins de la multiplicité des affaires, que de l'avidité de ceux qui les conduisent. Il faut donc traiter avec eux, en apparence, comme si l'on étoit assuré de leur bonne-foi, et prendre cependant des précautions comme s'ils étoient dénués de tous les principes.

Presque tous les hommes sont honnêtes hors de leur état : mais il n'y en a que peu qui, dans l'exercice de leur profession, se conforment aux règles d'une probité scrupuleuse. Ce vice qui règne, depuis la première jusqu'à la dernière des conditions, naît du grand nombre des malversations introduites par le tems, excusées par l'usage. L'intérêt personnel et l'habitude générale en dérobent le crime et la bassesse. *Je fais*, dit-on, *comme font les autres* ; et l'on se plie à des actions contre lesquelles la conscience cesse bientôt de réclamer.

Ces espèces de tromperies n'ont aucun inconvénient aux yeux de ceux qui se les permettent. Communes à toutes les professions, ne s'expient-elles pas les unes par les autres ? Je reprends dans la bourse de ceux qui trai-

tent avec moi, ce que ceux avec lesquels j'ai traité ont pris de trop dans la mienne. Exigerez-vous qu'un marchand, un ouvrier, un particulier, quel qu'il soit, souffre la vexation sourde et secrète de tous ceux à qui ses besoins journaliers l'adressent, sans avoir jamais son recours sur aucun d'eux ? Puisque tout se compense par une injustice générale, tout est aussi bien que sous un état de justice rigoureuse.

Mais peut-il y avoir aucune sorte de compensation entre ces rapines de détail d'une classe de citoyens sur toutes les autres, et celles-ci sur la première ? Toutes les professions ont-elles un besoin égal des autres ? Plusieurs, exposées à des vexations qui se renouvellent sans cesse, ne manquent-elles pas la plupart d'occasions de vexer à leur tour ? Les circonstances ne font-elles pas changer d'un jour à l'autre la proportion de ces vexations ? Ces observations paroîtront peut-être minutieuses. Arrêtons-nous donc à une réflexion plus importante. Aucun homme sage pourra-t-il penser qu'il soit indifférent que l'iniquité s'exerce impunément et presque d'un consentement universel dans tous les états ; que la masse d'une nation soit corrompue, et

d'une corruption qui n'a ni frein, ni limite et qu'il y ait bien loin d'un larcin autorisé et journellement répété à quelque injustice que ce puisse être ?

Cependant, il faut bien qu'on croie le mal sans remède, au moins pour les industries de détail, puisque toute la morale applicable à ceux qui les exercent, se réduit à ces maximes. » Tâchez de n'être point décrié dans votre profession. Si vous vendez » plus cher que les autres, ayez au moins » la réputation de vendre de meilleures mar» chandises. Gagnez le plus que vous pour» rez. Sur-tout n'ayez pas deux prix. Faites » votre fortune, et faites-la le plus promp» tement. Si vous n'êtes ni mal famé, ni » déshonoré : tout est bien ». On pourroit substituer à ces principes, des principes plus honnêtes ; mais ce seroit inutilement. Les petits profits journaliers ; ces économies mesquines, qui font la ressource essentielle de quelques professions, abaissent l'ame, l'avilissent, y éteignent tout sentiment de dignité ; et il n'y a rien de vraiment louable à recommander, ni à attendre d'une espèce d'hommes conduite à ce point de dégradation.

Il n'en est pas ainsi de ceux dont les spéculations embrassent toutes les contrées de la terre ; dont les opérations compliquées lient les nations les plus éloignées ; par qui l'univers entier devient une famille. Ces hommes peuvent avoir une idée noble de leur profession ; et il est presque inutile de dire à la plupart d'entre eux : ayez de la bonne-foi ; parce que la mauvaise-foi, en vous nuisant à vous-même, nuiroit aussi à vos concitoyens et calomnieroit votre nation.

N'abusez point de votre crédit ; c'est-à-dire qu'en cas de revers inattendus, vos propres fonds puissent remplacer les fonds que vous avez obtenus de la confiance qu'ont eue vos correspondans dans vos lumières, dans vos talens, dans votre probité. Qu'on vous voie, au milieu du renversement de votre fortune, comme ces grands arbres que la foudre a frappés et qui conservent cependant toute leur majesté.

Vous vous méfierez d'autant plus de vous-mêmes, que presque toujours vous êtes les seuls juges de votre probité.

Je sais bien que si vous êtes opulens, vous serez toujours honorés aux yeux de la multi-

tude : mais aux vôtres ? si votre propre estime vous touche peu, entassez des monceaux d'or sur des monceaux d'or; et soyez heureux, si l'homme immoral peut l'être.

Il vous reste, et il doit vous rester des principes religieux. Songez donc qu'il viendra un moment où vous vous reprocherez des richesses mal acquises, qu'il faudra restituer; à moins que vous ne braviez, en insensés, un juge prêt à vous en demander un compte sévère.

Servez toutes les nations : mais quelque avantage qu'une spéculation vous présente, renoncez-y, si vous nuisez à la vôtre.

Que votre parole soit sacrée. Ruinez-vous, s'il le faut, plutôt que d'y manquer; et montrez que l'honneur vous est plus précieux que l'or.

N'embrassez pas trop d'objets à la fois. Quelque forte que soit votre tête, quelque étendue de génie que vous ayez, songez que la journée commune de l'homme laborieux n'a guère plus de six heures, et que toutes les affaires qui l'exigeroient plus longue, seroient abandonnées nécessairement à vos coopérateurs subalternes. Bientôt il se formeroit autour de vous un chaos au débrouillement duquel vous pourriez vous trouver précipités du sommet

de

de la prospérité où vous vous croyez, dans l'abyme sans fond de l'infortune.

Je ne cesserai de vous crier, de l'ordre, de l'ordre. Sans ordre, tout devient incertain. Rien ne se fait, ou tout se fait à la hâte et mal. La négligence et la précipitation rendent également les entreprises ruineuses.

Quoiqu'il n'y ait peut-être aucun gouvernement assez honnête, pour qu'un particulier doive le secourir de son crédit, je vous exhorte à en courir les hasards : mais que ce secours n'excède pas votre propre fortune. Ruinez-vous pour votre pays, mais ne ruinez que vous. L'amour de la patrie doit être subordonné aux loix de l'honneur et de la justice.

Ne vous mettez jamais dans le cas d'aller montrer vos larmes et votre désespoir à une cour qui vous paiera froidement du motif de la nécessité publique et de l'offre honteuse d'un sauf-conduit. Ce n'est pas dans le ministère d'une nation, c'est en vous que l'étranger et le citoyen ont eu confiance. C'est dans vos mains qu'ils ont déposé leurs fonds ; et rien ne peut vous sauver de leurs reproches et de ceux de votre conscience, si vous en avez une.

Vous serez bien sages, si vous ne formez d'autres entreprises que celles qui peuvent échouer, sans attrister votre famille et sans troubler votre repos.

Ne soyez ni pusillanimes, ni téméraires. La pusillanimité vous fixeroit dans la médiocrité; la témérité vous raviroit en un jour le fruit du travail de plusieurs années.

Il n'y a nulle comparaison entre la fortune et le crédit. La fortune, sans crédit, est peu de chose. Le crédit, sans fortune, n'a point de limites. Tant que le crédit reste, la ruine n'est pas consommée. Le moindre ébranlement en crédit peut être suivi du dernier désastre. J'ai vu qu'au bout de vingt années, on n'avoit pas encore oublié que la caisse d'une compagnie opulente avoit été fermée vingt-quatre heures.

Le crédit d'un commerçant renaît plus difficilement encore que l'honneur d'une femme. Il n'y a qu'une espèce de miracle qui puisse faire cesser une alarme qui se répand en un clin-d'œil d'un hémisphère de la terre à l'autre.

Le commerçant ne doit pas être moins jaloux de son crédit, que le militaire de son honneur.

Si vous avez de l'élévation dans l'ame, vous aimerez mieux servir vos concitoyens avec moins d'avantage, que l'étranger avec moins de hasards, moins de peines et plus de profits.

Suivez une spéculation honnête, de préférence à une spéculation plus lucrative.

On a dit que le négociant, le banquier, le commissionnaire, cosmopolites par état, n'étoient citoyens d'aucun pays. Faites cesser ce propos injurieux.

Si, quand vous quitterez le commerce, vous ne jouissez parmi vos concitoyens que de la considération accordée à de grandes richesses, vous n'aurez pas acquis tout ce que le commerce pouvoit vous rendre.

Le mépris de la richesse est peut-être incompatible avec l'esprit du commerce : mais malheur à celui en qui cet esprit seroit exclusif du sentiment de l'honneur.

J'ai élevé dans mon cœur un autel à quatre classes de citoyens : au philosophe qui cherche la vérité, qui éclaire les nations, et qui prêche d'exemple la vertu aux hommes : au magistrat qui sait tenir égale la balance de la justice : au militaire qui défend sa patrie ; et au commerçant honnête qui l'enrichit et

qui l'honore. J'oublioís l'agriculteur qui la nourrit; et je lui en demande pardon.

Si le négociant ne se voit pas lui-même dans ce rang distingué des citoyens, il ne s'estime pas assez. Il oublie que, dans sa matinée, quelques traits de sa plume mettent en mouvement les quatre coins du monde pour leur bonheur mutuel.

Loin de vous toute basse jalousie de la prospérité d'un autre. Si vous traversez ses opérations sans motif, vous êtes un pervers. Si vous parvenez à découvrir ses opérations et que vous vous les appropriez, vous l'aurez volé.

L'influence de l'or est aussi funeste aux particuliers; qu'aux nations. Si vous n'y prenez garde, vous en aurez l'ivresse. Après avoir entassé, vous voudrez entasser encore; et vous deviendrez avares ou dissipateurs. Avares, vous serez durs, et le sentiment de la commisération, de la bienfaisance s'éteindra en vous. Dissipateurs, après avoir consumé vos belles années à acquérir la richesse, vous serez jettés dans l'indigence par des dépenses extravagantes; et si vous échappez à ce malheur, vous n'échapperez pas au mépris

Ouvrez quelquefois votre bourse à l'homme industrieux et malheureux.

Voulez-vous être honoré pendant votre vie et après votre mort, consacrez une portion de votre fortune à quelques monumens d'une utilité publique. Malheur à vos héritiers, si cette dépense les afflige.

Songez que quand celui qui n'a que de la richesse vient à mourir, il n'y a rien de perdu.

Ces maximes, que nous nous sommes permis de rappeller, ont toujours été, seront toujours vraies. S'il arrivoit qu'elles parussent problématiques à quelques-uns de ceux dont elles doivent diriger les actions, il faudroit s'en prendre à l'autorité publique. Par-tout le fisc avide et rampant encourage à des injustices particulières, par les injustices générales qu'on lui voit commettre. Il opprime le commerce par les impôts sans nombre dont il le surcharge. Il dégrade les négocians par les soupçons injurieux qu'il ne cesse de jetter sur leur probité. Il rend, en quelque sorte, la fraude nécessaire, par la funeste invention des monopoles.

Qu'est-ce donc que le monopole ? C'est le privilège exclusif d'un citoyen sur tout autre

de vendre ou d'acheter. A cette définition, tout homme sensé s'arrête et dit : Entre des citoyens, tous égaux, tous servant la société, tous contribuant à ses charges à proportion de leurs moyens, comment un d'entre eux peut-il avoir un droit dont un autre soit légitimement privé ? Quelle est donc cette chose si sacrée par sa nature, qu'un homme, quel qu'il soit, ne puisse l'acquérir si elle lui manque, ou s'en défaire si elle lui appartient ?

Si quelqu'un pouvoit prétendre à ce privilège, ce seroit sans doute le souverain. Cependant il ne le peut pas ; car il n'est que le premier des citoyens. Le corps de la nation peut l'en gratifier ; mais alors c'est un acte de déférence, et non la conséquence d'une prérogative qui seroit nécessairement tyrannique. Que si le souverain ne peut se l'arroger à lui-même, bien moins encore le peut-il conférer à un autre. On ne donne point ce dont on n'a pas la propriété légitime.

Mais si contre la nature des choses, il existe un peuple qui ait quelque prétention à la liberté, et où le chef se soit toutefois arrogé à lui-même ou ait conféré le monopole à un autre, quelle a été la suite de cette in-

fraction au droit général ? La révolte, sans doute ? Non ; cela auroit dû être, mais n'a pas été. Et pourquoi ? C'est qu'une société est un assemblage d'hommes occupés de différentes fonctions, divisés d'intérêts, jaloux, pusillanimes, préférant la jouissance paisible de ce qu'on leur laisse à la défense armée de ce qu'on leur enlève, vivant à côté les uns des autres, se pressant, sans aucun concours de volontés : c'est que ce concert, si raisonnable, si utile, quand il subsisteroit entre eux, ne leur donneroit, ni le courage, ni la force qui leur manque, ni par conséquent ou l'espoir de vaincre, ou la résolution de périr : c'est qu'ils verroient pour eux un danger éminent dans une tentative infructueuse, et qu'ils ne verroient dans le succès que l'avantage de leurs descendans, qu'ils aiment moins qu'eux.... Cependant il est arrivé quelquefois..... Oui, par l'enthousiasme du fanatisme.....

Mais en quelque contrée que le monopole ait eu lieu, qu'y a-t-il produit ? Ce qu'il y a produit ? la dévastation. Les privilèges exclusifs ont ruiné l'ancien et le Nouveau-Monde. Aucune colonie naissante dans l'autre hémisphère dont ils n'aient prolongé la foi-

blesse ou qu'ils n'aient étouffée au berceau. Sous le nôtre, aucune contrée florissante dont ils n'aient détruit la splendeur ; aucune entreprise, quelque brillante qu'elle fût, qu'ils n'aient détériorée ; aucune circonstance plus ou moins flatteuse, qu'ils n'aient tournée au détriment général.

Mais par quelle fatalité tout cela est-il arrivé ? Ce n'étoit point une fatalité, c'étoit une nécessité. Cela s'est fait, parce qu'il falloit que cela se fît. Et pourquoi ? C'est qu'un possesseur privilégié, quelque puissant qu'il soit, ne peut jamais avoir, ni le crédit, ni les ressources d'une nation entière. C'est que son monopole ne pouvant toujours durer, il en tire parti le plus rapidement qu'il peut ; il ne voit que le moment. Tout ce qui est au-delà du terme de son exclusif n'est rien à ses yeux. Il aime mieux être moins riche sans attendre, que plus riche en attendant. Par un instinct naturel à l'homme dont la jouissance est fondée sur l'injustice, la tyrannie et les vexations, il craint sans cesse la suppression d'un droit fatal à tous. C'est que son intérêt est tout pour lui et que l'intérêt de la nation ne lui est rien. C'est que pour un petit bien, pour un avantage momentané,

mais sûr, il ne balance pas à faire un grand mal, un mal durable. C'est qu'en mettant le pied dans le lieu de son exercice, le privilège exclusif y introduit avec lui le cortège de toutes les sortes de persécutions. C'est que par la folie, le vague, l'étendue ou l'extension des conditions de son octroi, et par la puissance de celui qui l'a accordé ou qui le protège, maître de tout, il s'immisce de tout, il gêne tout, il détruit tout; il découragera, il anéantira un genre d'industrie qui sert à tous, pour y forcer un genre d'industrie qui nuit à tous, mais qui lui sert; il prétendra commander au sol, comme il a commandé aux bras; et il faudra qu'il cesse de produire ce qui lui est propre, pour ne produire que ce qui convient au monopole ou pour devenir stérile : car il préférera la stérilité à une fertilité qui le croise, la disette qu'il ne sentira pas à l'abondance qui diminueroit ses rentrées. C'est que selon la nature de la chose dont il a le commerce exclusif, si elle est de première nécessité, il affamera tout-à-coup une contrée ou la mettra toute nue; si elle n'est pas de première nécessité, il parviendra à la rendre telle par des contre-coups; et affamera, mettra en-

core toute nue la contrée à laquelle il saura bien ôter les moyens de se la procurer. C'est qu'il est presque toujours possible à celui qui est vendeur unique de se rendre, par des opérations aussi subtiles, aussi profondes qu'atroces, le seul acheteur; et qu'alors il met à la chose qu'il vend un prix aussi exhorbitant, à celle qu'on est forcé de lui vendre un prix aussi bas qu'il lui plaît. C'est qu'alors, le vendeur se dégoûtant d'une industrie, d'une culture, d'un travail qui ne lui rend pas l'équivalent de ses dépenses, tout périt. La nation tombe dans la misère.

Le terme de l'exclusif expire, et son possesseur se retire opulent: mais que produit l'opulence d'un seul élevé sur la ruine de la multitude? Un grand mal. Si c'est un grand mal, pourquoi n'y-a-t-on pas obvié? Pourquoi ne s'y oppose-t-on pas? Par le préjugé aussi *cruel* qu'*absurde*, qu'il est indifférent pour l'état, que la richesse soit dans la bourse de celui-ci ou de celui-là, dans une ou plusieurs bourses. *Absurde*, parce que dans tous les cas, dans les grandes nécessités principalement, le souverain s'adresse à la nation, c'est-à-dire à un grand nombre d'hommes qui n'ont presque rien et qu'on

achève d'écraser par le peu qu'on en arrache, et à un très-petit nombre qui ont beaucoup, qui donnent peu, ou qui ne donnent jamais en proportion de ce qu'ils ont, et dont la contribution, fût-elle au niveau de leur richesse, ne rendroit jamais la centième partie de ce qu'on auroit obtenu sans exaction, sans plainte d'un peuple nombreux et aisé. *Cruel* parce qu'à égalité d'avantages, il y auroit de l'inhumanité à condamner la multitude à manquer et à souffrir.

Mais le privilège exclusif se donne-t-il pour rien ? Quelquefois. C'est alors une marque de reconnoissance ou pour de grands services, ou pour de longues bassesses, ou le résultat des intrigues d'une chaîne de subalternes, achetés, vendus, dont une des extrémités part des dernières conditions de la société, l'autre touche au trône ; et c'est ce qu'on appelle la protection. Lorsqu'il se vend, est-il vendu son prix ! Jamais. Non, jamais, et pour plusieurs raisons. Il est impossible que le prix qu'on en tire puisse compenser le ravage qu'il fait. Sa valeur n'en peut encore être connue, ni du chef de la nation qui ne s'entend en rien ; ni de son représentant, souvent aussi peu instruit, et quelquefois

traître à son maître et à la patrie ; ni de l'acquéreur lui-même, qui calcule toujours son acquisition d'après son moindre produit. Enfin ces honteux marchés se faisant le plus souvent dans des tems de crise, l'administration accepte une somme peu proportionnée à la valeur réelle de la chose, mais avancée dans le moment d'un besoin, ou ce qui est plus ordinaire d'une fantaisie urgente.

Et quel est, en dernière analyse, le résultat de ces opérations réitérées, des désastres qui les suivent? La ruine de l'état, le mépris de la foi publique. Après ces infidélités, dont le nom même ne peut se prononcer sans rougir, la nation est plongée dans la désolation. Au milieu de plusieurs millions de malheureux, s'élève la tête altière de quelques concussionnaires, gorgés de richesses et insultant à la misère de tous. L'empire énervé chancèle quelque tems au bord de l'abyme, dans lequel il tombe, aux éclats du mépris et de la risée de ses voisins ; à moins que le ciel ne lui suscite un sauveur qu'il attend et qui ne vient pas toujours, ou que la persécution générale des scélérats qui le redoutent a bientôt dégoûté.

Les obstacles que les divers gouvernemens

mettent

mettent au commerce que leurs sujets font ou devroient faire entr'eux, sont bien plus multipliés encore dans celui d'un état avec les autres. On prendroit cette jalousie, presque moderne, des puissances, pour une conspiration secrète de se ruiner toutes, sans avantage pour aucune. Ceux qui conduisent les peuples, mettent la même adresse à se défendre de l'industrie des nations, qu'à se garantir des souplesses des intrigans qui les entourent. Par-tout on repousse, par-tout on est repoussé. Quelques hommes ignorans, bas ou corrompus, ont rempli l'Europe, le monde entier de mille contraintes insoutenables qui se sont de plus en plus étendues. La terre et l'eau ont été couvertes de guérites et de barrières. Le voyageur n'a point de repos, le marchand point de propriété; l'un et l'autre sont exposés à tous les pièges d'une législation artificieuse, qui sème les crimes avec les défenses, les peines avec les crimes. On se trouve coupable, sans le savoir ni le vouloir; et l'on est arrêté, taxé, dépouillé, sans avoir de reproche à se faire. Tel est le commerce en tems de paix. Que reste-t-il à dire des guerres de commerce?

Qu'un peuple confiné dans les glaces de

l'ourse, arrache le fer aux entrailles de la terre, qui lui refuse la subsistance, et qu'il aille le glaive à la main couper les moissons d'un autre peuple ; la faim, qui n'ayant point de loix n'en peut violer aucune, semble excuser ses hostilités. Il faut bien qu'il vive de carnage, lorsqu'il n'a point de grains. Mais quand une nation jouit d'un grand commerce, et peut faire subsister plusieurs états du superflu de ses richesses, quel intérêt l'excite à déclarer la guerre à d'autres nations industrieuses ; à les empêcher de naviguer et de travailler ; en un mot, à leur défendre de vivre sous peine de mort ? Pourquoi s'arroge-t-elle une branche exclusive de commerce, un droit de pêche et de navigation à titre de propriété, comme si la mer devoit être divisée en arpens de même que la terre ? Sans doute on voit le motif de ces guerres ; on sait que la jalousie de commerce n'est qu'une jalousie de puissance. Mais une nation a-t-elle droit d'empêcher le travail qu'elle ne peut faire elle-même, et d'en condamner une autre à l'oisiveté, parce qu'elle s'y dévoue ?

Des guerres de commerce. Quel mot contre nature ! Le commerce alimente, et la guerre détruit. Le commerce peut bien enfanter et

nourrir la guerre : mais la guerre coupe toutes les veines du commerce. Tout ce qu'une nation gagne sur une autre dans le commerce est un germe de travail et d'émulation pour toutes les deux. Dans la guerre, c'est une perte pour l'une et pour l'autre; car le pillage, et le fer, et le feu, n'engraissent ni les terres, ni les hommes. Les guerres de commerce sont d'autant plus funestes, que par l'influence actuelle de la mer sur la terre, et de l'Europe sur les trois autres parties du monde, l'embrâsement devient général; et que les dissentions de deux peuples maritimes répandent la discorde chez tous leurs alliés, et l'inertie dans le parti même de la neutralité.

Toutes les côtes et toutes les mers rougies de sang et couvertes de cadavres; les foudres de la guerre tonnant d'un pole à l'autre, entre l'Afrique, l'Asie et l'Amérique, sur l'océan qui nous sépare du Nouveau-Monde, sur la vaste étendue de la mer Pacifique : voilà ce qu'on a vu dans les deux dernières guerres, où toutes les puissances de l'Europe ont tour-à-tour éprouvé des secousses et frappé de grands coups. Cependant la terre se dépeuploit de soldats, et le commerce ne la repeu-

ploit pas ; les campagnes étoient desséchées par les impôts, et les canaux de la navigation n'arrosoient pas l'agriculture. Les emprunts de l'état ruinoient d'avance la fortune des citoyens par les bénéfices usuraires, pronostics des banqueroutes. Les nations même victorieuses, succomboient sous le faix des conquêtes ; et s'emparant de plus de pays qu'elles n'en pouvoient garder ou cultiver, s'anéantissoient, pour ainsi dire, dans la ruine de leurs ennemis. Les nations neutres, qui vouloient s'enrichir en paix au milieu de cet incendie, recevoient et souffroient des insultes plus flétrissantes que les défaites d'une guerre ouverte.

L'esprit de discorde avoit passé des souverains aux peuples. Les citoyens des divers états armoient pour se dépouiller réciproquement. On ne voyoit que vaisseaux marchands changés en vaisseaux corsaires. Ceux qui les montoient, n'étoient pas poussés par leurs besoins à ce vil métier. Quelques-uns avoient de la fortune, et des salaires avantageux s'offroient de toutes parts aux autres. Une passion effrénée pour le brigandage excitoit seule leur perversité. La rencontre d'un navigateur paisible les remplissoit d'une joie

féroce qui se manifestoit par les plus vifs transports. Ils étoient cruels et homicides. Un ennemi plus heureux, plus fort ou plus hardi, pouvoit ravir à son tour leur proie, leur liberté, leur vie : mais la vue d'un péril si ordinaire ne rallentissoit ni leur avarice, ni leur rage. Cette frénésie n'étoit pas nouvelle. On l'avoit connue dans les siècles les plus reculés. Elle s'étoit perpétuée d'âge en âge. Toujours l'homme, même sans être pressé par l'aiguillon indomptable de la faim, cherche à dévorer l'homme. Cependant la calamité qu'on déplore ici, n'étoit jamais montée au point où nous l'avons vue. L'activité de la piraterie a augmenté à mesure que les mers ont fourni plus d'aliment à son avidité, à son inquiétude.

Les nations ne se convaincront-elles donc jamais de la nécessité de mettre fin à ces barbaries ? Un frein qui les arrêteroit, ne seroit-il pas d'une utilité sensible ? Pourquoi faut-il que les denrées des deux mondes soient abymées dans les gouffres de l'océan avec les bâtimens qui les transportent, ou qu'elles servent d'aliment aux vices et aux débauches de quelques vagabonds sans mœurs et sans principes ? Cet aveuglement durera-t-il encore

ou les administrateurs des empires ouvriront-ils enfin les yeux à la lumière ? Si quelque jour on réussit à leur faire connoître leurs vrais intérêts, les intérêts essentiels des sociétés dont ils sont les chefs, leur politique ne se bornera pas à purger la mer de forbans, elle s'élevera jusqu'à laisser un libre cours aux liaisons de leurs sujets respectifs durant ces hostilités meurtrières et destructives qui fatiguent, qui ravagent si souvent le globe.

Ils sont heureusement passés ces tems déplorables où les nations se battoient pour leur mutuel anéantissement. Les troubles qui divisent aujourd'hui l'Europe, n'ont pas un but si funeste. Rarement se proposa-t-on d'autre objet que la réparation de quelqu'injustice, ou le maintien d'un certain équilibre entre les empires. Sans doute, les puissances belligérantes chercheront à se nuire, à s'affoiblir autant qu'il leur sera possible : mais si elles ne pouvoient faire que le mal qu'elles recevroient, ne se seroit-il pas d'une utilité commune qu'on arrêtât ces calamités ? Or, c'est ce qui arrive assez constamment lorsque la guerre suspend les opérations du commerce.

Alors un état repousse les productions et l'industrie de l'état ennemi, et voit repousser

ses productions et son industrie. C'est des deux côtés une diminution de travail, de gain et de jouissances. L'intervention des peuples neutres, dans ces circonstances, n'est pas aussi favorable qu'on est peut-être accoutumé à le penser. Outre que leur ministère est nécessairement fort cher, ils cherchent encore à s'élever sur les ruines de ceux qu'ils semblent servir. Ce que leur sol, ce que leurs ateliers peuvent fournir est substitué, autant qu'il est possible, à ce qui sortoit du sol et des ateliers des puissances armées, qui souvent ne recouvrent pas à la paix ce que les hostilités leur avoient fait perdre. Il sera donc toujours dans les intérêts bien combinés des nations qui se combattront, de continuer, sans aucune entrave, les échanges qu'elles faisoient avant leurs querelles.

Toutes les vérités se tiennent. Que celle dont on vient d'établir l'importance, dirige la conduite des gouvernemens, et bientôt tomberont ces innombrables barrières qui, dans le tems même de la plus profonde tranquillité, séparent les nations, quels que soient les rapports que la nature ou le hasard aient formés entr'elles.

Les démêlés les plus sanglans n'étoient

autrefois qu'une explosion passagère après laquelle chaque peuple se reposoit sur ses armes brisées ou triomphantes. La paix étoit la paix. Elle n'est aujourd'hui qu'une guerre sourde. Tout état repousse les productions étrangères, ou par des prohibitions, ou par des gênes souvent équivalentes à des prohibitions; tout état refuse les siennes aux conditions qui pourroient les faire rechercher, en étendre la consommation. L'ardeur de se nuire réciproquement s'étend d'un pole à l'autre. En vain la nature avoit réglé que, sous ses sages loix, chaque contrée seroit opulente, forte et heureuse de la richesse, de la puissance, du bonheur des autres. Elles ont, comme de concert, dérangé ce plan d'une bienveillance universelle, au détriment de toutes. Leur ambition les a portées à s'isoler; et cette situation solitaire leur a fait desirer une prospérité exclusive. Alors le mal a été rendu pour le mal. On a opposé les artifices aux artifices, les proscriptions aux proscriptions, les fraudes aux fraudes. Les nations se sont énervées, en voulant énerver les nations rivales; et il étoit impossible qu'il en fût autrement. Les rapports du commerce sont tous très-intimes. Une de

ses branches ne peut éprouver quelque contrariété, sans que les autres n'en ressentent le contre-coup. Il entrelace les peuples, les fortunes, les échanges. C'est un tout dont les diverses parties s'attirent, se soutiennent et se balancent. Il ressemble au corps humain dont toutes les parties sont affectées lorsqu'une d'entre elles ne remplit pas les fonctions qui lui étoient destinées.

Voulez-vous terminer les maux que des systêmes mal combinés ont faits à la terre entière ? abbatez les funestes murs dont les nations se sont entourées. Rétablissez cette heureuse fraternité qui faisoit le charme des premiers âges. Que les peuples, dans quelque contrée où le sort les ait placés, à quelque gouvernement qu'ils soient soumis, quelque culte qu'ils professent, communiquent aussi librement entre eux, que les habitans d'un hameau avec ceux d'un hameau voisin, avec ceux de la ville la plus prochaine, avec tous ceux du même empire; c'est-à-dire sans droits, sans formalités, sans prédilection.

Alors, mais pas plutôt, le globe se remplira de productions, et de productions toutes d'une qualité exquise. La manie des impositions, des prohibitions, réduisoit chaque état à cultiver

des denrées que son sol, que son climat repoussoient, et qui n'étoient jamais ni bonnes, ni abondantes. Il donnera une autre direction à ses travaux, lorsqu'il pourra satisfaire à ses besoins plus agréablement et à meilleur compte. Toute son activité se tournera vers les objets que la nature lui avoit destinés, et qui, étant ce qu'ils doivent être, trouveront un débouché avantageux dans les lieux où une économie éclairée aura déterminé à les négliger.

Alors, mais pas plutôt, toutes les nations arriveront au degré de prospérité où il leur est permis d'aspirer : elles jouiront de leurs propres richesses et des richesses des autres nations. Les peuples qui avoient eu quelque succès dans le commerce, ont cru jusqu'à nos jours que leur voisin ne pourroit faire fleurir le sien qu'aux dépens du leur. Cette persuasion leur avoit fait jetter un œil inquiet et soupçonneux sur les efforts qu'il faisoit pour améliorer sa situation, les avoit poussés à interrompre par les manœuvres d'une cupidité active et injuste des travaux dont ils redoutoient les conséquences. Ils changeront de conduite lorsqu'ils auront compris que l'ordre physique et moral est interverti par l'état

actuel des choses ; que l'oisiveté d'une contrée nuit à toutes les autres, ou parce qu'elle les condamne à plus de labeurs, ou parce qu'elle les prive de quelques jouissances ; que l'industrie étrangère, loin de retrécir la leur, l'élargira ; que plus les biens se multiplieront autour d'eux, plus il leur sera facile d'étendre leurs commodités et leurs échanges ; que leurs moissons et leurs ateliers tomberont nécessairement, si les débouchés et les retours doivent leur manquer ; que les états comme les particuliers ont visiblement intérêt à vendre habituellement au plus haut prix possible, à acheter habituellement au meilleur prix possible, et que ce double avantage ne se peut trouver que dans la plus grande concurrence, dans la plus grande aisance des vendeurs et des acheteurs. C'est l'intérêt de chaque gouvernement ; c'est donc l'intérêt de tous.

Et qu'on ne dise pas que dans le systême d'une liberté générale et illimitée, quelques peuples prendroient un ascendant trop décidé sur les autres. Les nouvelles combinaisons n'ôteront à aucun état, ni son sol, ni son génie. Ce que chacun avoit d'avantages dans les tems de prohibition, il les conservera

sous de meilleurs principes. Leur utilité augmentera même et augmentera beaucoup, parce que ses voisins, jouissant de plus de richesses, étendront de plus en plus leurs consommations.

S'il existoit un pays auquel il fût permis d'avoir quelque éloignement pour l'abolition du régime prohibitif, ce seroit celui-là sans doute qu'une nature avare a condamné à une éternelle pauvreté. Accoutumé à repousser par des lois somptuaires les délices des contrées plus fortunées, il pourroit craindre qu'une communication absolument libre avec elles ne dérangeât ses maximes, ne corrompît ses mœurs, ne préparât sa ruine. Ces alarmes seroient mal fondées. Hors quelques instans d'illusion peut-être, tout peuple réglera ses besoins sur ses facultés.

Heureuse donc, et infiniment heureuse la puissance qui la première se débarassera des entraves, des taxes, des prohibitions qui arrêtent et oppriment par-tout le commerce. Attirés par la liberté, par la facilité, par la sûreté, par la multiplicité des échanges, les vaisseaux, les productions, les marchandises, les négocians de toutes les contrées de la terre rempliront ses ports. Les causes d'une

prospérité si éclatante ne tarderont pas à être pénétrées; et les nations, abdiquant leurs anciennes erreurs, leurs préjugés destructeurs, se hâteront d'adopter des principes si féconds en bons événemens. La révolution sera générale. Par-tout seront dissipés les nuages. Un jour serein luira sur le globe entier. La nature reprendra les rênes du monde. Alors, ou jamais, éclora cette paix universelle qu'un roi guerrier mais humain ne croyoit pas chimérique. Si un bien si désiré et si peu attendu ne sort pas de ce nouvel ordre de choses, de ce grand développement de la raison, du moins la félicité générale des hommes portera-t-elle sur une base plus solide.

Fin du tome seizième.

TABLE DES INDICATIONS.

LIVRE DIX-NEUVIÈME.

Fin de la table du tome seizième.

